

POLITIQUE NATIONALE

L'Algérie déterminée à faire face à tous les défis (Conseiller)

P. 3

ACTIVITÉS DES PARTIS

Le FFS souligne la nécessité d'un dialogue national inclusif

P. 3

DÉCÈS D'UN RESSORTISSANT ALGÉRIEN À BRUXELLES

L'Algérie demande de faire toute la lumière sur ce drame (MAE)

P. 24

HISTOIRE DE LA COLONISATION FRANÇAISE EN ALGÉRIE

La France "doit des excuses à l'Algérie", selon un journaliste français

La France "doit des excuses à l'Algérie" dont la colonisation (1830-1962) "ne ressemble à aucune autre" colonisation de par sa violence, a affirmé le journaliste politique français Jean-Michel Apathie, la qualifiant "d'acte politique impensé". "La colonisation algérienne ne ressemble à aucune autre colonisation. Nous devons des excuses (à l'Algérie)", a souligné M. Apathie qui intervenait sur une chaîne TV française lors d'un débat sur la colonisation française. "Nous ne savons pas pourquoi la France a conquis Alger (le 5 juillet) 1830. C'est un acte politique impensé", a-t-il dit, expliquant qu'à l'époque Charles-Philippe de France, connu sous le nom de Charles X, "était basculé par les Libéraux en France, lequel mène une opération militaire pour sa gloire personnelle".

P. 24
DKnews/APS



UNIVERSITÉ

Le projet de réforme des œuvres universitaires prêt "avant la fin de l'année" (ministre)

P. 3

AUTO-ÉCOLES

Nouvelles règles pour l'exercice de l'activité

P. 4

ENTREPRENEURIAT

Le financement des start-up labélisées enclenché

P. 6

SANTÉ

SCIATIQUE

Comment calmer la douleur au plus vite

P.p 12-13

FOOTBALL

USM BEL-ABBES

Démission du DG, SG et manager général (club)

P. 21



BREXIT-MUSIQUE

Des stars britanniques accusent Londres d'avoir "laissé tomber" les musiciens

P. 16

SKIKDA

Un homme blessé par balle au chef-lieu de wilaya

P. 24

MÉTÉO

Des vents forts sur plusieurs régions du pays (BMS)



Des vents forts avec rafales pouvant atteindre ou dépasser parfois les 80 km/h souffleront sur plusieurs régions du pays jusqu'en début de soirée de ce dimanche, selon un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par les services de l'Office national de la météorologie.

Les wilayas concernées sont Ain-Temouchent, Oran, Mostaganem, Chlef, Tipaza, Alger, Boumerdès, Tizi-Ouzou, Bejaia, Jijel, Skikda, Annaba et El Tarf.

La direction du vent sera d'Ouest à Nord-Ouest avec une vitesse de 60/70 km/h et des rafales atteignant ou dépassant parfois 80 km/h durant la validité de ce BMS, en cours jusqu'à 18h00.

SOUK AHRAS

Production de plus de 21 millions m³ d'eau potable en 2020

L'unité de l'Algérienne des eaux (ADE) de la wilaya de Souk Ahras a produit près de 21.295.000 m³ d'eau potable durant l'année 2020, a indiqué samedi la responsable de la cellule de communication de cette unité.

Selon Nabila Lemouchi, 10.950.000 m³ du volume total ont été recueillis à partir des eaux superficielles et 10.345.000 m³ à partir des eaux souterraines avec une moyenne quotidienne de 58.000 m³, relevant que cet important volume a permis de porter le ratio moyen par habitant de 100 litres/jour, au cours des années précédentes, à 130 litres/jour actuellement.

Durant l'année 2020, les agents de l'ADE ont éliminé 45 branchements illicites ce qui a permis de récupérer 17.630 m³ d'eau potable, a souligné Mme Lemouchi, ajoutant que l'unité locale de l'ADE a parallèlement enregistré 4.908 fuites d'eau dont 4.680 ont été traitées, enregistrant ainsi un taux de réparation de l'ordre de 95%.

La même source qui a estimé les redevances de l'entreprise à 492 millions DA, a indiqué que l'unité a lancé une enquête sociale relative à la qualité du service public de l'eau dans la wilaya de Souk Ahras, à l'instar des autres wilayas, en vue d'une gestion intégrée des ressources en eau.

L'enquête a été confiée à des jeunes diplômés universitaires, a-t-elle précisé.

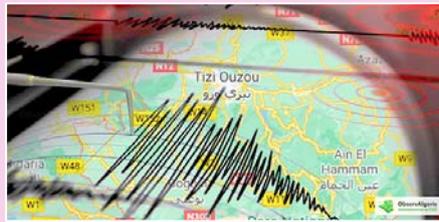
SIDI BEL-ABBÈS

Plantation de plus de 350.000 arbustes

Le conservateur des forêts, Rachid Fetati, a fait part d'un bilan de plantation de 350.000 arbustes dans la wilaya de Sidi Bel-Abbes depuis le début de la campagne nationale avec la participation d'éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) et d'instances.

Cette vaste campagne devra se poursuivre jusqu'à 21 mars prochain à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'arbre en programmant plusieurs opérations avec la participation des parties prenantes pour atteindre un objectif de plantation de 45 ha, soit l'équivalent de 1,500 million d'arbustes.

A rappeler que la wilaya de Sidi Bel-Abbes a occupé, l'année dernière, la première place au niveau national en réussissant la plantation de plus de 1,3 million d'arbustes.

TIZI-OUZOU - SEISME
Secousse tellurique de magnitude 3,5 (CRAAG)

Une secousse tellurique de magnitude 3,5 sur l'échelle de Richter a été enregistrée dimanche à 12H50 dans la wilaya de Tizi-Ouzou, a indiqué le Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (CRAAG).

L'épicentre de la secousse a été localisé à 5km au Sud-ouest de Tizirt, a précisé la même source.

ORAN

Vers la relance des projets aquacoles en attente de validation



Trois projets d'aquaculture marine au niveau de la wilaya d'Oran, qui attendent la validation depuis plusieurs années, feront prochainement l'objet d'une rencontre devant regrouper différentes administrations intervenant tout au long de l'évolution des dossiers, a-t-on appris auprès de la Direction locale de la pêche et de l'aquaculture.

Selon le directeur local de la pêche et de l'aquaculture, Lahouari Kouissem "c'est l'attribution de l'assiette foncière terrestre qui bloque en général l'évolution des dossiers".

La rencontre verra la participation des différentes administrations en rapport avec ce type de projet, les domaines de l'Etat et l'Agence nationale du CADASTRE, a précisé M.Kouissem, récemment nommé à la tête de la Direction locale de la pêche et de l'aquaculture.

Il s'agit d'une démarche qui vise à lever les obstacles qui entravent ces projets, pour pouvoir les valider, et permettre aux investisseurs de les lancer dans un futur proche, a-t-il noté, ajoutant que les trois projets concernent l'élevage de la dorade et du loup de mer.

"L'expérience d'élevage en mer de ces deux espèces a donné ses fruits à Oran, puisque plusieurs fermes aquacoles l'ont réussi", a souligné M. Kouissem, ajoutant que cette réussite, ainsi que l'existence d'un marché favorable, font le succès de cette spécialité auprès des investisseurs.

MASCARA

156 actions enregistrées au titre des PCD pour l'année 2021

Pas moins de 156 actions de développement ont été récemment inscrites dans le cadre des plans communaux de développement (PCD) au profit des communes de la wilaya de Mascara, au titre de l'exercice 2021, a-t-on appris samedi auprès des services de la wilaya.

Ainsi, 115 opérations de développement sont consacrées du programme PCD aux zones d'ombre de la wilaya, alors que 41 autres sont destinées à d'autres zones, a-t-on indiqué.

Ces projets de développement concernent l'aménagement des routes, la rénovation des canalisations d'assainissement et d'alimentation en eau potable, le renforcement de l'éclairage public et l'aménagement des stades de proximité, ajoute-t-on.

La wilaya de Mascara a recensé 369 zones d'ombre qui ont bénéficié de 958 opérations de développement en 2020 touchant tous les secteurs ayant trait à l'amélioration des conditions de vie des populations.

CORONAVIRUS - COMMERCE

Près de mille infractions en huit jours à Alger



Les services de la sûreté de la wilaya d'Alger ont enregistré 926 infractions aux mesures de prévention contre la propagation du coronavirus (Covid-19) lors du contrôle des activités commerciales entre le 14 et le 21 janvier courant, a indiqué samedi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

Le contrôle périodique des activités commerciales mené par les services de la sûreté d'Alger, représentés par le service de wilaya de la Police générale et de la réglementation, s'est également soldé par la fermeture de 40 locaux commerciaux et l'établissement de 205 mises en demeure, a souligné le même communiqué "Conformément aux mesures de prévention contre la propagation du coronavirus (Covid-19), ces services ont pris, sur la bases des statistiques enregistrées entre le 14 et 21 janvier 2021, plusieurs mesures administratives juridiques relatives aux opérations de contrôle", est-il précisé.

Il s'agit du contrôle de 2660 commerces et locaux et de 2359 autres opérations de contrôle par les services de police et les commissions mixtes de wilaya, qui se sont soldés par les l'enregistrement des 926 infractions.

Plusieurs mesures et dispositions administratives ont également été prises selon les infractions enregistrées, dont 205 mises en demeure et 40 fermetures de locaux commerciaux, a indiqué la même source.

MÉDÉA

Un incendie au siège de l'Olympique de Médéa

Un incendie s'est déclaré samedi au siège du club de football phare du Titteri, l'Olympique de Médéa (OM), et plusieurs joueurs et agents d'entretien ont été asphyxiés par la fumée, a-t-on appris auprès de la Protection civile.

L'incendie, survenu vers 9h du matin, est dû à un court-circuit, a indiqué la Protection civile, précisant que les flammes ont totalement détruit les vestiaires et le hall d'entrée du siège.

L'intervention rapide des secouristes a permis de maîtriser le feu et protéger le reste de la structure, a-t-on ajouté.

Quatre joueurs du club et deux agents d'entretien, qui se trouvaient à l'intérieur du siège, ont été asphyxiés par la fumée de l'incendie et secourus par les éléments de la Protection civile, a-t-on poursuivi de même source.

BOUIRA

Un mort dans un accident de la circulation à Lakhdaria

Une personne a trouvé la mort, dimanche, dans un accident survenu sur l'autoroute Est-Ouest à Lakhdaria (Ouest de Bouira), selon les services de la protection civile.

L'accident s'est produit suite à une collision entre deux véhicules, sur l'axe autoroutier à destination de Constantine.

"La victime est un homme âgé de 50 ans qui a rendu l'âme sur le coup et dont le corps a été transporté à la morgue de l'hôpital de Lakhdaria", a expliqué à l'APS le chargé de communication de la protection civile, le sous-lieutenant Youcef Abdat Youcef.

Une enquête a été ouverte par les services de la gendarmerie nationale pour élucider les circonstances exactes de cet accident.

POLITIQUE NATIONALE

L'Algérie déterminée à faire face à tous les défis (Conseiller)

Le Conseiller auprès du président de la République chargé du mouvement associatif et de la communauté nationale à l'étranger Nazih Berramdane a déclaré samedi à Bechar que "sous la conduite du président de la République Abdelmadjid Tebboune, l'Algérie est déterminée à faire face à tous les défis régionaux, notamment sécuritaires au niveau de ses frontières".

"L'Algérie est résolue, en dépit de l'actuelle conjoncture marquée par des conflits dans des pays voisins, à relever les défis pour faire avancer davantage notre pays et surtout préserver sa sécurité et celle des citoyens", a indiqué M. Berramdane à l'ouverture des travaux d'une rencontre nationale sur le thème "Le rôle de la société civile et des médias dans la mise en œuvre d'un partenariat sociétal pour ancrer une culture sécuritaire face aux défis régionaux".

Il a affirmé qu'à ce titre, "la société est un partenaire et un allié tout indiqué" pour faire face aux défis régionaux à travers le renforcement des liens avec l'ensemble des institutions de l'Etat et faire prendre conscience aux jeunes des enjeux relatifs aux crises que connaît la région à nos frontières et sur les fléaux sociaux, notamment la drogue et la désinformation qui porte atteinte aux institutions de l'Etat.

Dans ce contexte, M. Samir Bouaziz, Président de l'Académie des jeunes Algériens, initiatrice du forum auquel ont pris part plus de 400 participants de différentes régions du pays, a estimé que "la rencontre est une opportunité pour



établir un partenariat solide entre la société civile et l'Etat à l'effet d'affronter les défis sécuritaires importants auxquels fait face le pays notamment le terrorisme, l'immigration clandestine subsaharienne et le trafic de drogue".

La rencontre vise également à "mettre en évidence un projet de

contribution de la société civile à une démocratie participative pour cultiver l'éveil sécuritaire chez les jeunes générations, qui doivent prendre conscience des dangers qui guettent notre pays", a-t-il ajouté.

"L'Algérie, à travers son peuple et son armée, est prête à affronter tous les défis régionaux dans le cadre de la préservation de la sécurité de ses frontières", a tenu à souligner le sénateur Miloud Hanafi, au nom du président par intérim du Conseil de la Nation, Salah Goudjil. Les travaux de cette rencontre nationale tenue à l'Université "Tahri Mohamed", ont été marqués par plusieurs communications ayant trait aux

défis régionaux et le partenariat sociétal et médiatique, la société civile et le partenariat sociétal, la désinformation de l'opinion publique nationale, l'éveil sécuritaire et les médias en plus du rôle de la société civile pour la mise en œuvre d'un partenariat sociétal pour la vulgarisation et la diffusion de l'éveil sécuritaire pour faire face aux défis régionaux.

Le rôle incombé aux médias pour faire face aux défis régionaux et la diffusion de l'éveil sécuritaire est l'autre sujet débattu par les participants à cette rencontre d'une journée à laquelle ont pris part les autorités de la wilaya, les représentants du réseau algérien de défense des droits de l'homme, et ceux du Conseil national économique et social (CNES), ainsi que les représentants de plusieurs associations nationales et de structures et établissements publics concernés par les thèmes de cet événement.

La rencontre a été également marquée par la remise de la médaille d'honneur de l'année 2020 de l'Académie des jeunes algériens à l'Armée nationale populaire (ANP), pour ses efforts sans relâche dans la défense de l'intégrité du territoire national.

TRAVAUX PUBLICS

M. Chiali lance et inspecte plusieurs projets d'infrastructures de la capitale

Le ministre des Travaux publics et ministre par intérim des Transports, Farouk Chiali, a effectué samedi une visite de travail au niveau de la wilaya d'Alger au cours de laquelle il a procédé à la mise en service de plusieurs infrastructures stratégiques et au lancement de projets inscrits dans le cadre du plan de désengorgement de la capitale.

Accompagné du wali d'Alger, Youcef Chorfa, et du président de l'Assemblée populaire de wilaya, Abdelkrim Bennour, M. Chiali a entamé sa visite par la mise en service du viaduc boucle reliant l'autoroute au niveau de l'est des Sablettes à la grande mosquée d'Alger dans la commune de Mohammadia, d'une longueur de 400m qui entre dans le cadre d'un projet global d'aménagement.

D'un coût de près de 4,3 milliards DA, ce projet d'aménagement consiste en la réalisation d'ouvrages d'art et de bretelles qui permettront de fluidifier le trafic vers Mohammadia, ainsi que l'Avenue Tripoli ou encore vers les Sablettes, a indiqué, le directeur des travaux publics de la wilaya d'Alger, Abderrahmane Rahmani, précisant que les délais de réalisation sont fixés à 32 mois.

La deuxième infrastructure inspectée puis mise en exploitation a été la piste principale de l'aéroport international Houari Boumediène d'Alger, d'une longueur de 3500m qui permettra de recevoir les avions gros porteurs.

Selon l'exposé présenté, les travaux, réalisés à 100% par des entreprises algériennes et à 90% avec des matériaux locaux, ont coûté 2,5 milliards DA. Ils ont consisté à la mise à niveau de l'infrastructure et de ses annexes ainsi que le prolongement de la piste principale, dans un délai de 6 mois. Outre le renforcement de la piste, il a été procédé à l'intégration de la dernière technologie de signalisation de nuit, avec, pour la première fois, un système de balisage axial.

M. Chiali, tout en félicitant les entreprises ayant réalisé ce projet malgré le contexte de la crise sanitaire lié au Covid-19, a donné

son accord pour le lancement des travaux de rénovation de la piste secondaire, permettant à l'aéroport d'Alger de se conformer aux normes internationales. == Deux projets de trémies lancés à Chéraga == La délégation s'est, par la suite, dirigée vers la pénétrante de l'aéroport-liaison rocade sud-2e rocade d'Alger évitement Eucalyptus - où un pont a été mis en service par le ministre. Cet ouvrage d'art reliera la rocade sud à la 2e rocade d'Alger, ainsi qu'à la route d'évitement des Eucalyptus et prendra en charge le flux du trafic routier important venant de la 2e rocade, et assurera la desserte directe de l'aéroport international d'Alger du côté ouest (évitement des viles de Cherarba et des Eucalyptus).

Par ailleurs, il a été procédé au lancement des travaux de réalisation d'un échangeur sur la 2e rocade d'Alger qui relie le sud de Baba Hacen à Douera composé de deux ponts de 45m de portée chacun.

Ce projet vise à désenclaver l'accès vers le nouveau stade de Douera, tout en distribuant le flux de circulation vers Kheraïssia. Il contribuera, ainsi, à désengorger le trafic

routier au niveau de trois communes (Douera, Baba Hacen et Kheraïssia) et d'apaiser le flux de circulation des axes routiers secondaires.

M. Rahmani a expliqué, dans sa présentation, que toutes les contraintes liées à ce projet ont été levées, notamment les opérations d'expropriation des terrains privés et agricoles (EAC) au niveau des trois localités concernées.

Au niveau de la commune de Chéraga, le ministre a donné le coup d'envoi des travaux de réalisation de deux trémies à haut gabarit à 2x2 voies prévues sur la Route nationale N41.

La première sera réalisée au niveau du giratoire Sidi Hassen à proximité de l'ex-Souk el fellah de Chéraga, d'une longueur de 681m, et la seconde au niveau du giratoire au croisement de la RN41 avec le chemin de wilaya 111 menant vers Ain Benian d'une longueur de 228m, afin de régler les problèmes de congestion au niveau de ces deux giratoires considérés comme points noirs.

Le projet a été confié à la Société d'études et de réalisation d'ouvrages d'art de l'Est

(SERO-EST) pour un montant de 1,43 milliard DA pour un délai de réalisation contractuel de 16 mois. M. Chiali a achevé sa visite par l'inspection du projet de la gare multimodale de Bir Mourad Rais, où un état d'avancement des travaux lui a été présenté.

Le taux d'avancement global de ce projet est de 40%, tandis que les travaux de gros œuvres sont à 51%. Il est programmé de réaliser des accès routiers vers cette gare avec le prolongement des deux trémies existantes, une route secondaire de 2km vers Dar El Beida ainsi qu'un giratoire au dessus des parties couvertes des trémies pour un délai de réalisation global de 24 mois.

A l'issue de la présentation du projet, des propositions pour l'amélioration de la circulation au niveau de la capitale ont été soumises au ministre, notamment des projections sur la réalisation de nouvelles gares multimodales au niveau de l'Ouest d'Alger (Zéralda) et à l'Est de la capitale (Rouiba) et au centre (Essala Merdja), ainsi que d'autres projets à l'étude proposés pour fluidifier et connecter les différentes parties de la capitale.

ACTIVITÉS DES PARTIS

Le FFS souligne la nécessité d'un dialogue national inclusif

Le premier secrétaire du Front des forces socialistes (FFS), Youcef Aouchiche, a mis en avant, samedi à Alger, la nécessité de l'amorce d'un dialogue national inclusif et démocratique rassemblant toutes les forces vives de la société pour dégager une feuille de route consensuelle.

Intervenant au cours des travaux d'installation de la commission administrative de la fédération d'Alger du parti, M. Aouchiche a indiqué que la résolution de la crise nécessitait l'amorce d'un dialogue "national, inclusif et démocratique" rassemblant toutes les "forces vives" de la so-

ciété en vue de dégager une "feuille de route consensuelle", permettant de "sortir de la crise et bâtir un Etat de droit et démocratique".

Pour lui, la priorité du FFS est le lancement d'un processus politique national "rassembleur" qui sera adopté par toutes les forces politiques et sociales, et au sein duquel adhèrera tout le monde pour résoudre la crise.

Pour sa part, le membre de l'Instance présidentielle du FFS, Hakim Bellacel, a exprimé la "forte volonté" de son parti pour la poursuite du combat "pacifique et

pédagogique" afin de réhabiliter l'activité politique et de trouver des solutions "consensuelles pour sortir de la crise que vit le pays".

Il a relevé, dans ce sillage, que le FFS s'attache à la préparation d'une convention nationale pour la mûrir en une nouvelle initiative politique. Il a fait de la conviction de son parti quant à la nécessité d'amorcer un dialogue politique "inclusif, transparent et responsable" pour aboutir à un

consensus "historique et nationale" rassemblant tous les Algériens à même de concrétiser leurs "légitimes ambitions".

UNIVERSITÉ

Le projet de réforme des œuvres universitaires prêt "avant la fin de l'année" (ministre)

Le projet de réforme des œuvres universitaires sera prêt "avant la fin de l'année", a annoncé dimanche à Alger, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane.

S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, M. Benziane a précisé qu'un groupe de travail était en cours d'étude de ce projet, qui concerne notamment les bourses, l'hébergement, la restauration et le transports des étudiants, pour pouvoir finaliser et présenter "un projet de réforme complet et bien structuré".

Concernant le LMD (Licence-Master-Doctorat), le ministre a indiqué que ce système d'enseignement "n'a pas atteint ses objectifs parce que les mécanismes d'évaluation qui devaient l'accompagner n'ont pas été mis en place", affirmant l'intention du ministère d'y apporter, dans un premier temps, les "correctifs nécessaires" et aboutir à sa "vraie philosophie". Pour ce qui est de la numérisation du secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Benziane a indiqué que cette option représentait actuellement "l'axe clé" du secteur,



notamment, pour les segments "gouvernance, formation et recherche", soulignant que "38 actions de numérisation ont été réalisées jusqu'à présent".

En réponse à une question sur le projet de loi d'orientation sur l'Enseignement supérieur, le ministre a rappelé que l'objectif principal de

ce projet de loi, dont "les premières conclusions ont été reçues cette semaine" de la part des parties concernées qui comportent, entre autres, la communauté universitaire et le partenaire social, était de faire "une rupture avec toutes les anciennes pratiques" car la loi actuelle "ne répond plus aux exigences de l'heure".

TRANSPORTS

Constantine : premiers essais techniques de la 2^{ème} tranche de la ligne d'extension du tramway

Les premiers essais techniques de la 2^{ème} tranche de la ligne d'extension du tramway de Constantine, allant de l'entrée de la circonscription administrative Ali Mendjeli (Constantine) jusqu'à l'Université Abdelhamid Mehri-Constantine 2 sur une distance de 3,5 km, ont été lancés samedi en prévision de sa mise en exploitation commerciale "au cours du premier semestre de l'année 2021". Effectués en présence des autorités locales et des responsables de la Société d'exploitation des tramways (SETRAM) et ceux de l'entreprise Métro d'Alger, les essais techniques de ce moyen moderne de transport urbain ont concerné une partie achevée s'étendant de la station Chouhada vers l'Université Abdelhamid Mehri-Constantine 2 sur une distance de 1,2 km.

Le premier roulage d'essai du tramway sur ce tronçon s'est déroulé parallèlement aux travaux de réalisation de deux trémies, d'un pôle d'échange, du viaduc enjambant la rue El Istiklal, de trois (3) sous-stations d'électricité, de six (6) stations ainsi que la réalisation de l'aménagement extérieur, a-t-on souligné.

Supervisant cette opération en compagnie du wali délégué de la circonscription administrative Ali Mendjeli,

Hassan Khaldi, le directeur local du transport, Farid Khelifi a fait savoir que les essais techniques se poursuivront jusqu'à "la mi-mars de l'année en cours" avant l'entame de la marche à blanc de ce moyen de transport le long de la 2^{ème} tranche de la ligne d'extension.

L'extension de la ligne du tramway de la station Kadri Brahim jusqu'à celle de l'Université Constantine 2 sera mise en exploitation commerciale "au cours du 1^{er} semestre de l'année en cours" après la levée des réserves et la réussite des tests de trafic qui permettront l'obtention de l'autorisation du ministère de tutelle, a assuré M. Khelifi.

A signaler que ce moyen de transport en commun est actuellement fonctionnel de la station Benabdemalek-Ramdane, au centre-ville de Constantine, à la station terminale Kadri Brahim de la circonscription administrative Ali Mendjeli sur une distance de 15 km. Pour rappel, le tramway de Constantine a été mis à l'arrêt durant trois mois suite aux mesures de prévention contre la propagation de la Covid-19, retardant ainsi la réception du projet d'extension du tracé de ce moyen de transport.

AUTO-ÉCOLES

Nouvelles règles pour l'exercice de l'activité de l'enseignement de la conduite

Le ministère des Transports a fixé de nouvelles règles pour l'exercice de l'activité des auto-écoles, concernant notamment l'âge et les caractéristiques des véhicules utilisés dans l'enseignement de la conduite automobile, selon un nouvel arrêté ministériel publié au dernier journal officiel (N 4). Il s'agit de l'arrêté du 29 décembre 2020 modifiant et complétant l'arrêté du février 2019 portant cahier des charges des auto-écoles. En application du décret exécutif du 6 mars 2012, modifié et complété, fixant les conditions d'organisation et de contrôle des établissements d'enseignement de la conduite automobile, notamment son article 10 et le décret exécutif du 9 décembre 2020 fixant les attributions du ministre des transports, "le nouvel arrêté a pour objet de modifier et de compléter les dispositions du cahier des charges, annexé à l'arrêté du 14 février 2019 portant cahier des charges des auto-écoles". Les modifications apportées par le nouvel arrêté concernent les dispositions des articles 6, 10 et 15 du cahier des charges relatif à certaines conditions d'ouverture des auto-écoles à temps partiel. Ces auto-écoles doivent répondre à des exigences à savoir être dotés d'une carte de voiture-école d'enseignement de la conduite, délivrée par le directeur des transports de wilaya. "Le modèle-type de la carte de voiture-école d'enseignement de la conduite, est joint en annexe", stipule l'article 6 du nouvel arrêté. Quant à l'article 10 du cahier des charges, sa modification concer-

nant la condition de l'âge et des caractéristiques des véhicules destinés à l'enseignement de la conduite automobile. Il est, à ce propos, exigé que l'âge d'accès pour la première fois en exploitation soit de moins de dix (10) ans pour les véhicules dont le poids total autorisé en charge (PTAC) n'exécède pas 3.500 kilogrammes, quinze (15) ans pour les véhicules de transport en commun de personnes et de transport de marchandises et dix (10) ans pour les remorques et les semi-remorques. "Ces véhicules en exploitation doivent être retirés de l'activité d'enseignement de la conduite automobile lorsqu'ils atteignent l'âge de huit (8) ans pour les motocyclettes, de quinze (15) ans pour les véhicules dont le poids total autorisé en charge (PTAC) n'exécède pas 3.500 kilogramme, de vingt-cinq (25) ans pour les véhicules de transport en commun de personnes et de transport de marchandises et de trent (30) ans pour les remorques et les semi-remorques", selon les nouvelles dispositions. Il est, dans ce cadre, précisé que l'âge du véhicule est calculé, à compter de la date de sa mise en circulation. Quant aux caractéristiques des véhicules, il est indiqué que pour la motocyclette, les véhicules dont le poids total en charge autorisé (PTAC) n'exécède pas 3.500 kilogrammes doivent avoir un moteur d'une cylindrée de 900 cm3 au minimum, une longueur minimale de 3 mètres et être constamment propre et en parfait état.

CONCOURS D'ACCÈS AU CAPA Prochaine révision des modalités d'ouverture du concours d'accès

Le ministère de la Justice a annoncé, samedi, la tenue d'une réunion de coordination, samedi prochain, avec le ministère de l'Enseignement supérieur et l'Union nationale des ordres des avocats (UNOA) pour revoir l'arrêté ministériel définissant les modalités d'ouverture du concours d'accès à la formation pour obtenir le certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA). "En réponse aux multiples demandes pour l'ouverture d'un concours d'accès à la formation pour obtenir le CAPA, et après avoir examiné les propositions de l'UNOA en date du 18 janvier 2021, le ministère de la Justice annonce la tenue d'une réunion de coordination entre les représentants du ministère de la Justice, du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique

et de l'UNOA", a indiqué un communiqué du ministère de la Justice. Cette réunion se tiendra au siège du ministère de la Justice le 30 janvier 2021 et portera sur la révision de l'arrêté ministériel du 12 mars 2015, définissant les modalités d'ouverture du concours d'accès à la formation pour l'obtention du Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat, son organisation et son fonctionnement, ainsi que le nombre d'examens, leur nature, leur durée, leur coefficient et leur programme, la composante de la commission du concours et la moyenne d'admission", ajoute la même source. Il sera question également "d'étudier les modalités d'organisation du concours d'accès à la formation pour l'obtention du CAPA au titre de l'année 2021-2022", selon le communiqué du ministère de la Justice.

FORÊTS

Plus de 300.000 arbres plantés à Alger dans le cadre du programme national de reboisement



La direction des forêts et de la ceinture verte de la wilaya d'Alger a planté plus de 300.000 arbres depuis le lancement du programme national de reboisement 2019-2021, sous le slogan : "Un arbre pour chaque citoyen", a indiqué samedi à Alger le conservateur des forêts de la wilaya d'Alger, Nourredine Bâaziz. "Nous avons déjà planté plus de 300.000 arbres à ce jour. Nous nous sommes fixés un objectif de 450.000 arbres mais nous avons les capacités de dépasser ce chiffre escompté", a assuré M. Bâaziz, à l'occasion d'une campagne de sensibilisation sur la protection de l'environnement, lancée au niveau de la forêt de Ben Hadjadi à Béni Messous, dans la banlieue ouest d'Alger.

Soulignant l'intérêt de l'éducation environnementale dans la préservation de l'environnement, le conservateur des forêts d'Alger a expliqué que la direction des forêts et de la ceinture verte de la wilaya d'Alger organise chaque année, dans le cadre de son programme "My Space is green" (mon environnement est vert), des campagnes de sensibilisation sur le rôle des arbres dans la protection de l'environnement en milieu urbain.

"Ce programme cible les enfants et le mouvement associatif en premier lieu, mais il concerne également l'ensem-

ble des acteurs activant dans l'environnement", a-t-il déclaré en marge de cet événement durant lequel 500 arbres ont été plantés par des écoliers et des associations avec l'appui technique de la direction des forêts d'Alger.

"L'objectif, a-t-il poursuivi, c'est de développer une culture environnementale chez les gens, en les sensibilisant sur les problèmes écologiques et de créer un lien affectif entre le citoyen et l'arbre". Dans le cadre de la préservation des espaces verts dans la capitale, ce responsable a également mentionné le lancement de 23 agri-parcs qui représentent des zones tampons entre la partie urbaine et la partie agricole.

"Ces infrastructures agricoles constitueront une ceinture verte qui bordera les espaces agricoles les protégeant contre l'étalement urbain", a-t-il fait valoir annonçant que 1.200 hectares ont déjà été plantés, mettant en avant l'impact économique de ce projet et sa contribution dans le bien-être des Algérois. En parallèle de ces actions d'envengure, le responsable a fait part de 157 cités au niveau de la capitale concernées par le programme de la direction des forêts de la wilaya d'Alger, relatif à l'embellissement des quartiers et l'aménagement des espaces verts urbains.

ILLIZI

M. Berraki à l'écoute des représentants de la société civile de la wilaya

Le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki, a reçu, samedi à Alger en coordination avec le Médiateur de la République, Karim Younes, des représentants de la société civile des zones d'ombre de la wilaya d'Illizi, afin d'écouter les préoccupations des habitants portant essentiellement sur les opérations de raccordement au réseau d'alimentation en eau potable (AEP), indique un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre consacrée à l'écoute des préoccupations soulevées et l'examen des meilleurs moyens pour la prise en charge urgente des zones enclavées et frontalières, M. Berraki a relevé l'intérêt suprême accordé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, au dossier du développement des zones d'ombre à travers l'ensemble du territoire national, notamment les régions du Sud, soulignant l'importance des solutions optimales pour le désen-



clavement et le développement de ces zones, note la source.

Le ministre a également

donné des instructions pour dépêcher une commission constituée de cadres centraux relevant du secteur

des Ressources en eau vers la wilaya d'Illizi dans le souci de s'enquérir de la situation du secteur et de mettre en place un programme urgent, outre la prise en charge des revendications des habitants à travers le recensement des anciens puits et ceux à l'arrêt pour leur remise en exploitation. Il s'agit également de la réalisation de puits supplémentaires pour créer un excédent de production et de la dotation de certaines régions de nouvelles pompes, conclut le communiqué.

ORAN

Sensibilisation des jeunes à rejoindre le centre de formation de Boufatis

Le centre de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) de la commune de Boufatis (Oran) organise des sorties de sensibilisation pour inciter les jeunes à rejoindre cet établissement de formation, après avoir constaté "un désintérêt" à s'inscrire à la session prochaine, a-t-on appris samedi des promoteurs de cette initiative.

Ainsi, depuis novembre dernier, date d'ouverture des inscriptions de la session prochaine un faible engouement des jeunes a été constaté, malgré les moyens humains mais aussi les conditions matérielles et pédagogiques

nécessaires réunis pour assurer une bonne formation, a indiqué à l'APS, Feham Fouad, directeur du centre. "Les responsables de ce centre, dont les conseillers pédagogiques et les enseignants, ont ainsi pris l'initiative d'effectuer des sorties sur terrain au niveau de la commune et ses zones d'ombre, à l'effet de sensibiliser les jeunes quant à l'importance de la formation pour améliorer les chances d'avoir un emploi ou encore la création d'une entreprise", a-t-il déclaré.

M. Feham a souligné que le centre, l'unique dans la zone de Boufatis, ouvert de puis près de deux ans, dispose

d'une capacité d'accueil de 300 places pédagogiques et dispense plusieurs spécialités dans différents modes de formation, à l'instar de secrétariat (nouvelle spécialité de la session mars 2021), la couture, la maintenance des équipements du froid, la climatisation, la mécanique et réparation de véhicules légers, le montage sanitaire, l'électricité et la coiffure.

La femme au foyer bénéficiera d'une nouvelle spécialité durant la session de mars prochain, matérialisée dans la couture et l'assemblage des vêtements, a indiqué M. Feham.

TIZI-OUZOU

Propositions pour le développement de la filière d'élevage bovin

Une série de propositions visant la sauvegarde et le développement de la filière d'élevage bovins à Tizi-Ouzou sera soumise courant de cette semaine à la Chambre nationale d'agriculture et au ministère de tutelle, a-t-on appris samedi du responsable de la chambre d'agriculture de wilaya Hamid Saidani. Les recommandations portant essentiellement sur "la recherche d'alternatives au maïs et au soja", aliments de base de ces filières, ont été formulées lors de rencontres avec les représentants des différents segments de la filière qui avaient exposé leurs contraintes et difficultés.

"L'objectif est de trouver des alternatives locales à ces deux aliments de base qui sont soumis au aléas du marché mondial et connaissent actuellement une hausse du prix qui se répercute sur le coût de production et, partant, impacte le consommateur en dernier ressort" a souligné M. Saidani. Une réalité, a-t-il précisé, "vécue autant par les producteurs laitiers que ceux de viande qui subissent cet

aléa et trouvent des difficultés à rentabiliser leurs investissements et maintenir leur activité".

Pour M. Saidani, "la logique de l'augmentation, à chaque fois, du prix des produits, lait ou viande, n'est pas la solution". Le défi, a-t-il ajouté, est "d'atténuer le coût de production de ces produits pour éviter de saigner le consommateur avec ces hausses répétées".

A ce propos, a-t-il indiqué, il a été recommandé de "procéder, dans un premier temps, à la généralisation de la subvention de l'orge, cédé entre 1 600 et 1 800 DA le quintal dans certaines régions du pays, Hauts-plateaux et Sud, pour faire bénéficier les zones montagneuses où son prix varie entre 3 100 et 3 500 DA le quintal". M. Saidani a fait savoir également qu'il a été recommandé "le recours stratégique au développement d'une production locale, à l'exemple du colza dont la culture a été lancée dans certaines régions du pays, qui sera régulée et dont les prix seront soumis à des mécanismes de contrôle par l'Etat".

BORDJ BOU ARRERIDJ

Projets de développement pour les zones d'ombre du Nord et du Sud de la wilaya

Des projets de développement dont ont bénéficié des zones d'ombre au Nord et au Sud de la wilaya de Bordj Bou Arreridj ont été inspectés jeudi par le conseiller du président de la République chargé des zones d'ombre, Brahim Merad.

Au troisième jour de sa visite d'inspection dans cette wilaya, M. Merad s'est enquis de l'exécution des projets retenus pour plusieurs zones d'ombre des daïras de Medjana, Bordj Zemoura et El Hamadia ainsi que de

la prise en charge des préoccupations de leurs citoyens.

Dans la commune de Medjana (Nord de bordj Bou Arreridj), le conseiller du président de la République a inspecté des projets d'aménagement extérieur à Tizaatarine, Ouled Rached, Hechachena et Bouktane. Il a par ailleurs visité une route de 10 km reliant Bouktane à la RN-5 récemment inaugurée et s'est enquis de l'avancement du projet de raccordement au réseau de gaz naturel des villages d'Ouled Alloua, Timizaïre,

Dhraâ Lekhal et Tighilet. Il s'est enquis, dans la daïra de Bordj Zemoura, des conditions de scolarité et du projet de la cantine scolaire d'Ouled Saâdi, du projet d'installation de kits solaires pour des maisons à El Ghil et Ouled Chalabi ainsi que des opérations de raccordement au réseau de gaz naturel, d'extension d'électricité et de réalisation d'une salle de soin et d'une annexe communale au village d'Ouled Djellal.

Au village El kaliâ, M. Merad a inspecté le chantier

de réseau de gaz naturel et de restauration de maisons avant de se rendre vers la daïra d'El Hamadia où il a inspecté le projet d'éclairage public et d'aménagement du village d'Erbiât, le projet de réseau de gaz naturel du village El Fedj et du projet de restauration d'un groupement scolaire dans la commune d'El Ach qui a bénéficié de 49 opérations de raccordement aux réseaux de gaz, d'électricité, d'assainissement et d'eau potable.

APS

DJELFA

Mobilisation d'un milliard de DA pour le secteur des travaux publics en 2021

Le secteur des travaux publics de Médéa a bénéficié d'une dotation budgétaire de près d'un milliard de DA au titre de l'exercice en cours pour la réalisation de projets importants, a-t-on appris samedi auprès des services de la wilaya. Le wali Djilali Doumi qui avait présidé une réunion de l'exécutif de wilaya consacrée au secteur des travaux publics a indiqué que les dotations budgétaires pour le programme 2021 seront spécifiquement destinées à la prise en charge des opérations de développement dans les zones d'ombre et aux préoccupations des populations en matière de renforcement du réseau routier de ces sites. Il est attendu d'entamer la concrétisation des projets inscrits au titre de l'année en cours dans les meilleurs délais afin d'éviter le retard accusé par les programmes précédents, notamment celui de l'année dernière qui n'a été lancé qu'en oc-

tobre passé. "En plus de favoriser le développement du secteur des travaux publics et d'améliorer le cadre de vie des citoyens, ce nouveau programme permettra d'effacer les disparités entre les régions", a observé le wali. Lors de la même réunion de l'exécutif, il a été procédé à un examen détaillé des projets du secteur des travaux publics, notamment ceux en cours de réalisation ou au stade d'exécution des procédures administratives avant leur lancement.

M. Doumi n'a pas caché son mécontentement quant à l'état d'avancement des projets du secteur, notamment concernant le suivi rigoureux des travaux par les subdivisionnaires des travaux publics et la participation des chefs de daïras et des responsables des collectivités locales afin de garantir la réalisation des projets selon les normes et dans les délais contractuels.

GHARDAÏA

Près de 30.000 hectares de terres agricoles attribuées l'année dernière

Une superficie de 29.627 hectares a été attribuée dans le cadre de la concession et de la mise en valeur agricole à 938 investisseurs durant



l'année 2020 dans la wilaya de Ghardaïa, a appris l'APS dimanche auprès de la direction des services agricoles (DSA).

Au moins 14.840 hectares de terres ont été attribuées dans le cadre de la concession à 77 investisseurs et 14.787 ha dans le cadre de la mise en valeur à 861 bénéficiaires, a détaillé l'ingénieur en chef chargé des statistiques, Khaled Djebrit. La plupart de ces terres destinées à l'investissement agricole sont circonscrites dans les régions à fortes potentialités hydriques situées au sud de la wilaya le long de la RN-1, notamment les communes de Mansoura, Hassi-Lefhal, Hassi El-Gara et El-Menea.

Pas moins de 394.651 hectares de terres ont été mobilisées et remises à des investisseurs depuis l'année 2000 dans la wilaya pour l'investissement agricole, a fait savoir le même responsable en précisant que 100.622 ha attribués et restés inexploités ont été récupérés après une vérification sur le terrain, depuis le lancement en 2016 de l'opération d'assainissement du foncier agricole. Facteur important de l'attractivité de l'investissement créateur de richesse et d'emplois, le foncier est devenu un pilier essentiel pour la promotion agricole et un levier pour le développement de l'économie locale, a-t-on souligné à la DSA. Des efforts considérables ont été déployés par les pouvoirs publics pour assurer une offre en foncier agricole qui réponde aux besoins de développement du secteur et la promotion de l'investissement, en créant les conditions propices permettant aux investisseurs et autres agriculteurs de contribuer à relever les défis de l'autosuffisance alimentaire et de la réalisation de la sécurité alimentaire, a soutenu M. Djebrit.

La wilaya de Ghardaïa compte actuellement une superficie agricole utile (SAU) de 72.491 ha, en hausse de 8.000 ha par rapport à l'année 2019, selon les statistiques de la DSA à fin décembre 2020.

SIDÉRURGIE

Tosyali d'Oran exporte 7.000 tonnes de fil machine vers la Mauritanie

Le complexe sidérurgique "Tosyali", implanté à Bethioua (Est d'Oran) a procédé à l'exportation de 7.000 tonnes de fil machine vers la Mauritanie, a-t-on appris vendredi de la cellule de communication de cette entreprise.

Cette opération, la seconde du genre depuis le début de l'année en cours, a été effectuée jeudi.

Ce produit industriel a été chargé au niveau du port de Mostaganem.

Il sera réceptionné au port de Nouakchott, a-t-on indiqué de même source.

Une quantité de 7.000 tonnes de rond à béton a été exportée vers l'Angleterre au début de cette nouvelle année.

L'entreprise Tosyali prévoit durant le premier trimestre de l'année en cours l'exportation de 100.000 tonnes de divers produits dont 4.000 tonnes de fer à béton vers le Sénégal, 1.000 tonnes vers le Bénin et un total de 82.000 tonnes du même produit vers l'Angleterre, les Etats-Unis et la Belgique, a-t-on indiqué de même source.

Ces opérations d'exportation permettront à l'entreprise d'engranger quelque 60 millions USD, précise-t-on à la cellule de communication de l'entreprise.

Durant l'année écoulée, quelque 140.000 tonnes de différents produits comme le fer à béton, le fil machine et le tube spiral et autres ont été exportées vers l'Angola, le Sénégal, l'Angleterre, la Canada, les Etats-Unis, la Roumanie et l'Italie, rappelle-t-on.

ENERGIE - PÉTROCHIMIE

Les entreprises égyptiennes invitées à participer aux appels d'offre du secteur

Le ministre de l'Energie, Abdelmadjid Attar, a invité les entreprises égyptiennes, particulièrement "Petrojet", à participer aux appels d'offres devant être lancés prochainement par le secteur en matière de réalisation de projets pétrochimiques.

Cet appel intervient lors de l'audience accordée par M. Attar, jeudi au siège du ministère, à l'ambassadeur de la République arabe d'Egypte, Ayman Mocharrafa, à la demande de ce dernier, indique un communiqué du ministère. "Les discussions entre les deux parties ont porté sur le renforcement des relations bilatérales, notamment dans le domaine énergétique", note la source. A cette occasion, le ministre de l'Energie a salué "les investissements égyptiens en Algérie, notamment les investissements engagés dans le secteur des hydrocarbures".

Il a plaidé, en outre, pour l'intensification des échanges d'expériences et l'orientation vers le partenariat dans nombre de projets, entre autres les projets de développement de plusieurs champs pétroliers et gaziers (petits et moyens).

Le ministre a évoqué avec l'ambassadeur égyptien l'aveni r promoteur du développement des projets pétrochimiques en Algérie, appelant les entreprises égyptiennes, notamment "Petrojet" à "participer aux appels d'offres devant être lancés par le secteur de l'Energie prochainement". De son côté, l'ambassadeur égyptien a exprimé sa satisfaction concernant les "bonnes" relations entre les deux pays dans le secteur énergétique, affichant la disposition de plusieurs entreprises égyptiennes à investir dans le secteur énergétique et des hydrocarbures. Mettant en avant, dans ce sens, les capacités des entreprises égyptiennes activant dans le domaine de la sous-traitance et des infrastructures dans le secteur énergétique, M. Mocharrafa a relevé l'intérêt accordé par son pays à l'action commune entre les deux pays dans ce domaine", conclut le communiqué.

MINES

Plusieurs actions "prioritaires" menées en 2020

Plusieurs actions "prioritaires" ont été menées en 2020 par le nouveau département ministériel dédié au secteur minier, selon son Bilan de réalisation du plan d'actions 2020 arrêté à fin décembre dernier.

"La création, le 23 juin 2020, d'un département ministériel dédié au secteur des mines vise à impulser un nouvel élan au développement du secteur minier à travers notamment des moyens plus importants afin de permettre la valorisation des ressources minérales dans une perspective de développement durable, l'élargissement de la base minérale du pays, la création de nouvelles richesses, l'accroissement de la production des ressources minérales et le développement d'une industrie minière de transformation", précise le ministère dans son bilan.

Pour atteindre ces objectifs, le document, souligne le ministère des Mines, s'appuie sur plusieurs d'actions prioritaires.

Il s'agit en premier de l'organisation institutionnelle, soulignant à ce propos que plusieurs décrets ont été promulgués, à savoir le décret exécutif n 20-267 du 24 septembre 2020 fixant les attributions du ministre des Mines, le décret exécutif n 20-268 du 24 septembre 2020 portant organisation de l'administration centrale du ministère des Mines et le décret exécutif n 20-269 du 24 septembre 2000 fixant l'organisation et le fonctionnement de l'inspection générale du ministère des Mines.

Le bilan a également avancé que le projet de budget 2021 du ministère des Mines a été élaboré et transmis au ministère des Finances.

Il fait, aussi, état de lan-



cement d'un appel à candidature le 15 décembre dernier pour sélectionner les cadres supérieurs du ministère des Mines dans l'objectif de mise en place de son organisation.

Les actions du ministère englobent aussi la révision du cadre législatif et réglementaire.

A fin de pallier à certaines contraintes entravant l'investissement minier et faciliter les procédures, il a été décidé d'amender la loi 14-05 du 24 février 2014 portant loi minière. "Le projet de loi est en phase de finalisation et d'approbation", selon le ministère, soulignant que les amendements proposés dans l'avant-projet de loi portent notamment sur la prise en charge des difficultés rencontrées du fait de l'application de la loi 14-05 et qui concernent particulièrement les aspects liés à la gestion des permis miniers.

Elles portent aussi sur l'introduction de nouvelles dispositions visant à encourager l'investissement dans les activités de recherche et

d'exploitation minières.

Parmi les actions prioritaires menées également, le document cite le développement de l'infrastructure géologique de l'Algérie période (2021-2024).

"Les objectifs arrêtés pour ce segment visent à enrichir et améliorer les données et les informations géologiques de base et réaliser la cartographie géologique complète de l'Algérie servant de base de données aux activités de recherches minières", note le bilan.

Les réalisations concernent notamment la cartographie géologique avec la réalisation de treize (13) cartes géologiques et trente (30) spatio-cartes.

Ces réalisations englobent aussi un inventaire et de la cartographie des aléas géologiques de l'Algérie (Chlef, Oran, Boumerdes) et une synthèse sur l'état des lieux et de la cartographie du littoral de l'Algérie (Jijel et Tipaza).

Pour ce qui est de domaine géo-information, le bilan fait état de l'enrichissement et l'actualisation des données de la

Banque nationale des données géologiques (BNDG) se fait en continu par l'élaboration des bulletins thématiques, l'enrichissement du fonds documentaire par l'acquisition d'ouvrages et les échanges documentaires.

Il a été question aussi de la publication d'une revue géo-scientifique qui est un mémoire dédié au séminaire sur les sites géologiques remarquables en Algérie.

Pour les ressources minérales, des synthèses sur les minéralisations en Algérie ont été élaborées pour l'or et les sables industriels, qui ont été finalisées, en plus de celles concernant les métaux rares, terres rares, le plomb zinc, les sels et les bentonites.

"Un bilan des ressources minérales des produits du régime mines a été élaboré", a fait savoir le ministère soulignant la réalisation des études géochimiques, minéralogiques et géophysiques pour la mise en évidence des ressources minérales et la mise en service du laboratoire d'analyses.

Le ministère des Mines a, par ailleurs, indiqué que dans le cadre du lancement du projet d'exploitation artisanale de l'or dans les wilayas du Sud du pays, un programme de formation a été préparé conjointement avec le ministère de la Formation et l'Enseignement Professionnels, le ministère délégué de la micro-entreprise et le Ministère de l'Environnement.

ENTREPRENEURIAUT

Le financement des start-up labélisées par l'ASF enclenché

L'opération de financement par l'Algerian Strat-up Fund (ASF) des start-up labélisées a été enclenchée jeudi suite à la remise du label "Startup" à la première vague d'entrepreneurs, a annoncé le directeur général de ce fonds, Ahmed Haftari.

Joint par l'APS, le même responsable a souligné qu'une "dizaine de start-up labélisées" ont formulé, aujourd'hui (jeudi) leur demande de financement par l'ASF, ajoutant que ses services ont commencé à recevoir, étudier et analyser ces premières demandes auxquelles ils "répondront dans les meilleurs délais".

M. Haftari a précisé que l'ouverture du portail de financement se fera à partir de la semaine prochaine et que les startupeurs ont profité de leur présence jeudi dans les locaux du fonds, à l'occasion de la cérémonie de remise du label "Startup", pour manifester leur intérêt pour son mode de financement.

L'étape suivante sera l'introduction de leurs demandes sur le portail, a tenu à indiquer le responsable. La

labellisation étant une étape indispensable pour pouvoir bénéficier du financement de ce fonds qui repose sur le principe du capital risque, contrairement aux modes de financement classiques, a précisé le DG de cette entité.

La cérémonie de remise des labels "Startups" organisée au niveau du siège de l'ASF a permis à ses responsables d'expliquer aux entrepreneurs les mécanismes de financement adoptés par ce fonds et préciser qu'il s'agira d'un investissement dans le capital de l'entreprise, ajouta M. Haftari.

Trois formules de financement

Cernant le plafond de l'investissement de l'ASF, son DG a révélé que trois paliers ont été fixés, à savoir un financement à hauteur de 2 millions, 5 millions et jusqu'à 20 millions de dinars.

Cela dépendra, a détaillé M. Haftari, de la nature du projet, du secteur d'activité et du besoin lui-même de financement et ce sera à l'ASF "d'apprécier l'engagement et

d'évaluer le risque". Le responsable a expliqué que lorsque le fonds aura injecté le financement il deviendra partenaire de l'entreprise (actionnaire) avec laquelle il partagera les bénéfices mais aussi les pertes.

Il a assuré que l'ASF accompagnera les entreprises financées jusqu'au lancement, et même jusqu'à ce qu'elles atteignent leur croissance ciblée.

Une autre vague de labellisation concernera les projets innovants, s'est-il exprimé en ajoutant que des cessions seront organisées pour statuer sur les trois labels à attribuer.

L'ASF organisera, pour sa part, des sessions pour étudier les demandes de financement selon ses capacités de traitement.

A noter que les labels "Startups", "Projets innovants" et "Incubateurs" sont attribués par la Commission de labellisation présidée par le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie de la connaissance et des Startups, Yacine El Mahdi Oualid.

MARCHÉ DE LA VOLAILLE ONAB : 60.000 tonnes de volaille pour approvisionner le marché durant le mois du ramadhan

Le marché de la consommation sera approvisionné durant le mois du ramadhan de 60.000 tonnes de volaille, dont 25.000 tonnes de volaille congelée, a indiqué samedi le P-dg de l'Office national des aliments du bétail (ONAB), Mohamed Betraoui.

L'ONAB aspire à commercialiser cette quantité considérable de volaille, progressivement durant le mois sacré, pour "garantir la stabilité des prix et préserver le pouvoir d'achat du citoyen", a déclaré M. Betraoui à l'APS.

Jusqu'à présent, plus de 4.000 tonnes de volaille ont été stockées au niveau de 14 abattoirs relevant de l'office à travers le pays, a-t-il précisé, indiquant que les préparations sont en cours pour assurer la disponibilité de ce produits de large



consommation durant le mois sacré du ramadhan. L'office a lancé l'approvisionnement des agriculteurs en quantités considérables de poussins, a fait savoir M. Betraoui qui indique que de grandes quantités de poussins sont disponibles dans les entrepôts de l'office, pour garantir la disponibilité de la volaille durant le mois sacré du ramadhan.

Durant le mois du ramadhan 2020, l'ONAB avait approvisionné le marché avec près de 55.000 tonnes de volaille.

MONÉTIQUE Algérie Poste lance le projet des "Agents Monétiques Agréés" d'intégration des start-up et micro-entreprises

Algérie Poste a lancé un projet d'intégration des start-up et des micro-entreprises comme "Agents Monétiques Agréés" qui inscrit dans une "nouvelle stratégie visant à accélérer la cadence de l'opération de généralisation et de promotion des services de paiement électroniques" adoptée par le secteur, indique samedi un communiqué d'AP. "Poursuivant dans sa démarche de modernisation et d'adaptation de son modèle économique aux évolutions des nouvelles technologies,

l'entreprise Algérie Poste annonce l'adoption d'une nouvelle stratégie visant à accélérer la cadence de l'opération de généralisation et de promotion des services de paiement électroniques et ce, en s'appuyant sur le réseau des start-ups et des micro-entreprises", précise le communiqué.

Ce partenariat s'appuie sur un réseau national d'acceptation constitué de start-ups et de micro-entreprises sélectionnées, formées puis agréées par Algérie Poste, ajoute-t-il, soulignant que cette démarche tend

à "encourager et à booster ces entreprises pour soutenir et appuyer l'économie nationale". Pour ce qui est des missions de ces "Agents Monétiques Agréés", il s'agit de "démarchage et/ou de l'accompagnement des opérateurs économiques dans le processus de contractualisation avec Algérie Poste en vue du déploiement des instruments de paiement électroniques, l'installation et/ou maintenance des instruments de paiement électronique de proximité d'Algérie Poste",

ajoute la même source. Il est question également d'intégration des sites Web Marchand des e-commerçants à la plateforme monétique d'Algérie Poste et de la prise en charge du Service après-vente à l'égard des opérateurs dotés de moyens de paiement électronique d'Algérie Poste, est-il également mentionné. Les entreprises intéressées par ce projet sont invitées à télécharger gratuitement le cahier des charges via le site officiel d'Algérie Poste, indique le communiqué.

PORTS DE LA RÉGION OUEST Nette évolution des exportations malgré la crise sanitaire

Le volume des exportations de produits industriels à partir des ports de la région ouest du pays a nettement évolué en 2020 à la faveur des mesures incitatives, dont ont bénéficié les opérateurs économiques, et ce en dépit de la crise sanitaire de la Covid-19, qui a eu des répercussions négatives sur le transport maritime et les activités des marchés internationaux.

Les ports d'Oran, d'Arzew et de Mostaganem ont enregistré une hausse de leurs activités, notamment celles relatives aux exportations de produits industriels comme le ciment, le Clinker et les produits sidérurgiques. Ces exportations ont été destinées à plusieurs pays d'Afrique, d'Europe et de l'Amérique du nord.

Des opérateurs nationaux publics et privés ont été à l'origine de ces opérations de commerce international. Il s'agit, entre autre, du Groupe Industriel des Ciments d'Algérie (GICA) et le groupe Lafarge versés dans la production de ciment et ses dérivés, ainsi que le complexe sidérurgique "Tosyali", basé à Bethioua (30 km à l'est d'Oran).

Afin d'encourager les exportations hors-hydrocarbures, les trois entreprises portuaires ont procédé à l'aménagement de leurs quais pour les adapter aux nécessités des opérations d'import-export des produits sidérurgiques, au renforcement de leurs bases logistiques et à la mobilisation de leurs ressources humaines.

Ports d'Oran et de Mostaganem en pleine position

Les mesures incitatives ont permis d'atteindre "une hausse importante" des exportations durant l'exercice 2020 par rapport à l'année précédente.

Le Pdg de l'entreprise portuaire d'Oran (EPO), Kouria Mokhtar, a indiqué à l'APS que plus de 2.318.000 tonnes de fer à béton et de tube spiral et autres produits du complexe "Tosyali" ont été exportées vers plusieurs destinations à travers le monde.

Cette performance a permis d'enregistrer

une hausse de 4,28% du volume des exportations par rapport à l'année 2019.

Durant l'année écoulée, une quantité de 285.267 tonnes de Clinker, produites par le groupe cimentier GICA, a été expédiée vers l'étranger, réalisant une évolution de 90 % des volumes exportés par rapport à l'exercice 2019, marqué par des livraisons de quelque 150.369 tonnes.

Le Pdg de l'EPO a indiqué que pour l'année 2021, il est prévu l'exportation de près de 2 millions de tonnes de ciment et de Clinker, expliquant que ce volume a été fixé par les opérateurs économiques opérant dans ce créneau au niveau de la région Ouest, à savoir les complexes GICA et Lafarge. Par ailleurs, afin de dynamiser les opérations d'exportation, trois quais sur les 13 que compte le port d'Oran, ont été dotés d'équipements techniques permettant d'accueillir des navires de moyen et de gros tonnages pour des opérations de chargement et de déchargement de divers produits sidérurgiques, de ciment et de Clinker. En dépit des répercussions de la pandémie de la Covid-19, les travailleurs de l'entreprise ont réussi le défi de traiter les chargements dans des délais records.

Il a été procédé au renforcement des équipes intervenant sur les quais, dans le strict respect du protocole sanitaire et à la répartition judicieuse du temps de travail.

Quant aux gestionnaires de l'entreprise portuaire de Mostaganem (EPM), ils ont adopté des mesures similaires ayant permis le maintien d'un volume d'exportations appréciable de produits sidérurgiques ayant atteint les 86.000 tonnes expédiées vers 6 pays. L'entreprise mostaganémoise a également réceptionné des chargements importés de près de 167.000 tonnes de produits ferreux. Le responsable du département commercial de l'EPM, Abderrahmane Bentazi, a expliqué, pour sa part, que le maintien de cette cadence des activités s'explique par les mesures prises pour soutenir les grands pôles industriels de la région dans leurs opéra-

tions d'exportation, à l'exemple du complexe "Tosyali", situé à une quarantaine de kilomètres à l'ouest de Mostaganem. M. Bentazi a également ajouté qu'un quai a été spécialement dédié aux opérations de chargement et de déchargement de produits ferreux. Ce quai a été doté de tous les moyens logistiques et humains pour assurer ces opérations dans les délais les plus courts.

L'opérateur "Tosyali" a bénéficié de diverses facilités conformément à un protocole paraphé entre les deux parties, comme la réduction des frais liés aux chargements et déchargements des produits.

Le responsable de l'EPM a également mis en exergue les efforts des pouvoirs publics visant à garantir un climat propice pour le développement des investissements, le renforcement des capacités des opérateurs à l'exportation en leur facilitant les différentes procédures.

Exporter d'avantage

Le responsable du département commercial de l'EPM a, par ailleurs, ajouté que le complexe "Tosyali" compte sur les ports d'Oran, d'Arzew et de Mostaganem, pour l'exportation de ses différents produits à destination des marchés internationaux.

De son côté, un membre du conseil d'administration du même complexe, Alp Ugulu, a indiqué qu'il a été procédé, en 2020, à partir des trois ports, à l'exportation de 140.000 tonnes de divers produits vers des pays d'Afrique, d'Europe et d'Amérique, soit une hausse de 25 % par rapport au volume enregistré l'année d'avant.

Ces opérations ont permis d'engranger plus de 70 millions USD de revenus, soit une augmentation de 2 millions USD par rapport à 2019. Pour l'exercice en cours, le complexe "Tosyali" ambitionne d'atteindre un volume d'exportation de ses produits de 500.000 tonnes, ce qui représente des revenus de l'ordre de 250 millions USD, selon le responsable.

VIANDES ROUGES Le gel des importations n'a pas eu d'incidence sur le marché national (professionnels)

Le gel des importations des viandes rouges fraîches ou congelées, décidé par les pouvoirs publics depuis le dernier trimestre 2020 pour protéger la production nationale "n'a pas eu d'incidence sur le marché national", ont fait constater plusieurs opérateurs de la filière.

"Le marché est suffisamment approvisionné par une production locale conséquente et les prix ont même enregistré une baisse relative", a assuré le président du Conseil national interprofessionnel des viandes rouges (CNIVR), Miloud Bouadis, dans une déclaration à l'APS.

M. Bouadis a écarté tout risque de rupture des stocks même à l'arrivée du mois de Ramadan, période de forte demande sur les viandes rouges.

"De nombreux engraisseurs se sont déjà mis à l'importation de veaux à l'engraissement destinés à l'abattage en prévision du mois sacré connu habituellement par une hausse considérable de la demande en viande bovine", a-t-il indiqué.

La qualification de décision "salutaire" pour les professionnels de la filière, Bouadis a souligné que la suspension des importations des viandes rouges a toujours été parmi les principales revendications du CNIVR. Il a jugé à ce propos que l'importation de bovins vivants d'engraissement, au lieu des produits finaux, s'avère beaucoup plus rentable tant sur le plan nutritionnel que sur le plan économique.

"En effet, l'importation de bœufs vivants nous permet de tirer profit du cinquième quartier à savoir, les abats des bovins (foie et cœur, tête) qui constituent une source de protéines inestimable, en plus de leur peau qui représentent une matière première noble pour l'industrie du cuir", a-t-il fait valoir.

D'autre part, il a affirmé que bon nombre d'opérateurs qui étaient versés auparavant dans l'importation de la viande rouge fraîche et congelée se sont reconvertis en éleveurs et engraisseurs.

"Ce revirement positif a permis d'augmenter la production, tout en générant des emplois supplémentaires autour de cette activité (alimentation de bétail, abattage, distribution)", a-t-il argué.

Un avis partagé par le Président de la fédération nationale des éleveurs (FNE), Djilali Azaoui, qui s'est réjoui du gel des importations des viandes rouges, estimant que cette décision devrait encourager davantage les producteurs locaux.

M. Azaoui a toutefois tenu à préciser que les importations avaient toujours concerné la viande bovine, étant donné que l'offre du cheptel ovin sur le marché national a toujours été excédentaire même durant les périodes des grosses consommations tels les fêtes de l'Aïd El Adha".

Plaidant pour un soutien effectif en faveur des professionnels de la filière viande rouge (bovine et ovine), les présidents des deux organisations professionnelles se sont accordés à dire que "le soutien de la production nationale passe par les incitations fiscales en faveur des éleveurs et des engraisseurs ainsi que la subvention des prix des aliments de bœufs".

Plaidoyer pour la limitation des intervenants sur la chaîne de commercialisation

A propos des prix des viandes rouges, qui demeurent excessifs pour les petites bourses, le président de la FNE a fait constater que les tarifs varient d'une région à l'autre et l'écart entre les villes du Sud et les celles du nord peut atteindre jusqu'à 500 dinars.

"Au niveau des agglomérations peuplées, il y'a en effet une forte demande sur le marché, ce qui fait augmenter les prix, contrairement aux régions de faible densité ou l'offre est beaucoup plus supérieure par rapport à la demande", a-t-il fait observer.

Pour sa part, le vice-président de la FNE Brahim Amraoui, impute la hausse des prix au niveau des grandes villes au grand nombre d'intervenants dans la chaîne de commercialisation.

Outre la loi de l'offre et de la demande qui influe sur les prix et les frais des transports, a-t-il expliqué, il y'a aussi beaucoup d'"intermédiaires" sur la chaîne de distribution avec une marge bénéficiaire pour chaque intervenant au détriment du consommateur final.

C'est ce qui explique, selon lui, la "disparité des prix" entre les zones de production (la steppe) et les autres régions", a-t-il déduit.

Dans ce sens, M. Amraoui préconise un rapprochement entre les producteurs et les consommateurs en limitant au maximum le nombre d'intervenants.

"Les éleveurs et les engraisseurs devraient destiner leurs bœufs directement aux abattoirs agréés.

Après l'abattage, les carcasses devraient être acheminées vers les boucheries pour le découpage et la vente en détail devrait se faire selon des prix étudiés, en tenant compte du pouvoir d'achat des consommateurs sans compromettre les intérêts des producteurs ni ceux des commerçants", a-t-il recommandé.

ILLIZI

Plus d'une tonne de kif traité saisie en 2020

Une quantité de plus de 1,9 tonne de kif traité ainsi que 10.000 comprimés de psychotropes ont été saisis durant l'année 2020 dans la wilaya d'Illizi, a-t-on appris samedi auprès du groupement territorial de la gendarmerie nationale (GN).

Les efforts de lutte contre le crime organisé menés par les différentes unités de ce corps de sécurité ont donné lieu au traitement, durant la même période, de 78 affaires impliquant 129 individus, soit 57 poursuivis pour détention et commercialisation de drogue et de psychotropes et l'arrestation de 72 autres individus impliqués dans 46 affaires liées notamment à la contrebande, dont le trafic d'armes, a précisé le commandant du groupement de la gendarmerie nationale, le lieutenant-colonel Samir Bouzrara, lors de la présentation du bilan annuel des activités de cette institution sécuritaire. Le même responsable a fait état d'une hausse de 38 affaires liées au crime organisé traitées en 2020 par rapport à celles opérées dans la région durant l'année 2019.

Pas moins de 440 affaires ont été traitées l'année dernière liées au droit commun, dont 24 crimes, 41 délits et autres crimes liés au faux et usage de faux, atteinte aux biens, aux personnes et à l'ordre public, a-t-il détaillé. S'agissant de la sécurité routière, un total de 35 morts et 210 blessés a été déploré dans pas moins de 100 accidents de circulation, soit 1,01% en hausse par rapport à l'année 2019. La même source a imputé les accidents, en premier lieu, au facteur humain, à la nature des véhicules et enfin à l'état de certains tronçons routiers. Selon l'officier supérieur de la gendarmerie nationale, près de 4.780 appels via la ligne verte "1055" ont été enregistrés en 2020, dont 408 appels ont permis l'intervention en temps et lieu réels des éléments de la gendarmerie nationale pour prêter main forte notamment lors des accidents de la circulation, de la protection des personnes et des biens des agressions et crimes.

SOLIDARITÉ

El Bayadh : des pensions à plus de 4000 handicapés en 2020

Plus de 4.000 handicapés ont bénéficié de la pension mensuelle des personnes aux besoins spécifiques dans la wilaya d'El Bayadh en 2020, a-t-on appris samedi du directeur de l'action sociale par interim.

Abdelli Nouredine a indiqué que 2.206 handicapés à 100 pour cent ont bénéficié de la pension mensuelle estimée à 10.000 DA, alors que 1.912 autres d'une incapacité de moins de 100 pc, d'une allocation de 3.000 DA par mois, soulignant que l'enveloppe financière accordée l'année dernière à cette couche sociale a dépassé 455 millions DA.

Au cours de la même période, le secteur de la solidarité nationale a pris en charge l'allocation mensuelle pour les malades chroniques, estimée à 3.000 DA dont plus de 3.800 personnes ont bénéficié, pour un budget total de 64 millions DA, selon la même source. Il a également pris en charge 1.420 familles nécessiteuses à travers les 22 communes de la wilaya surtout les zones d'ombre, leur fournissant diverses aides sous forme de couvertures, de matelas et de vêtements, en plus de 1.600 familles qui ont bénéficié du couffin du ramadhan de 10 000 DA, a-t-on rappelé. Par ailleurs, les quatre centres spécialisés dans la wilaya d'El Bayadh, dont trois centres pour déficients mentaux et un centre pour sourds-muets, accueillent plus de 220 enfants, en plus de l'inscription de plus de 80 élèves aux besoins spécifiques insérés dans les classes spéciales en milieu scolaire, selon la même source.

ALGER

Démantèlement d'une bande criminelle spécialisée dans le trafic de drogues

Les éléments de la Brigade de recherche et d'intervention (BRI) relevant de la Sûreté de wilaya d'Alger ont arrêté une bande criminelle spécialisée dans le trafic de drogues et de psychotropes, a indiqué samedi la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) dans un communiqué. L'association de malfaiteurs arrêtée "était en possession d'armes de type A avec munitions sans autorisation, et d'armes blanches prohibées, sans justification légale", précise la même source.

"Agissant sur informations faisant état de propagation du phénomène de trafic de drogues et de compré-

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

3 morts et 122 blessés en 24 heures

Trois (3) personnes sont décédées et 122 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation survenus à travers le territoire national durant les dernières 24 heures, indique dimanche un bilan de la Direction générale de la Protection civile (DGPC).

Outre les accidents de la route, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 14 personnes incommodes par le monoxyde de carbone (Co) émanant d'appareils de chauffage et de chauffe-bains de leurs domiciles dans plusieurs wilayas du pays.

L'intervention des secours a, par ailleurs, permis l'extinction de sept (7) incendies urbains, industriels et divers à travers les wilayas de Médéa, Tizi-Ouzou, M'Sila, Bouira, Ouargla, Aïn Defla et Tébessa, ayant causé des décès respiratoires à 19 per-



sonnes, toutes évacuées vers des structures sanitaires des régions respec-

tées de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 49 opérations de sensibilisation à travers 10 wilayas (32 communes), portant sur la sensibilisation des citoyens sur la nécessité du respect du confinement et de la distanciation physique, et 45 opérations de désinfection générale dans 12 wilayas (24 communes), ciblant l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles.

Pour ces deux opérations, 184 agents, tous grades confondus, 38 ambulances et 22 engins d'incendie ont été mobilisés.

ZONES D'OMBRE

Les SMA disposés à contribuer au développement des zones d'ombre

Les Scouts musulmans algériens (SMA) ont affirmé, samedi à Alger, par la voix de leur commandant général Abderrahmane Hamzaoui, "leur totale disposition" à contribuer au développement des zones d'ombre en soutien à l'effort national.

Au terme de la 34ème session ordinaire du Conseil national de cette organisation, M. Hamzaoui a précisé que "les membres des SMA, estimés à plus de 100.000 adhérents, sont totalement disposés à contribuer à l'effort national visant le développement des zones d'ombre et ce à travers la formation de nouveaux groupes de scouts dans ces zones nécessitant l'encadrement en cette matière".

"Les enfants de ces zones ont besoin, outre les nécessités de la vie en termes d'eau, de gaz et d'électricité (...), d'activités de scoutisme devant contribuer à construire un bon citoyen conscient des défis auxquels fait face l'Algérie aussi bien aux niveaux interne qu'externe", a-t-il soutenu. Organisée sous le thème "le scoutisme, une éducation nationale et un leadership sociétal", cette session a été marquée par la présence du médiateur de la République, Karim Younes et de nombre de personnalités nationales ainsi que des représen-

tants de plusieurs secteurs ministériels et de différents corps sécuritaires. A cette occasion, M. Hamzaoui a annoncé les axes du plan d'action de l'année en cours tracé par les SMA, dont le lancement du Forum national de la société civile en tant qu'espace pour échanger les expertises et prendre part au soutien du front national et renforcer la stabilité et la sécurité nationales.

Il s'agit également, selon le même responsable, de l'ouverture d'un Musée national de scoutisme, du lancement du prix du chahid Mohamed Bouras pour la préservation de la mémoire du scoutisme, ainsi que de l'organisation de conférences et d'activités intellectuelles diverses, et ce en quête d'un million d'adhérents dans les rangs des SMA.

Par ailleurs, cette session a été marquée par la signature d'un protocole de coopération avec la DGF visant l'ouverture de nouvelles perspectives de l'action des scouts, notamment la participation à l'effort national pour la protection des ressources et richesses forestières à travers la contribution aux campagnes de reboisement et de protection des forêts contre les incendies. Pour sa part, le président par intérim du

Conseil de la Nation, Salah Goudjil, a mis en avant, dans une allocution prononcée en son nom par le sénateur Saed Arous, les efforts des SMA dans le renforcement du front interne à même de faire face aux défis actuels, appelant à l'impératif de poursuivre leurs missions nationales dans la formation des jeunes et l'ancrage des valeurs nobles à travers la sensibilisation de la société et le renforcement des principes de solidarité.

Relevant la place importante accordée par l'Etat au renforcement du rôle du mouvement associatif, M. Goudjil a mis en exergue le contenu de la nouvelle Constitution concernant la création de l'Observatoire national de la Société civile, organe consultatif placé auprès du président de la République, chargé de plusieurs missions notamment la promotion des valeurs nationales et la pratique démocratique.

A l'issue de la session, il a été procédé à la projection d'une vidéo sur le bilan annuel de l'activité des SMA durant l'exercice 2020, notamment en ce qui concerne leur participation à la lutte contre la propagation de la covid-19, dont la distribution d'aides humanitaires et de bavettes.

SOLIDARITÉ

Tissemilt : des aides à plus de 100 familles nécessiteuses

Plus d'une centaine de familles nécessiteuses résidant dans des zones d'ombre de la wilaya de Tissemilt ont bénéficié, samedi, d'aides en nature,

a-t-on appris du commissaire de wilaya des Scouts musulmans algériens (SMA), Mohammed Gabi. Cette initiative des SMA inscrite dans le cadre de la

8ème campagne de solidarité sous le slogan "Un hiver chaud", lancée samedi, a ciblé des familles démunies résidant dans des zones d'ombre des communes de Beni Chaib, Ammari et Maacem qui ont bénéficié de kits alimentaires, de vêtements d'hiver, des couvertures et des matelas, collectés auprès de donateurs de la wilaya et avec la collaboration de l'association caritative "Ahl El Kheir" d'Alger, a-t-on fait savoir.

Cette campagne de solidarité, qui dure deux mois, porte sur une opération de sensibilisation sur la page des SMA sur les réseaux sociaux et à travers les ondes de la radio régionale de Tissemilt appelant les

citoyens à collaborer à l'élan d'aides avec des denrées alimentaires, des appareils de chauffage et des médicaments. Le commissariat de wilaya des SMA cible, dans le cadre de cette campagne plus de 3.000 familles nécessiteuses dont celles résidant dans des zones éloignées et montagneuses, a-t-on ajouté.

Les faoudjs scouts prendront en charge, en collaboration avec les services communaux et les cellules de proximité de solidarité, la distribution chaque semaine d'un lot d'aides collectées au titre de cet élan de solidarité au profit des familles dans le besoin, a-t-on conclu.

MEXIQUE

19 corps calcinés retrouvés près de la frontière avec les Etats-Unis

Au moins 19 corps calcinés ont été découverts samedi à Miguel Aleman, une ville mexicaine proche de la frontière avec les Etats-Unis, a annoncé le parquet de l'Etat de Tamaulipas (nord).

La police a découvert sur une route de campagne "deux véhicules calcinés, ainsi que des restes humains", précise le parquet dans un communiqué. Deux cadavres calcinés se trouvaient sur les sièges avant de l'un des véhicules - une fourgonnette - deux autres à l'extérieur et 15 à l'arrière.

Selon les premiers éléments de l'enquête, "la mort a été causée par des projectiles d'arme à feu, puis ils ont été incinérés".

Aucune douille n'ayant été trouvée sur place, le parquet n'exclut pas que les victimes aient pu être tuées dans un autre endroit. Située aux



confins de l'Etat du Nuevo Leon, Miguel Aleman, ville de 20.000 habitants, jouxte la ville américaine de Roma

(Texas). La région est régulièrement le théâtre d'affrontements entre le cartel du Nord-ouest, qui contrôle une partie du Nuevo Leon, et celui du Golfe, qui depuis des décennies sévit à Tamaulipas.

En janvier 2019, 24 cadavres, dont 15 calcinés, avaient été retrouvés à Miguel Aleman, après des affrontements entre groupes criminels. Depuis décembre 2006, plus de 300.000 morts violentes ont été enregistrés au Mexique.

Ces violences sont souvent liées au crime organisé, en particulier aux cartels de la drogue qui se disputent les routes vers les Etats-Unis.

CHINE

Onze mineurs secourus après avoir été coincés sous terre dans une mine d'or

Onze mineurs ont été secourus dimanche après avoir été pris au piège sous terre pendant deux semaines à la suite de l'explosion d'une mine d'or dans la province chinoise du Shandong (est). Les sauveteurs ont secouru deux ouvriers vers 15h18 locale, portant à onze le nombre de mineurs secourus. Le premier mineur secouru, dans un état de faiblesse extrême, a été extrait de la mine dimanche à 11h13 locale et a été transporté d'urgence à l'hôpital. Actuellement, 633 personnes et 407 équipements sont sur le site pour les opérations de secours. Vingt-deux (22) mineurs ont été piégés à environ 600 mètres sous terre depuis l'explosion de la mine survenue le 10 janvier à Qixia, administré par la ville de Yantai, dans la province du Shandong. Les sauveteurs avaient établi le contact avec seulement dix des mineurs, qui sont dans un bon état physique et psychologique. Un autre serait décédé.

NIGERIA

Un membre de l'équipage d'un navire cargo turc tué et quinze autres enlevés au large du Nigeria

Un membre de l'équipage d'un navire cargo appartenant à une compagnie turque a été tué et quinze autres enlevés samedi par des hommes armés au large du Nigeria, a rapporté l'agence de presse turque Anadolu.

Selon l'agence, 19 marins se trouvaient à bord du Mozart, battant pavillon libérien mais appartenant à une compagnie turque, au moment de l'attaque.

Un membre d'équipage, de nationalité azerbaïdjanaise, a été tué par des assaillants armés qui ont enlevé quinze autres membres turcs de l'équipage.

Après le départ des assaillants, le

navire a pu poursuivre sa route vers le Gabon avec trois de ses membres.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan s'est entretenu par téléphone avec l'officier restant à bord du navire et suit le dossier de près, a annoncé la présidence turque.

Le navire se dirigeait de Lagos, la capitale économique du Nigeria, vers Le Cap, en Afrique du Sud, au moment de l'attaque.

Selon la chaîne turque d'information NTV, qui a pu contacter par téléphone un marin à bord, des blessés se trouvent parmi l'équipage. "Je ne sais pas où je me

dirige. Les pirates ont coupé les câbles, seul le radar fonctionne", pouvait-on entendre sur un enregistrement sonore circulant sur Twitter et attribué à l'officier restant à bord. Dix marins d'un navire turc enlevés au large de Nigeria avaient été libérés en août 2019. Le golfe de Guinée, qui borde le Nigeria, est devenu ces dernières années le nouvel épice de la piraterie mondiale.

Sur 135 marins enlevés dans le monde en 2020, 130 l'ont été dans le golfe de Guinée, ce qui constitue un record dans cette zone, a indiqué la semaine dernière le Bureau maritime international (BMI).

LUTTE CONTRE LA DROGUE

Un homme soupçonné d'être le baron de la drogue en Asie arrêté aux Pays-Bas

Les autorités australiennes faisaient pression dimanche pour obtenir l'extradition d'un homme arrêté aux Pays-Bas, soupçonné d'être le baron de la drogue en Asie, et l'un des hommes les plus recherchés au monde. Tse Chi Lop, 57 ans, recherché depuis des années, a été interpellé vendredi par la police néerlandaise à la demande de la police fédérale australienne. Dimanche, dans un communiqué, les autorités australiennes ont déclaré qu'un homme "d'un intérêt considérable" pour les autorités policières a été arrêté. Une porte-parole de la police a confirmé que son nom était Tse Chi Lop. Ce citoyen canadien d'origine chinoise est comparé au baron de la drogue mexicain Joaquín "El Chapo" Guzmán.

L'Office des Nations unies contre les drogues et le crime (ONUDC) l'a désigné comme étant le chef présumé de l'immense cartel asiatique connu sous le nom de "Sam Gor", un important producteur et fournisseur sur le plan mondial de méthamphétamines. "Sam Gor" blanchirait les milliards provenant de la drogue notamment via des casinos, des hôtels et des sociétés immobilières de la région du Mékong, en Asie du Sud-Est.

La police fédérale australienne a déclaré que cette arrestation faisait suite à une opération qui, en 2012-2013, avait permis l'arrestation de 27 personnes liées à un syndicat du crime présent dans cinq pays.

Ce groupe était soupçonné d'importer "des quantités substantielles d'héroïne et de méthamphétamine" en Australie, un marché très lucratif pour les trafiquants de drogue. "Pendant des années, il avait pris pour cible l'Australie, distribuant de grandes quantités de stupéfiants, blanchissant les profits à l'étranger et vivant des richesses tirées de la criminalité", selon la police australienne. Lors des coups de filets conduits à Melbourne en 2012-2013, la police avait saisi des biens d'une valeur de 9 millions de dollars australiens (5,70 millions d'euros), notamment de l'argent liquide, des sacs à main de marque, des jetons de casino et des bijoux. L'arrestation de Tse Chi Lop, près de dix ans après cette opération, constitue une avancée majeure pour les autorités australiennes. Le procureur général de l'île-continent entend présenter une demande formelle d'extradition afin que Tse Chi Lop soit jugé par la justice australienne. La plupart de la méthamphétamine, drogue très addictive, qui circule en Asie provient du "Triangle d'Or", zone à la frontière du Laos, de la Birmanie, de la Thaïlande et du sud-ouest de la Chine.

APS

DANEMARK

Incidents lors d'une manifestation contre les restrictions anti-Covid-19

Une manifestation contre les restrictions anti-Covid-19, organisée par un groupe radical à Copenhague a donné lieu à des incidents samedi en fin de soirée et cinq arrestations, selon la police et des médias locaux.

Plusieurs centaines de personnes s'étaient rassemblées en début de soirée avant de défilier avec des flambeaux dans la capitale danoise aux cris de "Liberté pour le Danemark, nous en avons eu assez!" contre les mesures anti-coronavirus, selon les

vidéos en direct diffusées par les organisateurs. Baptisé "Men in Black Danemark", ce groupe actif sur Facebook organise des manifestations depuis plus d'un mois contre la "coercition" et la "dictature" du semi-confinement anti-Covid en place au Danemark.

Malgré une tonalité radicale de manifestants vêtus de noir, l'essentiel du défilé s'est déroulé dans le calme, avec un important encadrement de police. Mais des tensions sont apparues lors de la dispersion de la manifestation, avec

notamment des jets de bouteilles sur les forces de l'ordre.

"Nous avons procédé à cinq arrestations en lien avec la manifestation et le désordre qui s'en est suivi", a indiqué sur Twitter la police de Copenhague. Ces cinq personnes ont été libérées dimanche mais restent poursuivies. La police enquête également sur l'incendie de l'effigie de la Première ministre.

Hissé à un lampadaire, ce mannequin déguisé en Mette Frederiksen était assorti d'un papier sur lequel était écrit:

"elle doit être mise à mort", selon des vidéos de médias locaux.

L'incident était vivement condamné par la classe politique danoise dimanche matin.

La manifestation des "Men in Black" il y a deux semaines avait été marquée par des violences plus importantes, qui s'étaient traduites par des échauffourées entre la police et les manifestants et une vingtaine d'arrestations, dont plusieurs placements en détention provisoire.

ANTARCTIQUE

Fort séisme de magnitude 7 près d'une base chilienne

Un fort séisme de magnitude 7 s'est produit samedi soir en Antarctique près de la base chilienne Eduardo Frei, qui a été mise en alerte d'évacuation pour risque de tsunami, ont annoncé les autorités chiliennes.

Le séisme a été enregistré à 20h36 (23h36 GMT) dans la mer, à quelque 210 kilomètres à l'est de cette base, et à 10 kilomètres de profondeur, a affirmé l'Office national des urgences (Onemi), qui a ensuite demandé d'abandonner le littoral du territoire antarctique".

La base Eduardo Frei de l'armée de l'air chilienne est située à 1.230 km au sud du continent, sur l'île du Roi-George.

C'est la plus grande base chilienne de ce territoire. Elle se trouve à proximité immédiate de la Villa Las Estrellas, un village qui comprend entre autres un hôpital, une école, une banque, un petit



supermarché, un bureau de poste et une chapelle. La population maximale en été est de 150 personnes et la population moyenne en hiver est de 80 personnes. Parallèlement, à 21h07 (00h07 GMT), un autre tremblement de terre, de magni-

tude 5,9, s'est produit à 14 km de Santiago du Chili, à une profondeur de 122 km, sans lien avec le fort séisme en Antarctique.

L'Onemi a indiqué que, pour ce séisme survenu dans les environs de la capitale chilienne, "aucun dommage contre les personnes ni aucune altération des services de base ou des infrastructures n'a été signalé", et que "les organisations techniques évaluent la situation régionale". Le Chili, l'un des pays les plus sismiques au monde, a subi un puissant séisme de magnitude 8,8 dans la ville de Concepcion le 27 février 2010, qui a fait plus de 500 morts.

Il y a 60 ans, ce pays sud-américain a subi le tremblement de terre le plus puissant jamais enregistré, d'une magnitude de 9,6, dans la ville de Valdivia, au sud du Chili.

OUUM EL BOUAGHI La protection civile effectue plus de 600 consultations médicales

La protection civile de la wilaya d'Oum El Bouaghi a été effectuée, dans le cadre de la caravane de solidarité lancée à l'initiative de la direction générale de la protection civile (DGPC). 601 consultations médicales au profit des habitants des zones d'ombre et des régions enclavées à travers les 12 communes de la wilaya, a-t-on appris, samedi, auprès de la cellule de communication de la direction locale de ce corps constitué.

Les consultations effectuées à l'intérieur des domiciles des citoyens ciblés ou dans les ambulances (cliniques itinérantes) ont été menées par 5 médecins relevant des directions de la protection civile des wilayas d'Oum El Bouaghi, Khenchela et Batna en plus d'un médecin mobilisé par la direction locale de la santé et de la population (DSP), a précisé la même source à l'APS. La caravane médicale de solidarité lancée le 17 janvier et clôturée vendredi soir a été marquée par la mobilisation de 6 médecins et 41 secouristes en plus de 18 véhicules de secours et de désinfection, et a ciblé plus de 70 zones d'ombre et régions enclavées, a-t-on fait savoir.

Une partie des consultations médicales effectuées à la mecha Ouled Fadel dans la commune de Meskiana a eu lieu en présence du colonel Farouk Achour et le capitaine Mourad Youssfi, respectivement sous-directeur des statistiques et de l'information auprès de la DGPC et le chargé de communication de la même direction, a-t-on rappelé.

Dans le cadre de cette caravane, des médicaments ont été distribués aux habitants des zones d'ombre, tandis que des malades nécessitant un suivi médical spécifique ont été transférés vers des établissements hospitaliers de la wilaya.

CONSTANTINE Campagne de collecte de sang dans la commune de Ain Smara

Une campagne de collecte de poches de sang a été organisée samedi dans la commune d'Ain Smara, sud-ouest de la wilaya de Constantine, à l'initiative du Centre de transfusion sanguine (CTS), relevant du Centre hospitalo-universitaire (CHU) Dr Benbadis, a indiqué le responsable du CTS, Khaled Bouzenda.

L'opération de collecte a eu lieu à la Maison du Coran "Dar El Korane" avec la collaboration de l'association à caractère social et caritatif "Safir Essiha" ainsi que la direction des Affaires religieuses et des Wakfs (DARW), a précisé à l'APS le responsable.

Cette action humanitaire vise à soutenir les structures de santé de la wilaya, qui ont enregistré un manque en la matière depuis la propagation de la pandémie de la Covid-19, a-t-il expliqué.

M. Bouzenda a fait savoir, dans ce contexte, qu'une équipe pluridisciplinaire composée de médecins généralistes, de paramédicaux et de biologistes, a été mobilisée pour assurer le bon déroulement de cette action.

Il a rappelé qu'une vaste campagne similaire a été organisée la fin du mois d'octobre dernier à l'occasion de la célébration de la Journée nationale du don de sang, en collaboration avec le bureau local de l'Organisation nationale des droits de l'homme, permettant la collecte de plus d'une centaine de poches de sang.

Accueillie favorablement par les habitants de la localité, qui compte actuellement plus de 50.000 âmes, la campagne est inscrite dans le cadre du programme intensif de collecte de sang initié par le CTS depuis le mois de mai dernier, en coordination avec le mouvement associatif, afin de répondre aux besoins des malades des hôpitaux, en particulier les patients atteints de cancer et ceux victimes des accidents de la circulation, a affirmé de son côté, à l'APS, le président de l'association Safir Essiha, Toufik Sefari.

A signaler que les actions bénévoles de collecte de sang, réalisées en cette conjoncture marquée par la pandémie de la Covid-19, à l'initiative de cette association caritative créée en 2014, ont contribué à la collecte jusqu'à présent de pas moins de 1.160 poches de sang.

C O R O N A V I R U S

227 nouveaux cas, 190 guérisons et 2 décès

Deux cent vingt-sept (227) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 190 guérisons et 2 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué dimanche à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 105.596 dont 227 nouveaux cas les dernières 24 heures, soit 0,5 cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 2863 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 71.945, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

En outre, 22 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 22 wilayas n'ont enregistré aucun cas, alors que 4 wilayas ont enregistré 10 cas et plus.

Par ailleurs, 34 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir



Dr Fourar. Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle

exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique,

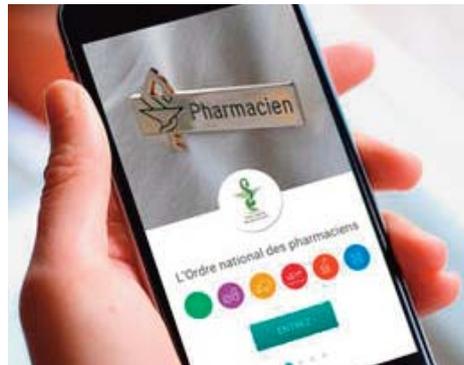
rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Pharmacies d'officine : une application mobile pour signaler les ruptures en médicaments

Le Syndicat national des pharmaciens algériens agréés (SNPAA) a annoncé samedi le lancement d'une application sur Smartphones permettant aux pharmacies d'officine de signaler, en temps réel, les médicaments sous tension ou en rupture, afin d'élaborer des rapports qui seront soumis périodiquement au ministère de l'Industrie pharmaceutique. Baptisée "Med-rupture", cette application développée par le SNPAA s'inscrit dans le cadre d'un programme de lutte contre la pénurie en collaboration avec le ministère de l'Industrie pharmaceutique, souligne le syndicat dans une publication sur sa page Facebook officielle.

Les pharmaciens d'officine intéressés par ce nouveau dispositif doivent



rejoindre les bureaux de wilaya du syndicat pour obtenir le code secret nécessaire pour accéder à l'application.

Une fois inscrits, ils peuvent signaler, à partir d'une liste exhaustive des médicaments enregistrés dans la

nomenclature nationale, les produits en rupture.

Cette démarche participative vise à établir des "statistiques réelles, basées sur la réalité du terrain, loin de toute déclaration irréfléchie et mensongère", explique le SNPAA. Une ver-

sion d'essai de cette application a été lancée début de l'année et qui a permis de signaler 59 produits en rupture durant la 3ème semaine de janvier.

Ce premier rapport est basé sur le signalement des pharmaciens de 13 wilayas (Chlef, Batna, Béjaïa, Tiaret, Jijel, Sétif, Skikda, Sidi Bel Abbès, M'sila, Bordj, Bouarreridj, Mila, Ain Defla, Ain Temouchent).

Cette application a fait l'objet d'une présentation lors d'une réunion, jeudi dernier, d'une délégation du bureau national du SNPAA avec le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Lotfi Benbahmed qui a souligné, à cette occasion, l'importance d'un processus participatif pour l'élaboration de rapports précis et réels, selon la même source.

MILA

10 opérations d'implantation de prothèse de genou à l'hôpital frères Meghlaoui

Des interventions d'implantation de prothèses de genou ont été réalisées au profit de 10 malades au sein de l'établissement public hospitalier (EPH) frères Meghlaoui de la ville de Mila, a indiqué samedi le directeur de cette structure de santé, Zakaria Assala.

Premières du genre dans la wilaya de Mila, cinq (5) interventions de ce type ont été notamment effectuées vendredi, et ce, à l'initiative d'un staff médical de spécialistes en chirurgie orthopédique, avec le soutien de l'administration sous la direction du Pr. Abderrahmane Bourahla, spécialiste en chirurgie orthopédique au CHU de Constantine, a précisé le même responsable.

L'hôpital a mis en place tous les moyens à la disposition du staff médical dont la mobilisation de 3 millions

DA pour l'acquisition des prothèses pour les malades dont la programmation a été faite après avoir contacté tous les établissements publics hospitaliers de la wilaya et effectué les consultations médicales nécessaires, a déclaré la même source.

Les malades bénéficiaires de ces implantations demeureront sous surveillance médicale et feront l'objet d'un suivi jusqu'à la confirmation totale du succès des interventions, a-t-il assuré.

Ces opérations ont été organisées dans le cadre d'une caravane chirurgicale visant à former les staffs médicaux de l'EPH frères Meghlaoui et les EPH d'autres wilayas, dont Tébessa, à ce type d'interventions chirurgicales, a ajouté M. Assala qui a souligné que le coût de ces interventions reste "élevé".



D'autres caravanes médicales dans d'autres spécialités seront organisées dans les prochains jours, a fait savoir par ailleurs le directeur de l'EPH frères-Meghlaoui.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

BRÉSIL

Plus de 216.000 décès au total

Le Brésil a fait état de 1.202 décès liés à la pandémie de COVID-19 au cours des dernières 24 heures, ce qui fait de samedi le cinquième jour consécutif où plus de 1.000 décès ont été recensés, en portant ainsi le bilan à 216.445 morts, a indiqué le ministère de la Santé.

Le ministère a déclaré qu'au cours des dernières 24 heures, 62.334 nouveaux cas de COVID-19 ont été enregistrés, pour un total de 8.816.254.

Sao Paulo, l'Etat le plus touché par la pandémie dans le pays, a recensé au total 51.423 décès et 1.694.355 cas positifs. Le Brésil, qui a commencé sa campagne nationale de vaccination lundi dernier, se



classe au deuxième rang mondial en nombre de décès dus au coronavirus

et au troisième pour ce qui est des cas.

INDE

14.849 nouveaux cas d'infection en 24h

Le nombre total de cas de Covid-19 en Inde a atteint 10.654.533 dimanche, avec 14.849 nouveaux cas enregistrés au cours des dernières 24 heures, selon le ministère de la Santé. Selon les données officielles du ministère, le nombre des décès s'élève à 153.339 avec 155 nouveaux décès depuis samedi matin. Il y a encore 184.408 cas actifs dans le pays, alors que 10.316.786 personnes sont sorties des hôpitaux à ce jour après un traitement médical.

Le nombre des cas de Covid-19 actifs dans le pays est passé sous la barre des 200.000 cas mercredi, pour la première fois

en près de sept mois. L'Inde a lancé le 16 janvier sa campagne nationale de vaccination contre le Covid-19.

Jusqu'à présent, plus de 1,5 million de personnes ont été vaccinées à travers tout le pays. La capitale Delhi, l'un des endroits du pays les plus touchés par le Covid-19, a connu un nombre de cas comparativement plus faible récemment. Pas moins de 197 nouveaux cas et dix décès y ont été enregistrés jusqu'à samedi. Jusqu'à présent, 10.799 personnes sont décédées dans la capitale à cause du Covid-19, a confirmé le département de la santé de Delhi.

NOUVELLE-ZÉLANDE

Un premier cas d'infection en plus de deux mois

Les autorités sanitaires néo-zélandaises ont indiqué dimanche avoir enregistré un premier cas de contamination au coronavirus depuis plus de deux mois.

Il s'agit d'une femme de 56 ans, récemment rentrée d'Europe, qui a été testée positive dix jours après avoir effectué une quarantaine obligatoire de deux semaines.

Elle avait observé des symptômes du nouveau coronavirus plusieurs jours avant d'être testée.

Une recherche active des cas contact a été lancée, la femme et son époux ayant passé plusieurs jours dans la région de Northland, au nord de l'archipel, alors qu'elle était potentiellement contagieuse.

Ils auraient visité une trentaine de lieux.

Le ministre de la Santé, Chris

Hipkins, a déclaré qu'il était encore trop tôt pour décider si un confinement total ou partiel devait à nouveau être mis en place.

"Nous ne connaissons ni l'origine ni la souche de l'infection", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse.

La femme est rentrée en Nouvelle-Zélande le 30 décembre après avoir passé quatre mois en Europe, principalement en Espagne et aux Pays-Bas.

Elle est sortie le 13 janvier de l'hôtel où elle avait été placée en quarantaine à Auckland.

Le directeur général de la santé de Nouvelle-Zélande, Ashley Bloomfield, a précisé que les deux tests de dépistage auxquels elle s'était soumise lors de sa quarantaine avaient été négatifs et son mari n'avait montré aucun symptôme.

Depuis le 18 novembre, le pays n'avait recensé aucun cas local de coronavirus.

Les autorités étudient les images des caméras de vidéo-surveillance afin de voir si la femme a contracté le virus lorsqu'elle se trouvait en quarantaine.

Les plus de 600 personnes qui se trouvaient dans l'hôtel au même moment ont été invitées à s'isoler et à se soumettre à un nouveau test de dépistage du Covid-19.

Il s'agit de la deuxième fois, en Nouvelle-Zélande, qu'une personne rentrant de l'étranger présente des symptômes du nouveau coronavirus après avoir été autorisée à quitter son centre de quarantaine.

La Nouvelle-Zélande a été largement saluée pour sa bonne gestion de la pandémie, avec un bilan de 25 morts attribués au Covid-19 et 1.927 cas confirmés sur une population totale de quelque 5 millions d'habitants.

FRANCE

La barre de 1 million de personnes vaccinées dépassée

Un million de personnes ont été vaccinées contre le coronavirus en France, a annoncé, samedi, le premier ministre Jean Castex, moins d'un mois après le lancement de la campagne de vaccination dans le pays.

Dans sa stratégie nationale, le gouvernement français, sous le feu des critiques en raison d'un démarrage timide de sa campagne vaccinale contre le Covid-19 par rapport à des pays voisins, tablait sur la vaccination de 1 million avant la fin de janvier.

Le ministre de la Santé Olivier Véran avait indiqué, jeudi sur TF1, que l'exécutif compte faire vacciner 70 millions de personnes fin août, conditionnant toutefois cet objectif par la disponibilité des vaccins dans le pays.

Samedi soir, le ministère de la Santé a fait savoir que 1.008.720 personnes sont désormais vaccinées en

France, soit 45.581 de plus que vendredi. Malgré une forte accélération de la campagne ces derniers jours, après un démarrage lent, la France demeure encore en retard par rapport à ses voisins européens.

Le gouvernement français assure avoir précommandé auprès de différents laboratoires près de 200 millions de doses du vaccin contre le Covid-19, mais les retards de livraisons du vaccin par les laboratoires inquiètent fortement les autorités sanitaires françaises et risquent de compromettre le déploiement de l'opération.

Dans le sillage de l'apparition des variants britannique et sud-africain du Covid-19, la Haute Autorité de Santé (HAS) a recommandé samedi de décaler la deuxième dose du vaccin anti-Covid à six semaines pour "accélérer" la campagne vaccinale. Dans un

nouvel avis, la HAS a recommandé "d'élargir à six semaines le délai entre deux doses de vaccin à ARN messager (vaccins de Pfizer et Moderna)" dans le but de "protéger plus vite un plus grand nombre de personnes à risque d'hospitalisation ou de décès" liés au Covid-19.

La France place de grands espoirs dans les vaccins pour freiner la propagation du coronavirus, alors que le spectre d'un nouveau confinement hante le pays, en raison de la recrudescence des contaminations et la détection de plusieurs cas des nouvelles souches mutantes.

D'ailleurs, M. Véran avait prévenu jeudi que le recours à un troisième confinement deviendrait une "nécessité absolue" en cas d'une augmentation "sensible" des contaminations au variant anglais du coronavirus.

CANADA

Un médicament, la colchicine, réduit le risque de complications liées au Covid-19 (étude)

Une vaste étude clinique montre que la colchicine, un anti-inflammatoire, est efficace pour traiter le Covid-19 et réduire les risques de complications liées à la maladie, a annoncé l'Institut de Cardiologie de Montréal (ICM). Les résultats positifs de l'étude COLCORONA constituent une "découverte scientifique majeure", qui fait de la colchicine - un puissant anti-inflammatoire utilisé pour le traitement de la goutte - "le premier médicament oral au monde qui pourrait traiter les patients en phase pré-hospitalière", affirme l'ICM dans un communiqué rendu public tard vendredi soir. Les résultats de l'étude ont "démontré que la colchicine a réduit de 21% le risque de décès ou d'hospitalisations chez les patients atteints de Covid-19 comparativement au placebo", souligne l'ICM.

L'étude, menée au Canada, aux Etats-Unis, en Europe, en Amérique du Sud et en Afrique du Sud, a porté sur 4.488 patients. Chez 4.159 de ces patients - dont le diagnostic de Covid-19 a été prouvé par un test naso-pharyngé (PCR) - la colchicine a "entraîné des réductions des hospitalisations de 25%, du besoin de ventilation mécanique de 50%, et des décès de 44%", fait valoir l'Institut.

Le traitement à la colchicine est efficace pour prévenir le phénomène de "tempête inflammatoire majeure" et réduire les risques de complications liées au Covid-19, a expliqué le Dr Jean-Claude Tardif, directeur du Centre de recherche de l'ICM et chercheur principal de l'étude COLCORONA.

"Nous sommes heureux d'offrir le premier médicament oral au monde dont l'utilisation pourrait avoir une incidence importante sur la santé publique et potentiellement prévenir les complications du Covid-19 chez des millions de patients", a-t-il déclaré. "Grosse nouvelle: une étude québécoise montre l'efficacité de la colchicine pour traiter le Covid-19", s'est félicité le Premier ministre du Québec François Legault dans un tweet. L'étude COLCORONA a été menée "sans contact", auprès de patients atteints du Covid-19 qui n'étaient pas hospitalisés au moment de l'inclusion, avec au moins un facteur de risque de complications. "Il s'agit de la plus grande étude à l'échelle mondiale testant un médicament administré oralement chez les patients non-hospitalisés avec le Covid-19", précise l'ICM.

AFRIQUE

Les pays de la Cédéao s'engagent à harmoniser le prix des tests PCR

Les 16 pays membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) ont décidé, samedi, d'harmoniser les prix des tests PCR pour détecter le Covid-19 afin de "faciliter les déplacements" dans la région.

"Les prix des tests PCR sont différents d'un pays à l'autre, et il nous fallait harmoniser tout ça, donner une meilleure visibilité, notamment aux voyageurs qui se retrouvent parfois perdus dans les mesures de prévention pour voyager", a fait savoir Jean Claude Kassi Brou, le président de la Commission de la Cédéao, lors d'un point presse après la session ordinaire en visio-conférence de l'organisation.

"En tant que communauté régionale, il faut harmoniser nos politiques, nos actions et nos mesures", a-t-il souligné, indiquant que les pays membres s'étaient engagés à faire désormais payer les tests l'équivalent de 50 dollars américains, dans leurs monnaies respectives.

Certains pays comme le Ghana ou le Nigeria font payer des sommes pouvant atteindre 150 dollars, ce qui décourage de nombreux voyageurs, qui doivent multiplier les tests au départ et à l'arrivée. Le président de la commission a également fait savoir qu'un "fonds vaccin Covid" serait mis en place au sein de la Cédéao, et alimenté par les gouvernements membres mais aussi par les partenaires traditionnels. "Cela nous permettra de faire des achats de vaccins groupés, et d'avoir plus de chance de disponibilité (des laboratoires) et aussi de bénéficier de coûts plus compétitifs", a souligné M. Kassi Brou.

De nombreux pays de la zone, notamment les moins peuplés, n'ont encore pas fait d'annonce sur leur stratégie vaccinale et une potentielle arrivée de vaccins. Le Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique avec 200 millions d'habitants, espère recevoir 100.000 doses d'ici février grâce au mécanisme Covax, mis en place par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Alliance pour les vaccins (Gavi).

SCIATIQUE

COMMENT CALMER LA DOULEUR AU PLUS VITE

C'est entre 35 et 50 ans que les sciatiques sont les plus fréquentes. La douleur qui naît au bas du dos irradie alors dans la fesse et le long de la jambe. Le défi ici : agir au plus vite pour éviter qu'un fond douloureux ne s'installe.

Dans la majorité des cas, un traitement à base d'antalgiques et d'anti-inflammatoires, associé à du repos suffisent à soulager une sciatique" assure le Dr Florian Bailly, rhumatologue à l'hôpital Pitié-Salpêtrière à Paris. La douleur va s'estomper progressivement en une à trois semaines. Des séances de kinésithérapie, d'ostéopathie ou de chiropraxie peuvent accélérer la guérison et éviter les rechutes. Cependant, "comme la sciatique découle souvent d'un début de hernie discale, à savoir une lésion au niveau d'un disque intervertébral, des manipulations inadéquates peuvent aggraver la situation. Donc toujours demander l'avis de son médecin avant", insiste le Dr Gilles Mondoloni, médecin ostéopathe et acupuncteur à Maisons-Laffitte.

UNE RADIO NE SUFFIT PAS POUR IDENTIFIER UNE HERNIE

Une hernie discale est identifiable sur un scanner (pour les hernies de grande taille uniquement) ou une IRM du bas du dos, pas avec une simple radio. Ces examens sont prescrits si la sciatique persiste malgré un traitement bien conduit.

"Les personnes souffrant d'une sciatique peuvent aussi venir nous voir directement", assure de son côté Caroline Lambert, chiropraxiste à Paris. Car avant d'effectuer des manipulations, un chiropracteur sérieux analyse les examens réalisés. "Soit le patient arrive muni de son imagerie (scanner, IRM) prescrite par un médecin consulté antérieurement. Soit je lui demande d'en réaliser pour la séance suivante". Comme en cas de lumbago, phytothérapie, hypnose et auriculothérapie peuvent aussi aider à soulager la douleur. "Des tisanes ou des gélules d'Harpa-



gophytum, une plante anti-inflammatoire, peuvent être efficaces", ajoute le Dr Mondoloni.

DES IMPULSIONS ÉLECTRIQUES PEUVENT AÜSSI AIDER

C'est la technique du TENS, pour "stimulation électrique nerveuse transcutanée". Ce traitement repose sur l'utilisation d'un appareil constitué d'électrodes applicables sur la peau au niveau du dos et de la jambe, et d'un boîtier qui envoie des impulsions électriques à travers la peau. "Ces ondes brouillent le message nerveux douloureux, et détendent les muscles. Ce qui soulage la douleur", explique le Dr Bailly. Ce traitement peut être prescrit par médecin spécialiste de la douleur si le traitement médicamenteux ne suffit pas, et en complément de celui-ci. Utilisable chez un kiné ou à domicile, il réduit la douleur chez plus de 50% des patients.

SI ÇA DURE DES SEMAINES, PLACE AUX INFILTRATIONS

Réalisées par un radiologue ou un rhumatologue sous contrôle radioscopique, celles-ci consistent en une injection de médicaments anti-inflammatoires puissants, des corticoïdes, entre deux vertèbres, sur le trajet du nerf à l'origine du conflit avec le disque. L'objectif est de réduire l'inflammation au niveau de ce nerf, et ainsi de diminuer la douleur. Le geste dure une quinzaine de minutes et est peu douloureux. En général une amélioration est sensible au bout de quelques jours. Renouvelable 2 à 3 fois. Pas plus, car il existe des risques, même s'ils sont faibles : allergies ou infections au niveau du site d'injection.

SCIATIQUE LIÉE À L'ÂGE

LA RÉÉDUCATION AVANT TOUT

Passé 50 ans, la cause la plus fréquente de douleur au bas du dos et de la jambe est liée à l'arthrose. Elle peut en effet entraîner un rétrécissement du canal lombaire, avec une irritation des nerfs, responsable de sciatique. La sciatique liée à l'âge (les médecins parlent aujourd'hui de canal lombaire étroit) s'explique le plus souvent par une sténose du canal lombaire. C'est-à-dire par le rétrécissement, au bas du dos, du canal contenant les racines nerveuses qui inervent les membres inférieurs.

La compression des nerfs à l'intérieur de ce canal est source de douleurs chroniques au niveau du bas du dos et des jambes lors de la marche. Et dans 90% des cas, cette

"sténose lombaire" est due à l'arthrose. Les personnes de plus de 65 ans sont les plus touchées. Mais un rétrécissement du canal lombaire n'entraîne pas forcément une gêne douloureuse. Comme pour les autres lombalgies, le traitement de première intention est souvent médicamenteux, basé sur des antalgiques, des anti-inflammatoires, et parfois - quand la douleur est très intense - de la morphine. Ce traitement permet de stabiliser les douleurs, pendant parfois plusieurs années. S'il ne suffit pas, le médecin peut prescrire des infiltrations de corticoïdes. Mais « Le traitement à long terme de la sténose lombaire reste la rééducation », souligne le Pr François Rannou, rhumatologue et

rééducateur. Réalisée par un kinésithérapeute, elle vise notamment à apprendre au patient des techniques pour lutter contre la lordose lombaire, cette tendance à être très cambré, qui ferme encore plus le canal lombaire. L'idée est d'habituer le patient à basculer son bassin en avant lors de la marche. Un geste difficile. Ce qui explique que la rééducation peut durer plusieurs mois. Couplée à la correction d'une mauvaise position et si nécessaire à une perte de poids, la rééducation peut suffire pour retarder ou éviter une chirurgie. On peut aussi faire appel à la PCPthérapie (pression continue profonde réalisée avec un dispositif par un médecin ou un kiné).



Sciaticque : on bouge dès qu'on peut

La sciaticque a « mauvaise réputation » car elle peut cloquer au lit plusieurs jours et rester douloureux et handicapant pendant des mois. Mais le plus souvent, c'est une affection qui guérit en une semaine.

La sciaticque est causée par une irritation de la racine du nerf sciaticque, à sa sortie de la moelle épinière, entre deux disques intervertébraux du bas du dos. Les douleurs suivent le trajet du nerf. Elles démarrent dans la fesse, descendent vers la cuisse, vont parfois dans le mollet et même jusqu'au pied. Dans 85 % des cas, l'irritation du nerf est due à une hernie discale. La deuxième cause la plus fréquente est le rétrécissement du canal lombaire par de l'arthrose.

QUE FAIRE LORS DES PREMIÈRES 48 HEURES ?

- consulter un médecin si la douleur est très gênante ou survient pour la première fois. Il évaluer la gravité et décidera du traitement et de la nécessité (exceptionnelle) d'opérer rapidement.
- les apaisés : Les antidouleurs peuvent suffire si elle est « connue » et supportable.

- s'allonger un peu dans la journée pour se reposer lorsque la position debout ou assise n'est pas trop pénible

- rester au lit deux ou trois jours dans les cas les plus douloureux. Les antidouleurs sont indispensables : paracétamol, puis si nécessaire, antalgiques plus puissants voire morphine. La prise d'anti-inflammatoires est plus discutée, de même que les infiltrations, car leur efficacité n'est pas systématique. Les myorelaxants, longtemps prescrits, n'ont aucun effet sur la sciaticque », indique le Dr Jean-Yves Maigne.

Se mettre debout dès que ton peut bouger. Avant, on conseillait du repos mais on sait aujourd'hui qu'il ne doit pas se prolonger, car il atrophie les muscles du dos, enraidit la colonne et ralentit la guérison.

ET APRÈS LA PHASE AIGÜE ?

« Des massages et des exercices adaptés accélèrent la récupération lorsque la douleur a bien diminué. L'objectif est de décontracter les muscles pour lever les tensions. Les kiné utilisent des techniques de physiothérapie (ultra-sons, hydrojet sur lit fortant, etc.). On travaille ensuite sur l'assouplissement du bassin et la musculature des abdominaux et du dos », explique Emmanuel Petitjean.

« L'ostéopathie et la chiropratique sont également indiquées. « Les chiropraticiens utilisent la technique Cox, associée au non à des manipulations. Ces mouvements précis de traction très lents et indolores « ouvrent » la colonne lombaire et mobilisent le segment douloureux », explique Karl Vincent. La technique Mc Kenzie, encore peu connue en France, donne aussi de bons résultats. C'est le kiné ou le chiropraticien montre des exercices dans le sens opposé à celui qui fait mal, à pratiquer chez soi pendant quelques jours. »

« Porter une ceinture lombaire pour étirer la colonne lombaire. Elle peut être portée toute la journée en période de crise ou en prévention pour faire le ménage ou jardiner.

3 ÉTIREMENTS À FAIRE DÈS LE RÉVEIL

Tous ceux qui ont été cloués un jour au lit par une sciaticque n'ont qu'une seule crainte : que la douleur qui suit le trajet du nerf se réveille soudainement. Si vous sentez quelques picotements dans la fesse ou la cuisse, voici des étirements simples à faire dès le réveil dans votre lit. Ils vous apporteront un soulagement immédiat.

Une douleur insidieuse qui court de la fesse au talon annonce souvent le retour de la sciaticque. C'est une douleur fréquente qui, 9 fois sur 10, guérit spontanément (avec des anti-inflammatoires et des décontractants quand même !) en 6 à 8 semaines. Mais pour éviter que la douleur ne se réveille trop souvent, découvrez ces quelques mouvements à faire le matin au réveil. Pour démarquer la journée sans être coincé.

Si votre sciaticque est due à de l'arthrose

L'arthrose des vertèbres lombaires (également appelée lombarthrose) est souvent due à une inflammation vertébrale ancienne ou à un stress physique exagéré par le travail ou par une pratique sportive. Les douleurs sont plus ou moins fortes selon l'ampleur de l'arthrose et peuvent parfois irradier et provoquer une sciaticque ou un douleur de la cuisse (métralgie).

CELT ÉTIREMENT VA AIDER À SOULAGER L'IRRADIATION :

Allongée sur le dos, ramenez doucement les deux genoux vers la poitrine et entourez-les de vos bras pour faire le dos rond. Maintenez cette position pendant 30 secondes. Répétez ce mouvement encore trois fois puis passez à l'exercice suivant.

Toujours allongée sur le dos, pliez les jambes, pieds à plat. Dessinez vos abdominaux pour coller le bas du dos contre le matelas. Tenez cette position 5 secondes puis relâchez. Répétez une dizaine de fois. Pour prévenir la douleur de la sciaticque, répétez cet enchaînement une dizaine de fois chaque matin au réveil.

A lire aussi : Stretching : bien s'étirer au réveil



Si la sciaticque est due à l'absence de souplesse de vos hanches

Les muscles flicisseurs de la hanche sont un groupe de muscles comprenant des muscles de la hanche et du haut de la cuisse. Ce sont ceux qui vous permettent de relever le genou vers votre buste ainsi que de bouger votre jambe d'avant en arrière et de gauche à droite. Un mode de vie sédentaire et de longues heures en position assise peuvent conduire à des tensions dans ce groupe de muscles, et venir chatouiller le nerf sciaticque.

VOICI L'EXERCICE QUI VOUS RENDRA UNE CERTAINE SOUPLÈSSE :

Allongée sur le dos, jambes tendues mais pieds fléchis, levez le genou droit vers votre poitrine et placez vos mains derrière le genou. Tirez doucement votre genou (droit) vers l'épaule gauche et maintenez cette position pendant 30 secondes. Répétez ce mouvement trois fois.

puis faites de même avec la jambe gauche : levez le genou gauche vers votre poitrine et placez vos mains derrière le genou. Tirez doucement votre genou (gauche) vers l'épaule droite et maintenez cette position pendant 30 secondes.

En plus d'étirer les flicisseurs, cet exercice permet de détendre et d'allonger le bas du dos.

A noter : si vous souffrez d'une blessure au niveau de l'aine ou de la hanche, voyez avec votre médecin ou votre kinésithérapeute si vous pouvez pratiquer cet exercice.

Si votre sciaticque est due à une hernie discale

Les vertèbres sont composées d'un anneau fibreux et d'un noyau contenant une sorte de gélatine. Quand cet anneau se fissure (à la suite de microtraumatismes parfois anciens), il arrive que le noyau s'échappe par cette petite déchirure, formant une hernie qui vient comprimer l'une des racines du nerf sciaticque. C'est cette

inflammation qui provoque la douleur.

L'étirement suivant aide à créer de la distance entre les disques de la colonne vertébrale, afin de soulager la pression sur le nerf sciaticque. Allongée sur le ventre, appuyez-vous sur vos avant-bras, posés à plat sur la (à la façon du Sphinx !) Levez la poitrine et étirez votre colonne vertébrale depuis le coccyx jusqu'aux vertèbres cervicales. Vous avez le droit de courber le dos. Restez dans cette position pendant 30 secondes en respirant profondément.

Si la douleur est légère, vous pouvez répéter ce même étirement, toujours allongée sur le ventre, mais en étant appuyée sur la paume des mains (placées au niveau des épaules) et non plus sur les avant-bras. Maintenez la position pendant 10 secondes en respirant profondément.

Pour prévenir la douleur de la sciaticque, répétez cet enchaînement une dizaine de fois chaque matin au réveil.

MAL DE HANCHE : 4 RAISONS DE CONSULTER

Quand vient le mal de hanche, on pense souvent à l'arthrose ou à une tendinite. Pourtant, la douleur a parfois d'autres causes qui peuvent être traitées. Raison de plus pour s'en occuper sans tarder.

Douleurs, complications. Il faut préciser le diagnostic.

La douleur peut cacher une lésion. Certaines lésions peuvent passer inaperçues et devenir invalidantes. C'est notamment de cas de conflit de hanche. Fréquent chez les personnes jeunes, il résulte d'un choc entre la tête du fémur et la cavité articulaire, provoqué par des mouvements axiaux en flexion (arts martiaux, football, danse, rugby). La douleur, située au niveau de l'aine, se ravive lorsqu'on

tourne la hanche vers l'intérieur. Malgré sa fréquence chez les sportifs, il reste peu connu et insuffisamment pris en charge. Ce qui n'est pas sans conséquence, puisqu'il évolue vers l'arthrose en l'absence de traitement. En revanche, un diagnostic précoce permet d'intervenir et de prévenir son aggravation. Un geste chirurgical peut être nécessaire pour éviter l'apparition d'une arthrose.

Il peut y avoir des complications. Il n'y a pas que les personnes âgées et les sportifs qui sont concernés. Une personne jeune et en pleine forme peut souffrir de douleurs de hanche. Un jogging, un faux mouvement, ou une chute sur les fesses, peuvent provoquer à eux seuls une blessure ou

une irritation. Si la douleur persiste au-delà de 3-4 semaines, mieux vaut consulter ! Le risque étant de passer à côté de certaines lésions. Soit parce qu'on oublie d'en parler à son médecin, soit parce que la douleur n'est pas typique. Un bilan s'impose donc en cas de gêne persistante.

Il faut préciser le diagnostic

Une douleur dans l'aine provient le plus souvent d'un problème articulaire. Dans ce cas, le médecin demande des examens complémentaires pour confirmer le diagnostic et localiser la lésion. La radiographie de base, rarement suffisante, sera complétée par une IRM. L'avis d'un rhumatologue ou d'un orthopédiste peut être nécessaire.

Une fois le diagnostic posé, il est possible de se soigner avec des traitements efficaces et bien codifiés.

Un exemple : la lésion du labrum, une sorte de « joint » qui entoure et protège l'articulation de la hanche, provoque 9 fois sur 10 par un conflit de hanche, peut être saturée sous arthroscopie afin d'éviter une détérioration du cartilage et donc une arthrose. Si le traitement des problèmes articulaires repose le plus souvent sur une intervention chirurgicale, les lésions tendineuses et d'origine nerveuse peuvent être soulagées par une rééducation adaptée.

Merci au Dr François Prigent, chirurgien orthopédiste et au Dr Frédéric Laude, chirurgien orthopédiste-traumatologue.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO Motion de censure contre le gouvernement et le PM

Le président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi, a remporté une nouvelle bataille dans son bras de fer contre son prédécesseur Joseph Kabila, avec le dépôt d'une motion de censure à l'Assemblée contre le gouvernement et son Premier ministre pro-Kabila.

Le chef du gouvernement Sylvester Ilunga Ilunkamba est invité à se présenter mardi 26 janvier à 13h devant la séance plénière de l'Assemblée nationale, a indiqué samedi une source parlementaire. Déposée vendredi soir au bureau provisoire de l'Assemblée, la motion de censure a été signée par 301 députés sur 500 au total, a-t-on indiqué samedi de sources concordantes, citées par des médias. Ces députés se réclament de l'"Union sacrée de la nation" voulue depuis décembre par le président Tshisekedi autour de sa politique.

Déclaré vainqueur des élections du 30 décembre 2018, le chef de l'Etat gouvernait jusqu'à cette date en coalition avec son prédécesseur Kabila, qui avait gardé le contrôle du Parlement selon les résultats officiels de ces mêmes élections.

"Les échecs répétés dans l'exécution de son programme, les fautes graves cumulées et l'incompétence notoire du Premier ministre et des autres membres du gouvernement justifient cette motion de censure", expliquent les signataires dans un document de 30 pages.

Ils affirment que c'est "spécialement dans le domaine de la défense et de la sécurité que se constate l'échec du gouvernement" en se référant aux violences qui se poursuivent dans l'Est du pays.

Sur fond de tensions politiques avec son successeur Joseph Kabila, le président Tshisekedi avait suspendu les réunions du conseil des ministres dès le mois d'octobre.

Le chef de l'Etat a ensuite annoncé le 6 décembre la fin de sa coalition au sommet de l'Etat avec le camp de M. Kabila. Le 1er janvier, M. Tshisekedi a nommé le sénateur Modeste Bahati pour identifier une nouvelle majorité qui lui soit favorable à la chambre basse du parlement.

Sa mission est de 30 jours, renouvelable une fois. "Je suis chaque jour réconforté par l'adhésion massive de la classe politique à l'Union sacrée de la nation que j'ai initié pour maximiser les chances pour poursuivre le processus de démocratisation et du développement du pays", a déclaré vendredi le président Tshisekedi, lors de ses vœux au corps diplomatique.

CAMEROUN Hausse record des crédits bancaires au 3^{ème} trimestre 2020

Les crédits bancaires au Cameroun ont connu une hausse record au troisième trimestre 2020 selon l'association mondiale de banques centrales, l'Institute of International Finance (IFF) basé à Washington.

Au cours des mois d'août et septembre 2020, les crédits accordés par les banques commerciales camerounaises au secteur privé ont progressé respectivement de 54% et de 50,5% selon les données de l'IFF.

Ce sont les plus fortes progressions mensuelles pour cet indicateur depuis que ces données sont analysées, soit janvier 2017.

Dans le même temps, ajoute la même source, les engagements des banques vis-à-vis du secteur public non financier en 2020 ont progressé de 1,7%, soit la plus forte progression depuis 2014.

L'encours des engagements au profit des administrations publiques dans le bilan des banques commerciales a pour sa part atteint 18% en 2020, son niveau le plus élevé depuis 2014 également.

"Le secteur public revient en grâce auprès des banques après une période assez tendue, marquée par d'importants non remboursement relevés notamment du côté des sociétés parapubliques", note l'IFF.

Concernant le secteur privé, l'IFF estime que celui-ci est "souvent évincé du marché du crédit, lorsque s'intensifient les prêts au secteur public".

"Cela a une fois de plus été observé entre décembre 2019 et juin 2020, lorsque des mois de hausse du crédit aux entités publiques, sont allées de paire avec une baisse subséquente des prêts accordés au secteur privé.

Le retour d'un sentiment positif vis-à-vis de l'économie, s'était aussi accompagné d'une hausse de crédit au secteur privé et d'un ralentissement à l'endroit du secteur public", explique l'institution.

APS

SAHARA OCCIDENTAL Le Burundi ferme son "consulat général" à Laâyoune occupée

Le ministère burundais des Affaires étrangères et de la coopération au développement a décidé de fermer son "consulat général" à Laâyoune occupée, au Sahara occidental "pour des raisons financières et de réciprocité", a indiqué jeudi le ministère sur son compte twitter.

"Dans le cadre de la rationalisation des dépenses au service extérieur, le ministère des Affaires étrangères et de la coopération au développement a décidé de fermer deux ambassades (Ottawa et Brasilia) et un consulat général à Laâyoune (...) pour des raisons financières et de réciprocité", précise le ministère dans un tweet.

Dans un autre tweet, il est signalé que "le Canada et le Brésil seront diplomatiquement cou-

verts par l'ambassade du Burundi à Washington.

Notre ambassade à Rabat au Maroc restera fonctionnelle et en retour, le Burundi s'attend à l'ouverture d'une ambassade du Royaume du Maroc au Burundi avec résidence à Bujumbura".

Le Burundi a ouvert son consulat général



dans la ville sahraouie occupée, Laâyoune, le 28 février 2020, une action à travers laquelle le Ma-

roc vise à affirmer sa pré-tendue souveraineté sur les territoires sahraouis occupés.

L'Afrique du Sud appelle Biden à annuler la décision de Trump

La ministre sud-africaine des Relations internationales et de la coopération, Naledi Pandor, a déclaré, jeudi, qu'elle espérait voir le nouveau président américain, Joe Biden annuler la décision annoncée en décembre par son prédécesseur, Donald Trump concernant la reconnaissance de la prétendue souveraineté marocaine sur le Sahara occidental.

Selon le site d'information sud-africain, Daily Maverick, Mme Pan-

dor a rappelé, lors d'un webinar en rapport avec la politique étrangère de son pays, que la proclamation faite par Donald Trump, le 10 décembre dernier, allait à l'encontre des résolutions de l'ONU en faveur de l'organisation d'un référendum pour l'autodétermination du peuple sahraoui.

L'ex-président américain avait fait son annonce en contrepartie de la normalisation des relations entre le Maroc et l'entité sioniste.

Une décision qui avait provoqué l'indignation de pays et d'organisations internationales, mais qui avait également été fortement critiquée aux Etats-Unis. Plus généralement, Mme Pandor a dit espérer que le nouveau locataire de la Maison-Blanche agisse dans le sens de l'amélioration des relations entre les Etats-Unis et les pays africains. Une amélioration qui devrait être basée sur le "respect" et la "coopération", a-t-elle précisé.

AFRIQUE- ARMES NUCLÉAIRE

L'Union africaine salue l'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires

La Commission de l'Union africaine (UA) a salué samedi l'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires.

La déclaration a été faite par le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, qui s'est félicité de l'entrée en vigueur, vendredi, du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN).

Le président du bloc panafricain de 55 membres "a noté que ce jalon historique mondial, réaffirme l'engagement de l'UA en faveur de la réalisation d'un monde sans armes nucléaires", selon

le communiqué de l'UA publié samedi.

M. Mahamat a en outre souligné que le traité est une contribution bienvenue à la réalisation de la paix et de la sécurité mondiales par le biais du désarmement nucléaire.

Le président de la Commission de l'UA a également noté "la forte contribution des Etats membres de l'Union africaine au processus menant à la négociation et à l'adoption de ce traité, qui est conforme au traité sur la zone exempte d'armes nucléaires en Afrique (le traité de Pelindaba)".

Le traité de Pelindaba,

qui est entré en vigueur le 11 juillet 2009, est une résolution des Etats membres de l'UA visant à maintenir le continent africain exempt d'armes nucléaires.

M. Mahamat a également félicité les Etats membres de l'UA qui ont ratifié le traité et a appelé ceux qui ne l'ont pas encore fait à adhérer au traité.

Il a affirmé l'engagement de la Commission de l'UA à soutenir ses Etats membres pour qu'ils remplissent leurs obligations en vue de réaliser l'aspiration à une Afrique pacifique et sûre, telle que contenue dans

l'Agenda 2063 du continent.

Le traité sur l'interdiction des armes nucléaires comprend un ensemble complet d'interdictions de participer à toute activité liée aux armes nucléaires, notamment l'engagement de ne pas mettre au point, tester, produire, acquérir, posséder, stocker, utiliser ou menacer d'utiliser des armes nucléaires.

Le traité interdit également le déploiement d'armes nucléaires sur le territoire national et d'apporter une aide à tout Etat engagé dans la conduite d'activités interdites.

CONGO

Sassou Nguesso annonce sa candidature à la présidentielle du 21 mars

Le président congolais Denis Sassou Nguesso, 77 ans, qui cumule 36 années à la tête du Congo, a annoncé samedi à Kibangu (sud), qu'il sera candidat à sa propre succession lors de la présidentielle prévue le 21 mars.

"Nous nous portons candidat à l'élection présidentielle du 21 mars.

Merci de nous avoir donné l'occasion de nous prononcer définitivement sur le sujet", a-t-il déclaré devant une foule venue assister au lancement des travaux d'une route devant relier, à terme, le

Congo et le Gabon. "Ensemble nous participerons dans la paix pour poursuivre la marche vers le développement", a poursuivi le dirigeant congolais qui a promis que "le scrutin se déroulera dans la transparence".

Avant de se prononcer, M. Sassou avait été investi candidat à la présidentielle par sa formation politique, le Parti congolais du travail (PCT) et seize autres formations alliées de la majorité.

Samedi, des aînés du département du Niari, où se situe Ki-

bangou, l'avaient invité à faire acte de candidature avant de lui remettre plusieurs attributs traditionnels du pouvoir, nattes, peau et dents de panthère, non ix de colas, a constaté un journaliste de l'AFP.

Président du Congo entre 1979 et 1992 puis depuis 1997, M. Sassou Nguesso dirige ce pays de 5 millions d'habitants, dépendant du pétrole, asphyxié depuis 2014 par une crise économique qui l'a contraint à négocier une aide du Fonds monétaire international (FMI).

PALESTINE

Les forces d'occupation empêchent des travaux d'entretien dans la mosquée Al-Aqsa

Les forces d'occupation israéliennes ont empêché dimanche l'accomplissement des travaux d'entretien dans une salle de prière dans la mosquée Al-Aqsa à El Qods occupée, a rapporté l'agence de presse palestinienne Wafa.

Le directeur du comité de réhabilitation dans la mosquée, Bassam Al-Hallaq, a indiqué que les forces d'occupation avaient pris la salle de prière du dôme du rocher, ont interdit les employés du comité de réhabilitation d'accomplir les travaux d'entretien et les ont menacés d'expulsion et d'arrestation s'ils continuent leur travail.

"Les forces d'occupation ont empêché samedi le comité de réhabilitation de mener des travaux d'entretien dans la mosquée Marawani", a-t-il ajouté.

De son côté, le ministère des Waqfs islamiques et des Affaires religieuses a condamné l'assaut par la police d'occupation dans le dôme du rocher et l'interdiction de mener des travaux d'entretien par le comité de réhabilitation de la mosquée d'Al-Aqsa.

Le ministère a assuré que l'occupant israélien vise à



s'emparer de la mosquée sainte, appelant la communauté internationale à "assumer ses responsabilités et d'intervenir sérieusement pour arrêter ces violations".

YÉMEN

Les rebelles houthistes arrivent en Jordanie pour de nouvelles négociations sur l'échange de prisonniers

Les rebelles houthistes du Yémen ont annoncé samedi l'arrivée de leur délégation à Amman, la capitale jordanienne, pour des discussions avec le gouvernement yéménite sur l'échange de prisonniers, parrainées par l'ONU. La chaîne de télévision houthiste al-Masirah a annoncé que le nouveau cycle de négociations devrait commencer dans quelques jours. Le bu-

reau de l'envoyé spécial des Nations Unies au Yémen, Martin Griffiths, n'a pas encore fait de commentaire. Le gouvernement yéménite n'a pas, lui non plus, encore fait de commentaire. En octobre 2020, le gouvernement yéménite et les rebelles houthistes ont libéré un total de 1.056 prisonniers de part et d'autre, ce qui constitue le plus grand accord d'échange entre les

deux parties parrainé par l'ONU depuis le déclenchement de la guerre civile au Yémen. Le Yémen est enlisé dans la guerre civile depuis fin 2014, période où les milices houthistes ont pris le contrôle de plusieurs provinces du nord et ont forcé le gouvernement internationalement reconnu du président Abd-Rabbo Mansour Hadi à quitter la capitale Sanaa.

IRAK

11 membres des forces armées tués dans une attaque du groupe terroriste "Etat islamique"

Onze combattants du Hachd al-Chaabî, une coalition de paramilitaires désormais intégrés à l'Etat irakien, ont été tués samedi soir dans une embuscade du groupe terroriste Etat islamique (EI) au nord de Bagdad, ont rapporté des sources au sein du Hachd.

Cette attaque, menée de nuit dans une région isolée avec des armes légères contre

des militaires --mode opératoire adopté par l'EI depuis sa défaite militaire en Irak fin 2017-- est de bien moins grande envergure que le double attentat suicide mené jeudi au coeur de Bagdad, qui a tué 32 civils et qui fait peser la menace d'une résurgence terroriste en zone urbaine.

"L'EI a lancé une attaque sur la brigade 22 du Hachd à

l'est de Tikrit", chef-lieu de la province de Salah Eddine à environ 150 kilomètres au nord de Bagdad, a affirmé Abou Ali al-Maliki, l'un des officiers de cette brigade.

Onze membres du Hachd ont été tués et dix autres ont été blessés, selon d'autres sources au sein du Hachd.

L'attaque n'a pas été revendiquée mais plusieurs sources

ont accusé l'EI. Pour les experts, l'attentat de jeudi --lui revendiqué par l'organe de propagande du groupe terroriste-- pourrait être un cas isolé car les cellules clandestines de l'EI, terrées dans les zones montagneuses et désertiques du pays, n'ont ni l'organisation ni l'équipement pour mener des attaques d'envergure en zone urbaine.

GB-USA

Johnson et Biden conviennent d'"approfondir l'alliance" entre Londres et Washington (Downing Street)

Boris Johnson et Joe Biden ont convenu samedi d'approfondir les liens entre les deux pays, dans leur premier entretien téléphonique depuis l'investiture du second à la présidence des Etats-Unis.

Le Premier ministre britannique a félicité Joe Biden pour son investiture et "les deux dirigeants ont prévu d'approfondir l'alliance entre les deux nations", a indiqué Downing Street dans un communiqué.

Cet entretien est intervenu après celui qu'a eu Joe Biden avec le Premier ministre canadien Justin Trudeau, qui était son premier appel à un dirigeant étranger depuis son investiture mercredi.

Boris Johnson a publié sur Twitter une photo le montrant en manches de chemise

et riant en parlant au téléphone, avec pour commentaire qu'il avait été "formidable de parler avec le président Joe Biden ce soir".

Les deux hommes semblent s'être attachés à améliorer leurs relations après que Joe Biden avait décrit Boris Johnson en décembre comme un "clone physique et émotionnel" de Donald Trump, le président sortant des Etats-Unis. Joe Biden s'était également montré critique de la politique menée par Boris Johnson en faveur du Brexit, mais les deux dirigeants ont "discuté des avantages d'un éventuel accord de libre-échange entre les deux pays", selon le communiqué.

Le Premier ministre britannique a salué la décision de Joe Biden de revenir

rapidement sur des décisions politiques de son prédécesseur. Il s'est ainsi "félicité" du retour des Etats-Unis dans l'accord de Paris sur le climat et au sein de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Les deux dirigeants ont émis le souhait de se rencontrer dans un avenir proche et de travailler ensemble à la préparation du sommet des Nations-Unies sur le climat qui doit avoir lieu en Ecosse en novembre. Ils ont réaffirmé leur engagement en faveur de l'Otan et des "valeurs communes dans la défense des droits humains et de la démocratie", selon le communiqué. Ils ont estimé que la pandémie de Covid-19 offrait "une opportunité sans pareille de reconstruire mieux et plus vert, ensemble".

ONU

Le Conseil économique et social de l'ONU fête ses 75 ans

L'un des six principaux organes de l'ONU, le Conseil économique et social (ECOSOC) des Nations Unies a célébré, samedi, ses 75 années de travail en faveur du développement.

Ce Conseil a été établi par la Charte des Nations Unies qui entra en vigueur le 24 octobre 1945 et a tenu sa première réunion le 23 janvier 1946 à Londres.

L'ECOSOC a pour mandat de promouvoir la coopération internationale sur les questions économiques, sociales et culturelles.

Il est plus précisément chargé de promouvoir des niveaux de vie plus élevés, le plein emploi et les conditions pour le progrès et le développement économiques et sociaux.

Cet organe veille également au respect universel des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion.

"Depuis l'adoption de la Charte, tout le système de coopération internationale sur les questions économiques, sociales, sanitaires, humanitaires et de développement a été créé sous l'égide du Conseil économique et social", a déclaré le président de l'ECOSOC, Munir Akram, dans un message publié à l'occasion du 75e anniversaire de l'organe onusien.

Aujourd'hui, 20 organisations internationales, commissions régionales et entités autonomes font rapport chaque année au Conseil économique et social.

Au fil des ans, l'ECOSOC a été l'organe central de discussion sur les politiques économiques, sociales et de développement.

"Quelques-uns des principaux concepts de développement - l'objectif de 0,7% d'aide publique au développement, le concept de droits de tirage spéciaux liés au développement, le traitement spécial et préférentiel des pays en développement dans le commerce international, tout cela a évolué dans le cadre des discussions politiques de l'ECOSOC", a rappelé M.

Akram, qui est également ambassadeur du Pakistan à l'ONU et qui a été élu le 23 juillet 2020 à la présidence de l'organe.

L'ECOSOC a joué un rôle déterminant dans l'adoption des stratégies de développement international, des objectifs du Millénaire pour le développement et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses 17 objectifs (ODD).

Alors que le monde est aujourd'hui confronté à la plus grave crise sanitaire et économique mondiale depuis la création des Nations Unies et de l'ECOSOC, les ressources financières nécessaires au redressement des pays en développement restent à mobiliser.

"La pauvreté a augmenté, tout comme la faim", a déploré M. Akram, notant que "la réalisation des ODD est remise en question. La menace du changement climatique semble imminente. Et rien ne garantit que le vaccin pour arrêter la pandémie de Covid-19 sera équitablement accessible aux pays les plus pauvres", a-t-il dit.

CONSTANTINE

Relance "incessamment" des travaux de réhabilitation de la mosquée Sidi Lakhdar

Les procédures administratives relatives au projet de réhabilitation de la mosquée Sidi Lakhdar de Constantine "ont été achevés" et les travaux seront lancés "incessamment", a-t-on appris vendredi auprès de la commission de la culture et du tourisme et du développement local de l'Assemblée populaire de wilaya (APW).

L'étude de réhabilitation de ce lieu de culte à grande valeur architectural et historique a été approuvée et le marché de réalisation vient d'être attribué pour un montant de plus de 140 millions de dinars, selon les informations recueillies auprès des membres de cette même commission. Un nouveau cahier des charges avait été élaboré pour la reprise des travaux de réhabilitation de l'ancienne mosquée Sidi Lakhdar conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune qui avait instruit à l'occasion de la Journée du Savoir (Yaoum El Ilm), célébrée annuellement le 16 avril la restauration des vieilles mosquées dont la mosquée Sidi Lakhdar, a-t-on rappelé de même source.

Les travaux de restauration de cette mosquée ancestrale lancés en 2014 dans le cadre des préparatifs de la manifestation Constantine capitale 2015 de la culture arabe avaient été interrompus pour diverses raisons en rapport notamment avec les aspects administratifs et technique du projet, a-t-on encore rap-

plé. Ce monument fut réalisé sous le règne de Hassan Ben Houcine en 1736, et est considéré comme un des lieux de culte à grande valeur architecturale avec ses colonnes de marbre galbées et ses élégants chapiteaux sculptés. A Constantine, douze (12) mosquées dont celle de Sidi Lakhdar et huit (8) zaouïas étaient concernées par les travaux de réhabilitation, lancés en 2014, dans le cadre des

préparatifs de la manifestation culturelle et la plupart des chantiers est actuellement à l'arrêt pour des contraintes techniques, selon les explications des autorités locales.

Sur les 12 mosquées concernées par la réhabilitation, 2 mosquées, Hassan Bey et Djamaâ El Kebir ont été réhabilitées et rouvertes alors que les chantiers des 10 mosquées restantes ont été gelés, a-t-on rappelé.

En octobre 2020, le gel avait été levé sur les projets de réhabilitation de cinq vieilles mosquées à savoir Sidi Lakhdar, Rebaine Cherif, Sidi Afane, Sidi El Katani et Bachtarzi, a-t-on encore rappelé.

MUSIQUE - DÉCÈS

Le percussionniste Guem n'est plus

Le percussionniste et danseur algérien, Abdelmadjid Guemguem, dit "Guem", célèbre pour avoir accompagné plusieurs figures du jazz, est décédé vendredi à Paris à l'âge de 73 ans, a-t-on appris auprès de ses proches.

Né le 9 mars 1947 à Batna, Guem s'est associé à plusieurs troupes musicales locales comme percussionniste.

Sa première apparition sur scène remonte à 1966 lors d'un bal populaire en France où il s'installe plus tard et sera invité à jouer dans des bals et des cafés, notamment dans la capitale française.

Guem est engagé par le Centre américain de Paris, une structure culturelle



qui a accompagné de nombreux musiciens et chanteurs dans leurs premiers pas.

Guem aura l'occasion, grâce à cette institution, d'accompagner des jazzmen à l'image de Steve Lacy et Michel Portal ainsi que la chanteuse Colette Magny.

Créant une musique basée exclusivement sur la percussion, il enregistre plusieurs albums présentés lors tournées internationales. Egalement danseur, Guem a enseigné la percussion qu'il lie systématiquement à la danse. Il sort en 1973 son premier opus intitulé "Percussions Africaines", suivi cinq ans plus tard d'un album coréalisé avec ses élèves du Centre culturel américain. Compositeur, Guem est l'auteur notamment du morceau "Le Serpent", réenregistré en 1996 pour le générique de l'émission "Ca se discute" diffusée sur une chaîne de la Télévision française. "Quand les percussions brésiliennes retrouvent leurs racines africaines" (1981),



"Roses des Sables" (2003), "Mon Paris" (2011) comptent parmi les œuvres de Guem qui a toujours accordé une place de choix à la percussion dans son univers musical.

L'artiste s'est produit dans de nombreux pays notamment à Cuba, au Brésil ou encore en France en plus d'un spectacle animé à Alger en 2013.

Le réalisateur algérien Hamid Benamra lui a consacré un film intitulé "L'homme aux mille mains" actuellement en cours de finalisation et qui devrait sortir à la fin de l'année 2021.

BREXIT - MUSIQUE

Des stars britanniques accusent Londres d'avoir "laissé tomber" les musiciens

Des stars britanniques de la musique, dont Elton John et Sting, ont accusé mercredi leur gouvernement d'avoir "honteusement laissé tomber" les musiciens, qui ne peuvent plus se déplacer librement pour leurs tournées dans l'Union européenne à cause du Brexit.

Au total, plus de 100 stars, de chanteurs pop comme Ed Sheeran à des compositeurs comme Judith Weir, ont cosigné une lettre publiée par le journal The Times, dénonçant "le trou béant" auquel sont confrontés les musiciens.

La fin de la libre circulation entre le continent et le Royaume-Uni depuis le 1er janvier leur impose à présent d'obtenir des visas individuels avant de se déplacer dans tout pays de l'UE, entraînant aussi des coûts supplémentaires.

Londres et Bruxelles se renvoient la responsabilité de cette situation. Le gouvernement britannique a affirmé avoir fait des propositions à l'UE en vue d'arriver à "un accord ambitieux sur les déplacements temporaires des voyageurs d'affaires qui aurait couvert les musiciens", mais l'UE a refusé, selon lui. Le négociateur européen sur le Brexit, Michel Barnier, a, lui, nié s'être opposé pendant les pourparlers à la libre circulation des musiciens, assurant avoir



soumis à Londres "des propositions assez ambitieuses en matière de mobilité".

Selon les signataires de la lettre, les coûts supplémentaires engendrés par ces nouvelles formalités rendront "beaucoup de tournées non viables, surtout pour les jeunes musiciens émergents qui peinent déjà à garder la tête hors de l'eau en raison de l'interdiction de la musique live dans le cadre de la pandémie".

Une pétition auprès du gouvernement et du Parlement britannique pour réclamer une exemption de visas pour les professionnels de la musique et artistes a recueilli plus de 263.000 signatures.

L'industrie musicale britannique est déjà ravagée par la pandémie de la Covid-19 et les nouvelles restrictions ont repoussé sine die la perspective d'un retour dans les salles de concerts, des tournées et des festivals.

ETATS UNIS - MÉDIAS

L'administration Biden limoge la chargée des réseaux de radiodiffusion du Moyen-Orient

La chargée des réseaux de radiodiffusion du Moyen-Orient (MBN) financés par le gouvernement américain, Victoria Coates, désignée à ce poste par l'ex-président Donald Trump a été limogée par l'administration Biden, rapporte le site web du média "Politico" basé à Washington.

"Victoria Coates, qui a été embauchée en tant que présidente des réseaux de radiodiffusion du Moyen-Orient financés par le gouvernement à la fin de la présidence de Donald Trump, a été licenciée par l'administration Biden", a-t-elle déclaré dans un communiqué, repris par le média.

Mme Coates a déclaré, dans son communiqué, que son adjoint au réseau, Rob Greenway, avait reçu vendredi un appel de sa collègue Kelly Sullivan l'informant qu'elle avait été informée dans un mail qu'elle était désignée présidente de MBN, avec effet immédiat, et que son poste avait été immédiatement résilié.

Mme Coates a rappelé que son contrat

spécifiait que "sa durée serait d'au moins deux ans et ne pouvait être révoquée que pour une condamnation criminelle", rapporte Politico.

Un porte-parole de la Maison Blanche n'a pas immédiatement fait de commentaire sur ces informations.

Mme Coates avait quitté la Maison Blanche pour devenir conseillère principale au ministère de l'Énergie avant d'être nommée en décembre dernier présidente de MBN, qui exploite la télévision par satellite arabe, (chaîne Alhurra et Radio Sawa), et les sites tels que (Raise Your Voice, and the Square), selon la même source. Elle est la cinquième fonctionnaire qui a été limogée par l'administration Biden ou a démissionné cette semaine, d'après Politico.

Les dirigeants de Top Voice of America, Robert Reilly et Elizabeth Robbins, ont également été licenciés, tandis que Jeffrey Shapiro a démissionné de son poste de directeur de l'Office of Cuba Broadcasting.

APS

STREAMING

Plus de 450 millions de dollars dépensés par les Sud-Coréens sur Netflix en 2020

Les Sud-Coréens ont dépensé plus de 500 milliards de wons (454 millions de dollars) sur Netflix en 2020, soit le double du montant enregistré l'année précédente, pour en faire le service de streaming vidéo le plus populaire dans le pays.



Selon une enquête menée auprès de la population sud-coréenne, les paiements par cartes de crédit locales pour Netflix auraient atteint 517,3 milliards de wons en 2020, contre 248,3 milliards de

wons en 2019 et seulement 65,7 milliards de wons en 2018. L'ensemble des utilisateurs de Netflix en Corée du Sud s'élèverait à près de 7,58 millions à fin 2020, en incluant les utilisateurs du service sur

smartphone, ajoute la même source. Le géant du streaming américain est suivi de plateforme locale comme Wavve avec 2,69 millions d'utilisateurs et Tving avec 2,37 millions, précise l'enquête.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Tesla accuse un ancien salarié du vol de 26.000 fichiers confidentiels



Tesla accuse un ancien salarié d'avoir volé 26.000 dossiers confidentiels entre son embauche le 28 décembre 2020 et son licenciement pour ces faits une semaine plus tard, et a déposé vendredi une plainte devant un tribunal de Californie.

Des téléchargements interdits ont été repérés le 6 janvier 2021, et cet ingénieur informatique, qui télétravaillait en raison du Covid, a assuré qu'il ne s'agissait que de dossiers administratifs personnels, selon cette plainte.

Mais Tesla, qui explique l'avoir immédiatement convoqué en visioconférence lorsque les téléchargements ont été signalés, accuse également cet ex-salarié d'avoir cherché à détruire les preuves.

Le groupe assure que lors de cet entretien, l'ingénieur a refusé de donner l'accès à son ordinateur, et "a pu être vu (...) se pressant d'effacer des informations de son ordinateur", détaille la plainte.

L'homme s'est ensuite, à la demande des responsables de Tesla qui l'avaient convoqué, identifié sur le site de Dropbox, qui permet du stockage de fichiers en ligne.

"Cela a révélé que les mêmes fichiers Tesla confidentiels vus sur son ordinateur portable étaient toujours disponibles via son compte de stockage cloud", indique encore la plainte déposée par le constructeur de véhicules électriques.

Les téléchargements ont commencé le 31 décembre 2020, et ont duré jusqu'au 4 janvier 2021, avec des téléchargements "additionnels" le 6 janvier, selon Tesla.

Les fichiers téléchargés "n'ont rien à voir avec ses responsabilités", et concernent l'automatisation de certains procédés de fabrication et de commercialisation, qui pourraient être utiles à un concurrent "pour créer un système automatisé similaire en fraction du temps et avec une fraction de l'argent dépensés par Tesla pour le construire".

"Après avoir découvert le vol (...) des secrets commerciaux de Tesla, et en raison de son mensonge et de dissimulations répétés au cours de l'enquête, Tesla a renvoyé (l'ingénieur) le jour-même", est-il encore précisé.

Celui-ci a expliqué au New York Post avoir transféré ces documents dans sa Drpbox par erreur.

APS

PUBLICITÉ

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ALGER
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION LOCALE DES ÉLECTIONS ET DES ÉLUS
APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES
N° 01 / DALEE/WA/2021

NIF : 410002000016085

Suite à la déclaration de l'infirmité de l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales N°:05/DALEE/WA/2020, La direction de L'Administration locale, des élections et des élus de la wilaya d'Alger lance pour la troisième (3^{ème}) fois un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales pour les travaux « Reste à réaliser au niveau de l'unité républicaine de sécurité (URS) Birtouta à savoir :

- 1/Travaux d'achèvement du poste police
- 2/Travaux d'achèvement de l'abri véhicule
- 3/Habillage et équipement du stand de tir
- 4/Surélévation du mur de clôture

Le présent avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales, s'adresse aux entreprises ayant un certificat de qualification et classification professionnelle de **catégorie quatre (04) ou plus**, activité principale bâtiment, en cours de validité, ayant aussi réalisé un chiffre d'affaires minimum moyen des années (2016-2017-2018) de cinquante millions de dinars (50.000.000,00DA), un architecte ou ingénieur en génie civil et un rétro-chargeur.

NB : Les pièces justificatives

- 1/ Certificat de qualification et classification professionnelle de catégorie 04 ou plus, activité principale bâtiment, en cours de validité.
- 2/ attestation de bonne exécution visée par le service contractant du service public durant les 10 dernières années.
- 3/ Les bilans financiers des années (2016, 2017 et 2018), visés par les services des impôts.
- 4/le diplôme pour l'architecte ou ingénieur en génie civil et affiliation CNAS
- 5/la carte grise pour le rétro-chargeur.

Les entreprises intéressées par le présent appel d'offres sont appelées à retirer le cahier des charges auprès de la Direction de l'Administration Locale, des Elections et des Elus (DALEE) de la wilaya d'Alger (2ème étage) ex CPVA, site au 08, Rue ASSELAH Houcine, Alger centre, Alger.

L'offre de chaque soumissionnaire doit comprendre un dossier de candidature, une offre technique, une offre financière conformément aux dispositions de l'article 11 du cahier des charges.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » et « offre financière », selon le cas, ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention suivante :

« A N'ouvrir que par la Commission d'Ouverture des Plis et d'Évaluation des Offres »
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS
MINIMALES N°:01/DALEE/WA/2021 DU.....

RESTE A REALISER DU PROJET DE REALISATION D'UNE UNITE REPUBLICAINE DE SECURITE (URS) A BIRTOUTA AVEC 04 LOGEMENTS ET ACQUISITION D'UN GROUPE ELECTROGENE

- 1/ Travaux d'achèvement du poste police-2/ Travaux d'achèvement de l'abri véhicule-3/ Habillage et équipement du stand de tir-4/ Surélévation du mur de clôture

LE DOSSIER DE CANDIDATURE DOIT COMPRENDRE :

- La déclaration de candidature, selon le modèle ci-joint dûment renseignée, signée et cachetée par le soumissionnaire.
- La déclaration de probité selon le modèle ci-joint dûment renseignée, signée et cachetée par le soumissionnaire.
- La déclaration du sous-traitant selon le modèle ci-joint dûment renseignée, signée et cachetée par le soumissionnaire et le sous-traitant si il ya lieu.
- Le statut de l'Entreprise s'il ya lieu.
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'Entreprise (délégation de signature s'il ya lieu).

La suite des documents à fournir est mentionnée dans l'article 11 du cahier des charges.

2-L'OFFRE TECHNIQUE DOIT ETRE CONSTITUEE DES DOCUMENTS SUIVANTS:

- Une déclaration à souscrire selon le modèle ci-joint dûment renseignée, signée et cachetée par le soumissionnaire.
- le cahier des charges, signé, paraphé, daté et écrit à la dernière page « lu et accepté »
- Tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif et tout autre document exigé.

La suite des documents à fournir est mentionnée dans l'article 11 du cahier des charges.

3-L'OFFRE FINANCIERE DOIT COMPRENDRE :

- La lettre de soumission selon le modèle ci-joint dûment renseignée, signée et cachetée par le soumissionnaire.
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) dûment rempli, signé et cacheté par le soumissionnaire.
- Le détail quantitatif et estimatif (DQE) dûment rempli, signé et cacheté par le soumissionnaire.

La durée de préparation des offres est fixée à **Quinze (15) jours**, à compter de la date de la première parution de l'avis d'appel d'offres dans BOMOP ou la presse.

Le jour de dépôt des offres correspond au dernier jour de la durée de préparation des offres.

L'heure limite de dépôt des offres est fixée à **12H00Min**.

La réunion d'ouverture des plis se tiendra le dernier jour de la durée de préparation des offres à **14H00Min**, si ce jour coïncide avec un jour férié, ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les offres resteront valables pendant une durée égale à la durée de préparation des offres augmentée de trois (03) mois, à partir de la date d'ouverture des plis.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis.

Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°1340

drogues dopantes intimidera	hâlera bien potelée	plus se- rait trop clarté du matin	réside chape- lets	faible extirpez	accompli mon temps	sourdes manguée
véhicule de bébé court- circuitier			début de révolte à poil		durillon dira toute la liste	
réunion de grains		un peu fou			prépo- sition Zeus la fit vache	
distend		écornées	obtenu	serein		
fruit tropical			tavernier	vient après		
moteur		mot pour familier rame très rapide	dépôt de vapeur	lutte au Japon roche éruptive		petites planches
devinette	comptai inséré				attaque éclair cours au début	douze mois refuge
expédiera			trauma- tisa style jamaïcain	canton de G.Tell		
régiment d'antan		parvins à atteindre		ventilais	terme sur le court	élargir
abon- dance	est solide pleurni- cher	niveau			elle vous fait roi	
ajusta			oiseau de mer outil de sourcier	parties du nez	répare	cham- pion choisi- rais
escro- quée				fortune		groupes fana- tiques
à moi			machins enrou- lement			
de bon matin			placé à l'étude		montrer sa joie tendre intérieur	
		stimulé	oublié		fief du skipper bel embaumé	roue de poulie
	ressas- sai forme de ferre	rhythme moderne			technique rare	
prendre la fuite				unie	feuilleté	
repro- duira					émous- sas	

Solution

Sudoku n°2640

5	8	1	4	2	9	7	3	6		5	1	3	2	7	8	4	9	6			
7	3	4	1	8	6	5	9	2		2	9	8	5	4	6	7	3	1			
2	6	9	7	3	5	4	8	1		6	7	4	5	1	3	8	2	5			
6	1	8	9	7	3	2	4	5		7	4	5	3	8	2	6	1	9			
9	4	7	6	5	2	8	1	3		1	8	2	4	6	9	3	5	7			
3	5	2	8	4	1	9	6	7		3	6	9	1	5	7	2	8	4			
1	2	6	5	9	8	3	7	4		6	2	9	8	5	1	6	3	4	9	7	2
8	7	3	2	1	4	6	5	9		1	8	3	4	2	7	8	9	1	5	6	3
4	9	5	3	6	7	1	2	8		7	4	5	9	3	6	7	2	5	1	4	8
										2	8	3	5	7	1	6	9	4			
										9	4	7	3	6	8	5	1	2			
										5	1	6	2	9	4	7	8	3			
2	5	3	7	4	6	8	9	1		4	3	7	2	6	5	7	3	8	9	4	1
7	1	8	3	2	9	4	6	5		8	1	2	3	7	9	1	4	2	8	6	5
4	6	9	1	5	8	7	3	2		9	5	6	1	4	8	9	6	5	2	7	3
9	4	6	2	1	5	3	8	7		6	8	2	5	1	7	4	3	9			
8	7	2	9	6	3	1	5	4		5	3	7	6	9	4	1	8	2			
1	3	5	8	7	4	6	2	9		9	1	4	2	8	3	7	5	6			
3	8	7	4	9	2	5	1	6		4	5	3	8	2	9	6	1	7			
5	2	1	6	3	7	9	4	8		8	9	1	3	7	6	5	2	4			
6	9	4	5	8	1	2	7	3		7	2	6	4	5	1	3	9	8			

Mots Croisés n°2640

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1	S	T	R	O	B	O	S	C	O	P	I	E
2	T	R	I	B	U	T	A	I	R	E		X
3	A	I	M	E	R	A		A	D	R	E	T
4	L	E	A	S	I	N	G		O	I	S	E
5	A	R	I	E	N		A	R	N	T	E	S
6	G	A		S	E	R	V	A	N	T	E	S
7	M	I	T		R	U	A	D	E		N	I
8	I	S	O	L	A	I		A		E	C	O
9	T		R	A	I	N	U	R	E		E	N
10	E	J	E	C	T	E	S		M	E	S	S

Grille géante n°1340

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M
1	S	T	R	O	B	O	S	C	O	P	I	E	
2	T	R	I	B	U	T	A	I	R	E		X	
3	A	I	M	E	R	A		A	D	R	E	T	
4	L	E	A	S	I	N	G		O	I	S	E	
5	A	R	I	E	N		A	R	N	T	E	S	
6	G	A		S	E	R	V	A	N	T	E	S	
7	M	I	T		R	U	A	D	E		N	I	
8	I	S	O	L	A	I		A		E	C	O	
9	T		R	A	I	N	U	R	E		E	N	
10	E	J	E	C	T	E	S		M	E	S	S	

CHAMPIONNAT D'AFRIQUE D'ATHLÉTISME - PRÉPARATIFS

Rénovation prochaine du stade des "Castors" (Oran)

Le stade d'athlétisme des "Castors" bénéficiera dans les prochaines semaines d'une vaste opération de rénovation en prévision du championnat d'Afrique d'athlétisme (seniors) prévu à Oran du 1er au 5 juin, a appris l'APS dimanche auprès de la direction locale de la jeunesse et des sports.

Cette infrastructure, la seule à Oran dédiée à la discipline en attendant l'inauguration du stade d'athlétisme relevant du nouveau complexe sportif, servira de site d'entraînement lors du rendez-vous continental, a précisé la même source.

Les travaux de rénovation toucheront tous les équipements du stade, à l'image de la piste, qui sera totalement rénovée, des gradins et des vestiaires, assure-t-on encore de même source.

Cet équipement, qui abrite les entraînements d'une vingtaine de clubs locaux en athlétisme, mais aussi d'autres spécialités, se trouve actuellement dans un piteux état.

Sa réhabilitation permettra de l'exploiter lors du championnat d'Afrique d'athlétisme, et aussi à l'occasion des Jeux méditerranéens (JM) programmés également dans la capitale de l'Ouest du 25 juin au 5 juillet 2022, souligne-t-on.

Outre ce stade, les



athlètes concernés par le championnat d'Afrique d'athlétisme auront également à s'entraîner, lors de cette épreuve, au niveau du stade d'athlétisme relevant du nouveau complexe sportif d'Oran en cours de construction.

Les travaux du stade en question "avancent bien", a indiqué à l'APS, Sofiane Benchechor, chargé des infrastructures sportives concernées par les JM, in-

formant au passage que la pose de la piste d'athlétisme et la semence de la pelouse du terrain démarrent bientôt.

Quant au stade principal de 40.000 places, relevant du même complexe et qui accueillera la compétition officielle lors du championnat d'Afrique, il devrait être livré avant le 31 mars prochain, selon le calendrier établi récemment par le ministre de la Jeunesse et

des Sports, Sid Ali Khaldi, et les parties intervenant dans le projet, lors d'une réunion tenue à Alger, rappelle-t-on.

Dans ce contexte, deux experts étrangers spécialisés dans la pose de la piste d'athlétisme sont à pied d'oeuvre à Oran pour piloter l'opération, en attendant l'arrivée, cette semaine, de la piste fabriquée en Suisse, a fait savoir Sofiane Benchechor.

HALTÉROPHILIE

Le Congrès constitutionnel de la fédération internationale repoussé

Le Congrès constitutionnel de la Fédération internationale d'haltérophilie (IWF) a été repoussé aux 29 et 30 avril, a annoncé l'instance sur son site. "Le Conseil de l'IWF a décidé d'élargir la portée de la réforme de la gouvernance et d'ajuster la date de son prochain Congrès constitutionnel, afin de tenir compte de cette marge plus ambitieuse de changement positif", a indiqué l'IWF.

À la place des amendements constitutionnels initialement envisagés, les membres indépendants de la Commission de réforme et de gouvernance ont proposé un tout nouveau document qui remplace l'actuelle Constitution de l'IWF. "Sur la base d'un examen approfondi de la gouvernance de l'IWF par les membres indépendants de notre Commission de réforme et de gouvernance, il est devenu clair que des amendements ne suffiraient pas pour nous amener aux normes les plus élevées et atteindre les objectifs que nous suggérerait le CIO", a expliqué le président par intérim de l'instance, Michael Irani.

L'actuel responsable de l'IWF a estimé qu'il est important de veiller à ce que les athlètes et les fédérations membres aient suffisamment de temps pour examiner les propositions complètes et les commenter avant de voter.

L'instance internationale est convaincue que le nouveau calendrier va permettre de fournir aux fédérations membres une vision claire de l'avenir de la gouvernance de l'IWF tout en répondant à l'appel du CIO pour une réforme globale bien à l'avance pour l'après Tokyo-2020. Le Congrès électoral de l'IWF est toujours prévu les 26 et 27 mars.

AG ORDINAIRE DE LA FÉDÉRATION DE RUGBY

Adoption des bilans moral et financier de l'exercice 2020

Les membres de l'Assemblée générale (AG) de la Fédération algérienne de rugby (FAR), réunis samedi en session ordinaire à Alger, ont adopté à l'unanimité les bilans moral et financier de l'année 2020.

Les 23 membres présents sur les 24 que compte l'AG ont également installé les commissions de candidature, de vote, de recours et de passation de consignes pour l'assemblée générale électorale prévue le 7 février prochain.

"Le dernier délai pour le dépôt des candidatures a été fixé au 28 janvier à 18h00", indique la FAR.

Dans une récente déclaration à l'APS, le président de la FAR, Sofian Ben Hassen, a annoncé sa candidature pour un nouveau mandat olympique à la tête de l'instance fédérale, dans le but de "poursuivre le développement de la discipline au niveau national et consolider les acquis obtenus sur le plan international, notamment la course à la qualification au Mondial-2023".

Dans une note méthodologique relative au processus de renouvellement des structures d'organisation et d'animation sportives nationales, le ministère de la Jeunesse et des Sports a fait savoir que les assemblées générales ordinaires (AGO) et les assemblées générales électorales (AGE) des fédérations sportives nationales devront se tenir au plus tard le 15 avril prochain. "Un intervalle maximum de 15 jours doit être observé entre l'organisation de l'AGO et l'AGE", ajoute le MJS.

Composition des différentes commissions :
Commission de candidature : Mezal Nadour, Aïssaoui Mohamed
Commission de vote : Hireche Hamid, Chama Saïd
Commission de recours : Bousbai Slimane, Ferhat Cherif
Commission de passation de consignes : Yahi Menaour.

APS

TENNIS / CIRCUIT PRO-FÉMININ EN TUNISIE

Reprise le 1er février à Monastir pour l'Algérienne Ibbou

Après un arrêt forcé en raison de la pandémie de nouveau coronavirus, la tennismen algérienne Inès Ibbou devrait reprendre la compétition le 1er février en Tunisie, à l'occasion d'un tournoi du Circuit pro-féminin à Monastir, selon la liste préliminaire d'admission, dévoilée dimanche par les organisateurs.

Une hausse significative des cas de contamination au COVID-19 en Tunisie à la fin du mois de décembre dernier avait engendré, en effet, l'annulation de plusieurs manifestations sportives dans ce pays, dont certains tournois de tennis, par souci de limiter la propagation du virus.

Aujourd'hui que les conditions sanitaires le permettent, les tournois

de tennis vont reprendre en Tunisie à partir du début du mois de février prochain, et l'Algérienne de 21 ans s'est portée candidate pour un tournoi à 15.000 USD à Monastir.

Une compétition prévue sur surface rapide et qui devrait enregistrer la participation de certaines joueuses relativement assez classées chez la Women's Tennis Association (WTA).



Une hiérarchie dans laquelle Ibbou pointe au 596e rang qu'elle a conservé pendant trois semaines consécutives.

COMITÉ INTERNATIONAL PARALYMPIQUE

Ouverture des candidatures pour le Conseil des athlètes

Le Comité international paralympique (IPC) a annoncé sur son site, l'ouverture du processus de nomination pour le Conseil des athlètes, avant une élection qui aura lieu aux Jeux paralympiques de Tokyo-2020. "Les candidatures sont acceptées jusqu'au vendredi 2 avril 2021 et les candidats doivent être nommés via leurs Comités nationaux paralympiques (CNP) respectifs", a indiqué

l'IPC. Le Conseil des athlètes de l'IPC est un groupe composé de 12 paralympiens actuels et retraités, et d'un représentant de la commission des athlètes du Comité international olympique (CIO). Ils sont la voix des athlètes paralympiques actuels, futurs et retraités au sein du Mouvement paralympique, avec l'objectif de le soutenir sur et en dehors des terrains. Le mandat des six

représentants des athlètes d'été au sein du Conseil des athlètes de l'IPC (élus lors des Jeux Paralympiques de Rio 2016) prendra fin lors de l'édition de Tokyo-2020, reportée à l'été prochain à cause du coronavirus.

Selon la présidente sortante du Conseil des athlètes de l'IPC, Chelsey Gotell, "le conseil a enregistré des progrès au cours des cinq dernières années pour accroître sa présence

et sa voix au sein de l'IPC et du Mouvement paralympique". Pour sa part, le président de l'IPC, le Brésilien Andrew Parsons, a assuré que les soucis des athlètes doivent être au centre des préoccupations de l'IPC. "Leur voix doit être au cœur des discussions et des décisions qui sont prises pour l'avenir du Mouvement paralympique et de nos athlètes", a-t-il expliqué.

LIGUE 1 - CS CONSTANTINE

Bezzaz : «La situation est difficile mais redressable»

Le nouveau directeur sportif du CS Constantine, Yacine Bezzaz, a regretté dimanche la mauvaise passe que traverse son équipe en championnat de Ligue 1 de football, mais s'est dit "confiant" quant aux capacités des joueurs à redresser la barre.

"Je suis arrivé au moment où l'équipe traverse une mauvaise passe en championnat, nous avons mal entamé la compétition.

Mais je reste confiant quant à la possibilité de redresser la barre, d'autant plus que le parcours est encore long pour nous racheter et progresser dans le classement", a indiqué à l'APS Bezzaz.

Le CSC a complètement raté son départ, avec des statistiques inquiétantes : une victoire, quatre nuls et trois défaites, dont la dernière a été concédée vendredi à domicile face au leader l'ES Sétif (0-1).

Le club phare de "Cirta", qui compte un match en moins à disputer en déplacement face au CR Belouizdad, occupe la 16e place au classement avec 7 points.

"Nous allons profiter du mercato d'hiver exceptionnel (25-31 janvier, ndlr) pour nous renforcer, notamment dans le secteur offensif. Nous au-



rons droit à deux joueurs", a-t-il ajouté. Concernant le poste d'entraîneur est vacant après la démission d'Abdelkader Amrani, l'ancien international algérien a indiqué que le nouveau coach sera connu au cours de la semaine. "Nous

sommes en train d'étudier quelques CV. Nous allons opter pour celui qui a le bon profil, il sera un technicien algérien.

Nous avons écarté l'idée d'engager un étranger, avec cette perte de temps pour son adaptation. L'entraîneur local

connaît la mentalité du joueur algérien et sait surtout comment réagir devant de telles situations", a-t-il conclu.

Lors de la 10e journée prévue mardi, le CSC effectuera un déplacement périlleux à Béchar pour défier la JS Saoura (15h00).

LIGUE 1 FRANÇAISE - OGC NICE

Ursea salue la prestation de Boudaoui face à Lens

L'entraîneur de l'OGC Nice, Adrian Ursea, n'a pas tari d'éloges sur le milieu international algérien Hicham Boudaoui, auteur d'un "bon match" samedi en déplacement face au RC Lens (1-0), dans le cadre de la 21e journée du champion-

nat de Ligue 1 française de football.

"Il fallait que je change quelque chose, que je trouve quelque chose sur le plan tactique et collectif. Hicham a fait un sacré bon match.

Je l'ai mis là parce que je voulais qu'il

joue ce rôle de numéro 6 car c'est un joueur extrêmement intelligent, qui a une grosse capacité à retransmettre sur le terrain, tout de suite avec beaucoup d'efficacité, les choses qu'on lui demande", a réagi le coach niçois sur le site officiel du club.

L'unique but de la partie a été inscrit par l'autre international algérien de Nice, Youcef Atal (49e), sorti juste après sur blessure à la cuisse.

Il s'agit du premier but de la saison pour Atal qui n'est pas épargné par les blessures depuis quelques mois déjà.

"Hicham est un garçon qui court beaucoup, environ 12 kilomètres, et les courses qu'il fait sont à haute intensité.

On a véritablement un profil que beaucoup d'entraîneurs aimeraient bien avoir. Ce soir, je suis très satisfait de sa performance", a ajouté le successeur de Patrick Vieira sur le banc de la formation azuréenne.

Il s'agit de la première victoire de l'OGC Nice depuis cinq journées.

A l'issue de ce succès, Nice rejoint provisoirement à la 12e place Brest avec 26 points chacun.

LIGUE 1 / MC ORAN

Les joueurs reprennent l'entraînement après une journée de grève

Les joueurs du MC Oran ont repris dimanche matin l'entraînement après avoir boudé la séance de la veille pour réclamer la régularisation de leur situation financière, a-t-on appris de ce club de Ligue 1 de football.

Cette reprise s'est effectuée suite à l'entrevue qu'a eue le président du club Tayeb Mahiaoui avec le capitaine d'équipe Oussama Litim, au cours de laquelle le boss oranais s'est engagé à régler une partie du dû des joueurs dans les prochains jours, précise-

t-on de même source. Le MCO, quatrième au classement et vaincu depuis le début du championnat, jouera en déplacement face à l'USM Alger mardi dans le cadre de la 10e journée, un rendez-vous que manqueront les deux joueurs Chaouti et Khetab pour blessures, souligne-t-on. Le président Mahiaoui a indiqué, dans un point de presse, que la trésorerie du club a dépensé 200 millions de dinars depuis l'intersaison, et qu'une grande partie de cette somme d'ar-



gent a servi à régler les dettes "laissées par les précédentes directions". Il a ajouté avoir besoin "d'au moins 50 mil-

lions de dinars supplémentaires pour assurer le bon fonctionnement du club lors des trois prochains mois".

PRÉSIDENTIELLE DE LA CAF

"La Fifa est intéressée par les élections"

Le directeur chargé du développement du football à la Fifa Véron Mosengo-Omba, a réitéré, samedi à Praia, l'intérêt de l'instance internationale pour les élections de la Confédération africaine de football (CAF) prévues le 12 mars à Rabat.

"La Fifa est fortement intéressée, mais elle ne vote pas", a dit M. Mosengo-Omba en donnant conjointement une conférence de presse avec le président de la zone A de l'Union des fédérations ouest-africaines de football (UFOA), Antonio Souaré. Le président de la Fédération cap-verdienne de football, Mario Semedo, a pris part à cette rencontre organisée en marge d'une assemblée générale de la zone A de l'UFOA.

Augustin Senghor et Ahmed Yahya, présidents des fédérations de football du Sénégal et de la Mauritanie, deux pays membres de l'UFOA A, sont candidats à la présidence de la CAF.

D'autres officiels de ladite zone de l'UFOA - constituée de neuf pays - vont briguer des postes au sein du comité exécutif de la CAF. C'est le cas du Guinéen Antonio Souaré, mais aussi du Libérien Mustapha Raji. La candidature d'Augustin Senghor a été validée, celle de l'Ivoirien Jacques Anouma aussi.

Mais il reste à la commission chargée de la gouvernance au sein de la CAF des vérifications à faire, concernant celles d'Ahmed Yahya et du Sud-Africain Patrice Motsepe. Ces deux candidats ont rendez-vous, le 28 janvier, au Caire, avec la commission chargée de la gouvernance. Cette dernière désapprouve la décision du comité d'urgence de la CAF, ratifiée par le comité exécutif, deux instances qui veulent que les candidatures à la présidence de la CAF soient soumises à l'appréciation de la Fifa.

Elles arguent que la Fifa a son mot à dire dans la mesure où le président de la CAF est en même temps vice-président de l'instance mondiale. Les membres africains du conseil de la Fifa et ceux du comité exécutif de la CFA seront élus, eux aussi, le 12 mars à Rabat.

COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS 2021 (U20)

Le tirage au sort fixé au 25 janvier

La cérémonie du tirage au sort de la Coupe d'Afrique des Nations U-20, Mauritanie 2021 se déroulera ce lundi 25 janvier 2021 à Yaoundé, au Cameroun, a indiqué la Confédération africaine de football (CAF). Le coup d'envoi du processus sera donné à 11h00 heure locale (10h00 GMT).

En raison des restrictions liées à la COVID-19, l'accès aux médias sera limité. La cérémonie sera diffusée en direct sur les plateformes digitales de la CAF. Par ailleurs, les modalités relatives à la procédure de tirage au sort seront envoyées ultérieurement. Douze (12) équipes se sont qualifiées pour le tournoi final à savoir : La Mauritanie (l'hôte), le Burkina Faso, le Cameroun, la République centrafricaine, la Gambie, le Ghana, le Maroc, le Mozambique, la Namibie, la Tanzanie, la Tunisie et l'Ouganda. Pour rappel, la sélection algérienne des moins de 20 ans avait échoué à se qualifier pour la CAN 2021 en terminant à la 4e et dernière place du tournoi de l'UNAF avec un triste bilan d'un nul face à la Tunisie (1-1) et deux défaites devant la Libye et le Maroc sur le même score (1-0).

LIGUE 1 (21E JOURNÉE) / OGC NICE Youcef Atal marque puis sort sur blessure face à Lens 1-0

Le défenseur international algérien de l'OGC Nice Youcef Atal, s'est de nouveau blessé juste après avoir ouvert le score en début de seconde période contre le RC Lens (1-0), samedi soir au stade Bollaert, en match comptant pour la 21e journée du championnat de France de Ligue 1 de football.

Le latéral niçois a dû sortir juste après l'ouverture du score à la 49e minute face aux Sang et Or. Il a été remplacé par Jordan Lotomba. Atal s'est visiblement blessé aux ischio-jambiers sur son but, selon la presse locale.

L'ancien joueur de Paradou n'a pas été épargné par les blessures depuis l'entame de la saison actuelle manquant plusieurs rencontres de l'OGC Nice et de la sélection algérienne. Une fragilité physique qui devient un réel problème



pour le joueur algérien. Atal sera fixé sur la gravité de sa blessure à l'issue de l'examen qu'il doit effectuer dans les prochaines heures.

A la faveur de ce succès

en déplacement, l'OGC Nice qui restait sur une lourde défaite à domicile face à Bordeaux (0-3), rejoint provisoirement Brest à la 13e place avec 26 points.

LIGUE 1/MC ORAN

Les joueurs de nouveau en grève

Les joueurs du MC Oran ont refusé de s'entraîner samedi matin pour protester contre la non régularisation de leur situation financière, a-t-on appris de ce club de Ligue 1 de football.

Cette grève "illimitée" est intervenue au lendemain de la victoire des "Hamraoua" face à l'ASO Chlef (1-0) dans le cadre de la 9e journée du championnat.

La direction du club avait promis de régulariser une partie des arriérés des salaires de son effectif la veille de cette rencontre, mais elle n'a pas tenu ses promesses, selon les joueurs grévistes.

Le club phare de la capitale de l'Ouest du pays traverse une crise financière aigüe ayant conduit son président Tayeb Mahiaoui à se séparer de son entraîneur français, Bernard Casoni qui lui coûtait cher, selon ses dires.

Il s'agit de la deuxième grève des camarades du capitaine d'équipe, Oussama Litim, en l'espace de deux semaines pour les mêmes raisons. Les Mouloudiens, qui sont toujours vaincus après neuf journées de championnat, ont reçu en milieu de la semaine passée la visite du wali d'Oran, Messaoudi Djari, qui les a rassurés de son soutien financier et moral, rappelle-t-on. Les pro tégés de l'entraîneur intérimaire, Omar Belatoui, quatrièmes au classement avec 15 points, croiseront le fer avec l'USM Alger au stade Omar Hamadi (Bologhine) mardi pour le compte de la 10e journée.

LIGUE 1/USM BEL-ABBES

Démission du DG, SG et manager général

La direction de l'USM Bel-Abbes a annoncé, samedi, la démission du Directeur général de la Société sportive par actions (SSPA) du club, du secrétaire général et du manager général, au lendemain de la défaite concédée à domicile contre le WA Tlemcen (2-3) dans le cadre de la 9e journée du championnat de Ligue 1 de football.

Le trio composé de Morsli, Bouanani et Bengorine, respectivement, a indiqué, dans un communiqué de presse, qu'il va dévoiler "les raisons de cette démission collective lors d'une conférence de presse qu'il a programmée pour les prochaines heures".

Le courant ne passe plus entre les trois dirigeants, qui ont été délégués l'été passé par le Conseil d'administration de la SSPA pour gérer les affaires de l'équipe de football et ladite structure, à sa tête le président Abdelghani El Hennani.

Le patron du conseil d'administration a accusé, dans des déclarations à la presse à l'issue de la rencontre de vendredi, le Directeur général Morsli "de mener l'équipe à la dérive".

Abdelghani El Hennani a notamment déploré le fait que la formation de la "Mekerra" soit restée sans entraîneur depuis la première journée du championnat, soit depuis le départ de Lya-

mine Boughrara qui a jeté l'éponge à cause de la non-qualification des nouvelles recrues au nombre de 14 joueurs, sur décision de la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL).

Il a indiqué, en outre, qu'il comptait "convoquer dans les jours à venir un conseil d'administration pour examiner la situation du club et prendre des décisions importantes".

La direction de l'USMBA n'a réussi que jeudi passé à obtenir les licences de ses nouveaux joueurs après s'être acquittée de ses dettes envers d'anciens éléments de l'équipe estimées à plus de 50 millions de dinars.

Elle a aussi trouvé un accord avec la Fédération algérienne de football (FAF) pour rééchelonner ses dettes (22 millions de dinars) envers cette instance, rappelle-t-on.

Contre le WAT, le staff technique intérimaire des Vert et Rouge, qui restaient avant le derby de l'Ouest contre le WAT sur deux victoires de rang, a aligné seulement quatre nouvelles recrues dans le onze de départ.

A l'issue de la 9e journée, l'USMBA glisse à la 13e place avec huit points. L'équipe rendra visite au CR Belouizdad lors de la prochaine journée prévue mardi prochain.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE M'SILA
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
N.I.F N°001328019020255

DEUXIÈME CONCOURS D'ARCHITECTURE RESTREINT APRES AVOIR ANNULÉ LA PROCÉDURE N° / 2021 Portant étude pour la réalisation d'un hôpital de 60 lits à Amedjdel

Conformément aux articles 47 et 48 du décret présidentiel N°15-247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.
La Direction des Equipements Publics la wilaya de M'sila lance un concours restreint portant étude pour la réalisation du projet : ETUDE POUR LA REALISATION D'UN HOPITAL DE 60 LITS A AMEDJDEL.

1- RETRAIT DU CAHIER DES CHARGE :

Les bureaux d'études ou un groupement des bureaux d'études, les architectes agréés Intéressés peuvent retirer les cahiers des charges auprès du siège de la direction des Equipements Publics de la wilaya de M'sila - service de la planification et de la population, cité administrative mitoyenne avec l'Institut supérieur national de formation para médicale m'sila.

2- PRÉSENTATION DES DOSSIERS DE CANDIDATURES :

Dans une première phase, les candidats sont tenus de présenter leurs dossiers de candidatures dans une enveloppe, Qui doit être fermée et anonyme et ne portant que les mentions suivantes:

DEUXIEME CONCOURS RESTREINT APRES AVOIR ANNULÉ LA PROCEDURE N° / 2021 PORTANT ETUDE POUR LA REALISATION D'UN HOPITAL DE 60 LITS A AMEDJDEL

« DOSSIER DE CANDIDATURE » A NE PAS OUVRIIR

Les dossiers de candidatures seront remis directement, à l'adresse suivante DIRECTION des Equipements Publics « DSP » DE M'SILA Cité administrative mitoyenne avec l'Institut supérieur national de formation para médicale m'sila. TEL/ Fax : 035.33.86.19

Le dossier de candidature contient :

1. une déclaration de candidature « remplie, signée et datée ».

Dans la déclaration de candidature, le candidat atteste qu'il :

- N'est pas exclu ou interdit de participer aux marchés publics conformément aux dispositions des articles 75 et 89 du décret présidentiel n°15-247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

- N'est pas en redressement judiciaire et que son casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois porte la mention « néant ». Dans le cas contraire, il doit joindre le jugement et le casier judiciaire, le casier judiciaire concerne le candidat lorsqu'il s'agit d'une personne physique, et du gérant ou du directeur général lorsqu'il s'agit d'une société.

- Est en règle avec ses obligations fiscales, parafiscales.

- Est inscrit au registre de commerce pour les personnes morales.

- A effectué le dépôt légal des comptes sociaux, pour les sociétés de droit algérien.

- Le numéro d'identification fiscale (NIF).

- 2. Une déclaration de probité « remplie, signée cachetée et datée ».

- 3. Une copie de l'agrément « valide » et une copie de l'inscription au tableau national des architectes.

- 4. Les statuts pour les sociétés.

- 5. **Capacités techniques :** moyens humains et matériels et références professionnelles, à savoir :

- Moyens humains et matériels :**

- La liste nominative du personnel accompagné des attestations et des diplômes ainsi l'attestation d'affiliation au CNAS d'une validité de moins de trois mois à la date d'ouverture des plis ;

- Attestation d'affiliation CASNOS du gérant délivrée en 2021 ou l'existence commerciale.

- N.B :**

- Dans le cas de soumissionnaire en groupement solidaire dans sa globalité, doit satisfaire à la même exigence qu'un soumissionnaire seul.**

- Les moyens matériels à mettre en place pour le projet :

- Le siège du bureau d'étude doit être justifié par une copie de l'acte de propriété ou par acte de location notarié valide le jour de l'ouverture.

- Les véhicules doivent être justifiés par les cartes grises et leurs assurances valides jusqu'à la date d'ouverture des plis au nom du candidat ou de la société ou par leasing au nom du candidat ou chef de la réunion

- Les moyens matériels doivent être justifiés par la présentation d'une liste portant les matériels existants - délivré par un expert agréé.

- NB : En ce qui concerne l'acte de propriété ou**

l'acte de location notarié doivent être justifiés par tout moyen légal à savoir :

- L'acte de propriété portant le nom du gérant.

- Attestations professionnelles :

- Attestations de bonne exécution ou Attestations

- exécution datées relatives aux missions études et suivi ou missions études, missions suivi des

- projets de catégorie «C» et plus (selon l'arrêté

- interministériel commun N°2 du 04/07/2001

- modifiant et complétant l'arrêté Interministériel

- N°17 du 15 mai 1988 portant modalités d'exercice

- et de rémunération de la maîtrise d'œuvre en

- bâtiment Et le décret exécutif n° 16-224 du 19

- dhou el kaada 1437 correspondant au 22 août

- 2016 fixant les modalités de rémunération de la

- maîtrise d'œuvre en bâtiment et le circulaire

- N°01 du 15 nov 2016 relative à la mise en œuvre

- du décret exécutif n° 16-224. L'arrêté ministériel

- n° 04 du 12 janvier 2017 fixant le profil des inter-

- venants dans la « mission suivi » de la maîtrise

- d'œuvre en bâtiment et la composition des

- équipes en fonction de la complexité de l'ou-

- vrage). Ces attestations devront être délivrées

- par des maîtres d'ouvrages publics.

- N.B : - Dans le cas où, les dossiers de candidatures

- présentés sont incomplètes (absence de l'une

- des pièces exigées), il est ouvert, aux candidats,

- un délai maximum de 10 jours, pour compléter

- les documents manquants exigés, à l'exception

- de : (les pièces qui ne doivent pas être compléter

- son) :

- 1. La déclaration de candidature « remplie, signée

- et datée ».

- 2. La déclaration de probité « remplie, signée et

- datée ».

- 3. L'agrément valide.

- 4. Les Moyens humains et matériels, références

- professionnelles.

- Conformément à l'article 69 du décret prési-

- décentiel n°15- 247 du 16/09/2015 portant régle-

- mentation des marchés publics et des délégations

- de service public ; les documents justifiant les

- informations contenues dans la déclaration de

- candidature sont exigés uniquement de l'attri-

- butoire du marché public, qui doit les fournir

- dans un délai maximum de dix (10) jours à

- compter de la date de sa saisie, et, en tout état

- de cause, avant la publication de l'avis d'attri-

- bution provisoire du marché.

- Si les documents précités ne sont pas remis

- dans le délai requis ou s'il s'avère après leur

- remise qu'ils comportent des informations non

- conformes à celles figurant dans la déclaration

- de candidature, l'offre concernée est écartée, et

- le service contractant reprend la procédure d'at-

- tribution du marché.

- Capacités financières :** Ayant une sommation

- du montant de chiffre d'affaire réalisé pendant

- les années (2017, 2018, 2019).

- ≥ 5.000.000,00 DA, Justifié par les bilans financiers

- des années (2017, 2018, 2019).

- 3- LA DUREE DE PRÉPARATION DES DOSSIERS DE CANDIDATURES :**

- La durée de préparation des dossiers de candidatures est fixée à quinze (15) jours, à compter de la date de la première publication du présent concours sur le BOMOP ou dans la presse nationale.

- 4- LA DATE DE DÉPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURES :** La date et l'heure limite de dépôt des dossiers correspondent au dernier jour de la durée de préparation des dossiers, qui expire (le quinzième jour) jusqu'au 14:00 heures. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date de dépôt est prorogée jusqu'au premier jour ouvrable suivant.

- La date limite de dépôt des dossiers de candidatures est le :

- 5- L'OUVERTURE DES DOSSIERS DE CANDIDATURES :** La procédure d'ouverture des dossiers de candidatures se déroulera en séance publique en présence des candidats. Elle aura lieu Le quinzième jour correspondant à la date de dépôt des dossiers, à partir de 14:30 heures, au siège de la direction des Equipements Publics de la wilaya de M'sila. La commission d'ouverture des plis et l'évaluation des offres, procède à l'ouverture des dossiers de candidatures.

- 6- L'ÉVALUATION DES DOSSIERS DE CANDIDATURES :** Après l'ouverture et l'évaluation des dossiers de candidatures, seuls les candidats présélectionnés sont invités à remettre les plis de « l'offre technique », « l'offre architecturale » et de « l'offre financière » dans une 2ème phase.

- 7- LA DURÉE DE VALIDITÉ DES OFFRES :** La durée de validité des offres est la durée de préparation des offres augmentée de trois (03) mois, à partir de la date de dépôt des offres.

Tuchel va-t-il remplacer Lampard ?

L'ancien coach du PSG pourrait prendre la succession de Frank Lampard en cas de nouvelle défaite de Chelsea en Premier League. Hier soir sur la pelouse de Leicester, Chelsea a concédé sa 5ème défaite sur les 8 derniers matchs de Premier League. Un bilan catastrophique pour les Blues, qui ont tout de même déboursé près de 250 millions d'euros lors du mercato l'été dernier. Frank Lampard doit rapidement trouver une solution, alors que l'ombre de Thomas Tuchel - libre de tout contrat depuis son départ du PSG en décembre - plane toujours au-dessus de lui. Ce mercredi, le journaliste norvégien Jan Aage Fjortoft, affirme même que le conseil d'administration du club aurait discuté avec les représentants du technicien allemand. Affaire à suivre...



KOULIBALY A CHOISI SA FUTURE DESTINATION

Le défenseur sénégalais Kalidou Koulibaly voudrait aller poursuivre sa carrière à Manchester United.

Alors qu'il a un contrat qui court jusqu'en 2023, Kalidou Koulibaly ressent aujourd'hui le besoin de quitter Naples pour franchir un nouveau palier. Après avoir résisté aux tentations durant le dernier mercato, le Sénégalais se verrait bien rejoindre l'Angleterre et plus particulièrement Manchester United. C'est ce qu'indique le Daily Express ce samedi. L'actuel leader de Premier League reste intéressé par le vice-champion d'Afrique, mais le coût de ce dernier pourrait poser problème. Les Partenopei restent très exigeants pour leur sociétaire. Aurelio De Laurentiis, le président du club, demanderait même 110M€ pour sa libération. Pas sûr que les Red Devils consentent à faire un tel sacrifice.



VARANE SONGERAIT À CHANGER D'AIR

Raphaël Varane aurait pris une décision sur sa situation avec le Real Madrid.

Le défenseur central français n'aurait pas l'intention de s'inscrire sur le long terme avec le club de la capitale espagnole. Dixit les informations du journal Sport, le footballeur de 27 ans songerait à quitter la Casa Blanca au terme de la saison 2020-2021, et ce alors que son contrat expire en juin 2022.

Le champion du monde 2018 n'aurait ainsi pas en tête de prolonger son bail du côté de Santiago-Bernabeu. Selon nos confrères, l'ancien footballeur du Racing Club de Lens considère qu'il aurait fait son temps au Real Madrid. Pour rappel, le natif de Lille avait débarqué durant l'été 2011 en provenance des Sang et Or, pour 10 millions d'euros.

Depuis le début de cet exercice, Raphaël Varane a pris part à 24 matches toutes compétitions confondues, pour 17 rencontres de Liga. Outre le flou entourant l'avenir du Tricolore, le Real Madrid n'a pas encore obtenu l'assurance de conserver Sergio Ramos. En fin de contrat en juin prochain, le défenseur central espagnol n'a toujours pas prolongé.

Saison lancée pour Eden Hazard au Real Madrid ?

Semblant être enfin débarrassé de ses blessures, Eden Hazard enchaîne les matchs avec le Real Madrid et revient petit à petit en forme sur le côté gauche de l'attaque meringue.

Titulaire pour la deuxième fois consécutive en championnat, l'ancien lillois a réalisé une superbe première mi-temps en inscrivant son troisième but de la saison, quelques minutes après avoir été passeur décisif d'une astucieuse talonnade. Au final, l'international belge est sorti à l'heure de jeu et le Real Madrid s'est finalement imposé 4-1, permettant au club madrilène de conforter sa deuxième place au classement du championnat espagnol.



WILLIAN JOSÉ SIGNE À WOLVERHAMPTON !

Son nom a longtemps circulé du côté de l'Atlético Madrid et l'Olympique de Marseille mais Willian José va finalement jouer pour les Wolves. L'attaquant de 29 ans, qui appartient à la Real Sociedad, s'est engagé avec Wolverhampton ce samedi pour un prêt jusqu'en juin avec une option d'achat estimée à 20 millions d'euros. Le Brésilien vient notamment pour pallier l'absence de Raul Jimenez qui souffre toujours de sa fracture du crâne dont il a été victime après un duel aérien avec David Luiz en novembre dernier. Celui qui portera désormais le numéro 12 devrait être encore un peu juste pour être disponible mercredi pour le déplacement Chelsea

Matthijs de Ligt est de retour

Contrairement à Alex Sandro, Matthijs de Ligt est guéri du coronavirus et est apte pour la partie de demain.

Matthijs de Ligt est guéri. En effet, comme le prévoit le protocole sanitaire en vigueur, Matthijs de Ligt a effectué un double test au Covid-19. Celui-ci s'est avéré négatif, le joueur peut enfin sortir de sa zone de quarantaine. Le néerlandais rejoindra l'équipe à l'hôtel dans lequel séjourne son équipe. Il fera ainsi partie de la liste des joueurs convoqués pour la rencontre de demain contre Bologne. Alex Sandro reste lui, toujours négatif.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction **A. CHERBAL**

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

HISTOIRE DE LA COLONISATION

La France "doit des excuses à l'Algérie" dont la colonisation "ne ressemble à aucune autre" (journaliste français)

La France "doit des excuses à l'Algérie" dont la colonisation (1830-1962) "ne ressemble à aucune autre" colonisation de par sa violence, a affirmé le journaliste politique français Jean-Michel Apathie, la qualifiant "d'acte politique impensé".

"La colonisation algérienne ne ressemble à aucune autre colonisation. Nous devons des excuses (à l'Algérie)", a souligné M. Apathie qui intervenait sur une chaîne TV française lors d'un débat sur la colonisation française. "Nous ne savons pas pourquoi la France a conquis Alger (le 5 juillet) 1830. C'est un acte politique impensé", a-t-il dit, expliquant qu'à l'époque Charles-Philippe de France, connu sous le nom de Charles X, "était basculé par les Libéraux en France, lequel mène une opération militaire pour sa gloire personnelle". Vingt-cinq jours plus tard, Charles X "perd le pouvoir le 30 juillet 1830 et Louis Philippe

lui succède", a ajouté M. Apathie, un éditeur qui cumule une grande expérience pour avoir exercé dans plusieurs médias français, relevant que "personne ne savait quoi faire en Algérie et l'armée (française) était livrée à elle-même sur le terrain". Il a expliqué que c'est "à partir de là que va commencer la conquête de l'Algérie (qui) était tellement violente, qu'en 1845 il y a eu une campagne de presse européenne pour la dénoncer", a-t-il déploré, qualifiant de "scandale" qu'une avenue soit baptisée du nom du maréchal Thomas Bugeaud qui "s'est comporté comme un boucher". "Aujourd'hui, le maréchal Thomas Bugeaud

est honoré par une avenue à Paris. C'est un scandale", a asséné M. Apathie qui a, à son actif, plusieurs publications dont notamment un ouvrage intitulé "Liberté, égalité, réalité". Condamnant la colonisation française, il a aussi regretté que des générations d'Algériens soient privées de leurs droits et spoliées de leurs terres. "On a volé les terres aux Algériens, on a empêché la scolarisation de cinq générations d'Algériens, condamnés à l'ignorance et à l'analphabétisme. On a lancé du napalm sur des villages algériens", s'est encore offusqué M. Apathie, connu pour ses positions politiques jugées justes et courageuses.



Le rapport Stora doit interpeller la classe politique française pour se "réconcilier" avec sa propre mémoire (Historiens)

Le dernier rapport de l'historien Benjamin Stora sur la colonisation et la guerre de libération nationale interpelle en premier l'ensemble de la classe politique française pour qu'elle se "réconcilie" avec sa propre mémoire, et ne s'agit pas d'une "nouvelle version" de l'histoire de la colonisation française en Algérie, mais plutôt d'un "état des lieux mémoriel", selon des historiens algériens. Dans un entretien à l'APS, l'historien Mohammed Ould Si Kaddour El-Korso estime que le rapport de Benjamin Stora, remis mercredi au président français Emmanuel Macron, "avant d'être une feuille de route pour des négociations sur des sujets sensibles entre l'Algérie et la France dans la perspective d'une future réconciliation pas seulement mémorielle, mais aussi politique, stratégique, scientifique, économique, culturelle, etc...", interpelle d'abord l'ensemble de la classe politique française à se réconcilier avec sa propre mémoire.

"Un effort de vérité est demandé aux plus hautes instances françaises appelées à reconnaître les crimes commis pendant 132 ans en son nom, plus particulièrement entre 1945 et 1962. Le même effort est demandé aux citoyens français qui doivent d'abord se réconcilier avec leur propre mémoire", poursuit l'historien, considérant que la "guerre des mémoires" est d'abord une guerre entre "mémoires françaises". De son côté, le sociologue et historien Hassan Remaoun souligne que ce rapport correspond à la commande faite par le président Macron et "il ne s'agit pas de l'élaboration d'une nouvelle version de l'histoire de la colonisation française en Algérie et de la Guerre de libération nationale, mais plutôt de la présentation d'un état des lieux mémoriel et des retombées que cela suscite dans les relations franco-algériennes", dont l'objectif est "d'assumer le lourd contentieux légué dans ce domaine par l'histoire et d'apaiser autant que possible les mémoires de tous les concernés", a-t-il ajouté, affirmant que Benjamin Stora "a essayé de jouer un rôle de facilitateur en proposant des voies et moyens susceptibles, notamment du côté

français, d'aller dans cette voie". Sur la question de la reconnaissance de la France de ses crimes commis durant la période coloniale en Algérie, Hassan Remaoun soutient que des "excuses ou une repentance des Français ne rendraient pas justice à tout ce que notre peuple a subi", même si, estime-t-il, "une reconnaissance des crimes commis nettement affirmée pourrait contribuer à l'apaisement des relations entre les deux peuples". "Franchement, je pense que nous avons lavé l'offense coloniale en libérant de haute main notre pays et que notre honneur est sauf. C'est désormais l'honneur des Français qui est en jeu face aux crimes que les colonialistes ont fait peser sur leur conscience.

Passer à la phase de la demande du pardon ou de l'acte de reconnaissance des crimes coloniaux commis se fera lorsqu'ils se sentiront prêts pour un pareil acte de courage!", a déclaré l'historien à l'APS. Pour Mohammed El-Korso, le rapport Stora constitue une "avancée", par rapport aux positions de la classe politique française qui "ont prévalu au lendemain du recouvrement de la souveraineté nationale de l'Algérie et qui prédominent jusqu'à ce jour au niveau de certains cercles qui font preuve d'une grande crispation dès qu'il s'agit de la colonisation de l'Algérie et de Guerre de libération nationale". Il ajoute que ce rapport n'a été possible que parce que les Algériens "n'ont jamais cessé depuis l'occupation, en passant par le mouvement national, la Proclamation du Premier Novembre et l'exercice de leur souveraineté, de revendiquer le droit imprescriptible à leur Histoire d'où l'ancien colonisateur les a exclus, leur causant un préjudice irrémédiable".

La justesse de cette revendication, "ignorée puis minorée, semble prendre le chemin qui est le sien" grâce à une "prise de conscience" des présidents de la République française depuis la fin des années 1990", souligne l'historien.

"Même s'il ne sous-estime pas la complexité d'une pareille question, Stora, lui-même, considère qu'une avancée pourrait

être possible, comme il y a pu en avoir quelques-unes dans le passé", a déclaré M. Remaoun, ajoutant que le rapport aux mémoires n'implique pas seulement les Etats mais aussi "des segments très diversifiés dans chacune des sociétés concernées, avec des opinions parfois très clivantes dans chacun des pays concernés".

L'historien Hassan Remaoun estime que l'émergence de nouvelles générations qui "renouvellent les questionnements et les projets de société, et le travail d'accumulation des connaissances opéré par les historiens à partir de postures critiques et méthodologiquement fondées" peuvent prêter à l'optimisme et ce, même si "les effets ne se font pas sentir dans l'immédiateté". Ce qui explique, selon lui, le fait que l'apologie de la domination et de l'idéologie coloniale est partout battue en brèche. M. Remaoun pense également qu'avancer dans la résolution de ses problèmes légués par le passé est "profitable pour les deux pays".

À la question de savoir s'il y a un profit à tirer pour l'Algérie de ce rapport sur la mémoire, le professeur Hassan Remaoun a répondu par l'affirmative, mais avec la condition de "ne pas considérer que le pro-

blème sera complètement résolu sans les questions de mémoire", estimant qu'il faudra toujours "laisser du temps au temps, surtout avec un contentieux aussi lourd que celui légué par la colonisation et ses méfaits". L'Algérie, affirme-t-il, "n'est malheureusement pas la seule concernée par la question, même si nous nous considérons et sommes considérés par d'autres comme un cas emblématique". Concernant les différents points soulevés dans le rapport Stora qui reflètent "le point de vue français", selon Mohammed Ould Si Kaddour El-Korso, ce dernier considère qu'il y a "certes bien des questions qui sont passées à la trappe et qui seront soulevées et débattues en leur temps par la partie algérienne".

Hassan Remaoun pense, lui, que "d'importantes questions ont été posées dans ce texte et c'est le cas notamment pour celle portant sur les archives et la question de la reconnaissance de la tragédie subie par les Algériens". Et de conclure que c'est une "négociation qui est en cours et le tout est de savoir en fixer les objectifs et les étapes à traverser". "Il faudra de même mobiliser toutes les ressources nécessaires pour la mener au mieux!", a-t-il suggéré.

DÉCÈS D'UN RESSORTISSANT ALGÉRIEN À BRUXELLES L'Algérie demande de faire toute la lumière sur ce drame (MAE)

Les services de l'Ambassade et du Consulat Général d'Algérie à Bruxelles ont pris contact avec le ministère belge des Affaires étrangères et les services du Procureur du Roi pour demander que toute la lumière soit faite sur les conditions du décès, le 19 janvier 2021, d'un ressortissant algérien dans une cellule de Commissariat de Police de Bruxelles, indique dimanche un communiqué du ministère des Affaires étrangères (MAE). Suite au décès, le soir du 19 janvier 2021, d'un ressortissant algérien dans une cellule de Commissariat de Police de Bruxelles, les services de l'Ambassade et du Consulat Général d'Algérie à Bruxelles, après en avoir informé, assisté et soutenu la famille du défunt dans cette douloureuse épreuve, ont pris contact avec le ministère belge des Affaires étrangères et les services du Procureur du Roi, pour demander que toute la lumière soit faite sur les conditions ayant entouré ce drame. La partie algérienne a, notamment, demandé que lui soit communiqué le rapport d'enquête diligente par le procureur du Roi", précise la même source. Les services du ministère des Affaires étrangères "suivent, avec une très grande attention, cette affaire", ajoute le communiqué.

SKIKDA

Un homme blessé par balle au chef-lieu de wilaya

Un Homme, âgé de 33 ans, a été blessé, samedi, par balle à la cité des frères Saker (chef-lieu de la wilaya de Skikda), a-t-on appris auprès des services de la Protection civile. Les éléments de l'unité secondaire de la Protection civile de la wilaya de Skikda ont intervenu à 18h afin d'apporter les premiers secours à la victime touchée par balles à la main gauche, avant de la transférer à l'établissement hospitalier Abderezzak Bouhara de Skikda, note la source.

De leur côté, des témoins oculaires ont fait état d'une tentative de cambriolage d'une bijouterie par 3 individus qui ont tiré des coups de feu en direction de la façade du magasin, avant de dérober quelques bijoux et de prendre la fuite. Les services de la police judiciaire relevant de la sûreté de wilaya de Skikda ont procédé, samedi à 18h, à l'arrestation de deux suspects, en un temps record ne dépassant pas les 5 minutes, pour cambriolage d'une bi-

jouterie à l'aide d'un fusil de chasse, outre la saisie de l'arme utilisée et d'un métal de couleur jaune dérobé dudit magasin, indique dimanche un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

Selon la même source, les investigations sont en cours pour finaliser l'enquête, supervisée par le procureur de la République près le tribunal de Skikda.